



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 28 NOVEMBRE 1914

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 23 novembre 1914.

Le vingt-unième jour de novembre mil neuf cent quatorze, l'honorable M. Walter-George Mitchell, de la cité et du district de Montréal, avocat, conseil du roi et trésorier de la province, a été élu député pour représenter le collège électoral de Richmond à l'Assemblée législative de la province de Québec.

Le greffier de la couronne en chancellerie,
5861 L.-P. GEOFFRION.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du seize novembre 1914, de nommer M. J. N. Fournier, de Saint-Hyacinthe, commissaire pour l'érection civile des paroisses du diocèse de Saint-Hyacinthe. 5847

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date du seize novembre 1914, de nommer M. Napoléon Mathieu, agent d'assurance, de Beauceville, agent des Terres et des Bois, pour la division de la Chaudière. 5849

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel, en date

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 28th NOVEMBER, 1914

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Quebec, 23rd November, 1914.

On the twenty first day of November, nineteen hundred and fourteen, the Honourable Walter George Mitchell, of the city and district of Montreal, advocate, King's counsel and Provincial Treasurer, was elected to represent the electoral division of Richmond in the Legislative Assembly of the province of Quebec.

L. P. GEOFFRION,
5862 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, bearing date the sixteenth November, 1914, to appoint Mr. J. N. Fournier, of Saint Hyacinthe, commissioner for the civil erection of parishes in the diocese of Saint Hyacinthe. 5848

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the sixteenth November, 1914, to appoint Mr. Napoléon Mathieu, insurance agent, of Beauceville, land and Forest agent for the division of Chaudière. 5850

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council bearing date

30 NOV 1914

du treize novembre, 1914, de nommer MM. Pierre Jacques, entrepreneur; Alcide E. Goyette, gérant de compagnie et Benjamin J. Guérin, classificateurs de bois, tous de Grand'Mère, membres de la cour des commissaires pour la décision des petites causes, pour la ville de Grand'Mère.

5853

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du douzième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Kamouraska, M. Joseph Viel, cultivateur, du canton Robitaille (Squateck), comté de Témiscouata.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du douzième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Québec, M. Edouard Arthur Evans, ingénieur civil, de la paroisse de Beauport, comté de Québec.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du douzième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district d'Arthabaska, M. Pierre Breton, forgeron, de Saint-Adrien d'Irlande, comté de Mégantic.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du douzième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, M. Robert Bickerdike, jr., de la cité de Montréal, gentilhomme.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté ministériel en date du douzième jour de novembre 1914, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Terrebonne, M. Eugène Labelle, agent et M. Rodrigue Deschambault, marchand, tous deux de la ville de Terrebonne.

5851

the thirteenth day of November, 1914, to appoint Messrs. Pierre Jacques contractor, Alcide E. Goyette, company manager and Benjamin J. Guérin, lumber culler, members of the commission for the summary trial of small causes for the town of Grand'Mère.

5854

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twelfth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Kamouraska, Mr. Joseph Viel, farmer of the Township of Robitaille (Squateck), county of Témiscouata.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased by order in council, bearing date the twelfth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Quebec: Mr. Edward Arthur Evans, civil engineer, of the parish of Beauport, county of Quebec.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twelfth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Arthabaska: Mr. Pierre Breton, blacksmith, of Saint Adrien, d'Irlande, county of Mégantic.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twelfth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal: Mr. Robert Bickerdike, jr., of the city of Montreal, gentleman.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the twelfth day of November, 1914, to associate to the commission of the peace for the district of Terrebonne: Messrs. Eugène Labelle, agent and Rodrigue Deschambault, merchant, both of the town of Terrebonne.

5852

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le premier décembre mil neuf cent quatorze, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au sept janvier prochain;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le premier décembre prochain; vous convoquons par les présentes pour le SEPT JANVIER prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.

F. LANGELIER

L. S.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India:—

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the first day of December, one thousand nine hundred and fourteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the seventh day of January next;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec, on the first of December next, and hereby convene you for the SEVENTH of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings,

assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec, pour y EXPEDIER LES AFFAIRES DE LA PROVINCE et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TEMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, chevalier, commandeur de Notre ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingt-cinquième jour de novembre, l'an de grâce mil neuf cent quatorze, et de Notre règne le cinquième

Par ordre,
Le greffier de la couronne en chancellerie,
Québec,
5929 L.-P. GEOFFRION.

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18 novembre 1914, constituant en corporation MM. Wilbrod Roy, hôtelier; Armand Roy, commis; Mathilde Lebœuf, ménagère, autorisée de son mari, Wilbrod Roy; Juliette Roy, ménagère, fille majeure et usant de ses droits; J. E. Glackmeyer, manufacturier de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon, hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier, toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération et spécialement le restaurant actuellement exploité, par Wilbrod Roy, au No 165, rue Saint-Paul, dans la cité de Montréal, y compris la licence, fonds de commerce, l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce de restaurant en opération tel qu'actuellement exercé par Wilbrod Roy et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie, à un prix à être déterminé par la dite compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothé-

in the said city of Quebec, for the DESPATCH OF THE BUSINESS OF THE PROVINCE, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our Province of Quebec to the hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGE-LIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twenty-fifth day of November, the year of Our Lord one thousand nine hundred and fourteen and in the fifth year of Our Reign.

By command,
L.-P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.
5930

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Wilbrod Roy, hotel-keeper; Armand Roy, clerk; Mathilda Lebœuf, house-keeper, duly authorized by her husband Wilbrod Roy; Juliette Roy, house-keeper, spinster in the full exercise of her rights; J. E. Glackmeyer, manufacturer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such, as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and in any way dispose of any moveable and immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate all bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire, by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the restaurant business now being carried on by Wilbrod Roy, at the No. 165, Saint Paul street, in the city of Montreal, including therein the license stock in trade, good-will, furnishings and other accessories, constituting the restaurant business now carried on as a "going concern" by the said Wilbrod Roy, and to pay therefor in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypo-

quer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie soit en tout ou en partie aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Café Roy Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune

La principale placée d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5839 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huit novembre 1914, constituant en corporation MM. Séverin Rosario Benoit et J. H. Téléphore Bourassa, comptables; Frédéric Alarie, commis-voyageur; Alphonse R. Coallier, comptable; Stanislas Contant, boucher; Raphael Dufresne, bourgeois; Olympe Giroux, menuisier, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Aider, assister et secourir les pauvres, les nécessiteux, les malades et les infirmes et se dévouer généralement aux œuvres de charité et pour ces fins accepter, posséder et acquérir des biens meubles et immeubles, de quelque nature qu'ils soient; emprunter, louer, vendre, échanger, céder ou autrement aliéner les dits biens meubles et immeubles et hypothéquer les dits immeubles; sous le nom de "La Conférence Saint-Vincent de Paul de L'Immaculée Conception, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5843 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1914, constituant en corporation MM. Meyer Lefkowitz, Benjamin Lefkowitz, Louis Lefkowitz et David Abraham Miller, marchands; et Frank Levy, boucher; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, de marchandises sèches générales, hardes faites, chaussures, claques, meubles, lainages, garnitures, nouveautés, merceries, prélatris, tapis, carpettes et immeubles et négociants en gros et encanteurs généraux;

Faire, tirer, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change,

the cate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business in whole or in part similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature to that carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures and bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Café Roy, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914

C. J. SIMARD,
5840 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Séverin Rosario Benoit and J. H. Téléphore Bourassa, accountants; Frédéric Alarie, commercial traveller; Alphonse R. Coallier, accountant; Stanislas Contant, butcher; Raphael Dufresne, gentleman; Olympe Giroux, joiner, for the following purposes:

To aid, assist and help the poor, needy, sick and infirm and to generally devote themselves to charitable works and for the above purposes, to accept, hold and acquire moveable and immoveable property of any nature whatever; to borrow, lease, sell, exchange, assign or otherwise alienate the said moveable and immoveable property and to hypothecate the said immoveable property, under the name of "La Conférence Saint-Vincent-de-Paul de L'Immaculée Conception, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5844 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Meyer Lefkowitz, Benjamin Lefkowitz, Louis Lefkowitz and David Abraham Miller, merchants; and Frank Levy, butcher; of the city of Montreal, for the following purposes:

Dealing, wholesale and retail, in general dry goods, clothing, boots and shoes, rubbers, furniture, woollens, trimmings, groceries, notions, smallwares, oilcloth, carpet, rugs and real estate; and as wholesale jobbers and general auctioneers;

To make, draw, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of

connaissances, mandats et autres effets négociables ou transférables, et faire toutes les autres choses se rapportant ou tendant à atteindre les objets ci-dessus;

Acquérir d'autres affaires de nature semblable et les payer en actions du capital de la compagnie sous le nom de "M. Lefkowitz & Sons, Limited", avec un capital-actions de dix-neuf mille neuf cents dollars (\$19,900.00), divisé en cent quatre-vingt-dix-neuf (199) actions de cent dollars \$100.00 chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5845

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-un novembre 1914, constituant en corporation MM. Ernest C. Leete, entrepreneur; S. Homer Calkins, commis-marchand; David J. Wilson, teneur de livres; Seth P. Leet, juge des sessions de la Paix et Florence E. Calkins, épouse de S. H. Calkins, et séparée de biens, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer un commerce général d'entrepreneurs et de constructeurs;

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction et accessoires;

Faire et exercer tout commerce qui peut être auxiliaire ou conforme aux pouvoirs conférés par les deux paragraphes précédents;

Acquérir et posséder sous aucun titre et disposer de biens d'aucune sorte qui paraîtront utiles pour les fins des pouvoirs conférés par cette charte.

Vendre les biens, actions du capital et clientèle de la compagnie incorporée par la présente charte à toute autre compagnie ou personne, ou acquérir les biens, charte et clientèle de toute autre compagnie à tels termes et conditions, comme le décidera la majorité des trois-quarts des actionnaires en valeur et en nombre, et en cas d'achat les payer en tout ou en partie en actions de la compagnie incorporée par cette charte, et en cas de vente recevoir comme paiement complet ou partiel des actions de la compagnie se portant acquéreur;

Acquérir comme commerce en opération et exercer les affaires de la "Mosaic and Tile Company", maintenant possédées et exploitées par le soussigné Ernest C. Leete, pour les prix et somme de dix mille dollars (\$10,000.00), et émettre en faveur du dit Ernest C. Leete, des actions entièrement acquittées pour une somme équivalente, sous le nom de "Calkins Leete, Limited", avec un capital actions de vingt mille (\$20,000.00) dollars, divisé en quatre cents (400) actions de cinquante (\$50.00) dollars chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5879

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1914, constituant en corporation Rosanna Nadeau, hôtelière, veuve de Joseph Lanctôt, de son vivant hôtelier de Montréal; Albertine Lanctôt, fille majeure; Eugène Cham-

lading, warrants and other negotiable instruments or transferable instruments, and to do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To acquire other business of a similar kind and pay for same in shares of stock of the company, under the name of "M. Lefkowitz & Sons, Limited", with a capital stock of nineteen thousand nine hundred (\$19,900.00) dollars divided into one hundred ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) dollars each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5846

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 21st of November, 1914, incorporating Messrs. Ernest C. Leete, contractor; S. Homer Calkins, salesman; David J. Wilson, book-keeper; Seth P. Leet, police magistrate and Florence E. Calkins, wife of S. H. Calkins and separate as to property, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To do a general contracting and building business;

To manufacture and deal in all kinds of building material and supplies;

To do and carry on any kind of business that may be auxiliary to or expedient with the powers granted by the two foregoing paragraphs;

To acquire and hold and to dispose of by any title any property of any kind that may be deemed useful for the purposes of the powers granted by this charter;

To sell the assets, capital stock and good-will of the company to be authorized by this charter to any other company or person or to acquire the assets, charter and good will of any other company upon such terms and conditions as a majority of three fourths of the stockholders in amount and number shall decide and in case of purchase to pay for the same in whole or in part in the stock of the company to be formed by this charter, and in the case of sale to receive in whole or in part payment in the stock of the company purchasing;

To acquire as a going concern and to carry on the business of the Mosaic and Tile Company, now owned and carried on by the undersigned Ernest C. Leete, for the price and sum of ten thousand dollars (\$10,000.00), and to issue to the said Ernest C. Leete, fully paid up stock for an equivalent amount, under the name of "Calkins Leete, Limited", with a capital stock of of twenty thousand (\$20,000.00) dollars, divided into four hundred (400) shares of fifty (\$50.00) dollars each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5880

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, incorporating Rosanna Nadeau, kotel-keeper, widow of Joseph Lanctôt, in his lifetime, hotel-keeper, of Montreal; Albertine Lanctôt, spinster; Eugène Champagne, merchant;

pagne, marchand; Joseph Nadeau, cordonnier; Bélonie Lanctôt, journalier; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat et comme une affaire en opération et faire les affaires d'hôtel maintenant conduites dans la cité de Montréal, sous le nom de "Dame J. Lanctôt" avec son installation, ses meubles, et les payer en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce de restaurant ou d'hôtel ou les deux à la fois et exploiter tel commerce avec ou sans les bâtisses et terrains employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles ou immeubles ou en disposer autrement;

Hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur garantie d'iceux

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée de faire ou faisant les affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises;

Tirer, accepter, endosser, souscrire, négocier des lettres de change, des billets promissaires, des chèques, des traites en rapport avec les affaires que cette compagnie est autorisée de faire et de l'objet pour lequel elle est incorporée, sous le nom de "Lanctôt Limitée" avec un fonds social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5841

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des etres patentes supplémentaires, en date du dix-huit novembre 1914, à la compagnie "Lithuanian Withold Independent Club, Limited", par lesquelles son capital est augmenté jusqu'au montant de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00), divisé en actions de vingt-cinq piastres (\$25.00), chacune et accordant les pouvoirs additionnels suivants: De recevoir, acquérir, échanger, posséder, louer, avoir en jouissance toutes propriétés mobilières et immo-

Joseph Nadeau, shoemaker; Bélonie Lanctôt, laborer; of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law;

To acquire by purchase as a going concern and to carry on the hotel business now carried on in the city of Montreal, under the name of "Dame J. Lanctôt", with its equipment, furnishings and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise any hotel or restaurant business or both and operate such business with or without the buildings and lands used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire, or to hold, by lease or any other title, any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease and otherwise dispose of all or any of its moveable or immovable property;

To hypothecate its immovable and to pledge its moveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying out of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above undertakings;

To draw, accept, endorse, subscribe and negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques, drafts, in connection with the business which this company is authorized to carry on and the object for which this company is incorporated, under the name of "Lanctôt Limitée"; with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5842

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1914, to the company Lithuanian Withold Independent Club, Limited, increasing its capital to the sum of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into shares of twenty five dollars (\$25.00) each and granting it the following additional powers: To receive, acquire, exchange, hold, lease, enjoy any moveables and immovable property for its own use and to pledge, sell, alienate and transfer

billières pour son usage, et d'engager, vendre, aliéner et transporter les dites propriétés, d'en disposer et d'en acquérir d'autres à leur place.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5837 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt novembre 1914, à la compagnie "McKenzie Trading Company", par lesquelles son nom est changé par celui de "International Mills Limited".

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,
5875 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un octobre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Léon Lachance, marchand; Oscar Alphonse Bériau, employé civil; René Couture, télégraphiste; Henri Tancrede Bériau, employé civil; et Marie Bernadette Couture, épouse du dit J. L. Lachance; tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre de la glace et fournitures pour les marchands, de glace et en faire le commerce;

Acquérir, construire, posséder et exploiter, vendre et aliéner des pêcheries, droits de pêches, glaciers, réfrigérateurs, des quais et en général tout ce qui peut se rapporter à l'exploitation de la pêche et des pêcheries;

Construire, posséder, affréter des vaisseaux navigables, soit à vapeur ou toutes autres sortes de bateaux, vaisseaux ou bâtiments pour le transport des passagers, des effets et marchandises ou pour la traction ou le remorquage d'autres vaisseaux, et pour cette fin construire, posséder ou employer des bassins, entrepôts et autres prémices qui peuvent être convenables et nécessaires pour les fins de la compagnie avec le droit de faire tous contrats, transactions et arrangements avec toutes personnes, sociétés de personnes ou compagnies qui s'occupent du transport de passagers, de marchandises ou traction ou remorquage d'autres bateaux;

Acquérir, posséder et exploiter des glaciers, réfrigérateurs, faire les affaires de réfrigérateurs, ou le commerce d'entrepôts dans des entrepôts frigorifiques ou non;

Acquérir, posséder, construire ou exploiter des quais, les vendre ou autrement les aliéner;

Acquérir, posséder et exploiter des lots à bâtir, y construire des maisons, les vendre ou autrement les aliéner et faire en général le commerce de constructeurs de maisons, de bâtiments, les louer ou les vendre ou autrement les aliéner, tenir des magasins;

Obtenir des brevets d'invention, les posséder, les exploiter ou les vendre;

Fabriquer de l'électricité, du gaz et employer telle fabrication pour les fins de la compagnie et en faire le commerce, dans le district de Québec;

Faire le commerce de l'industrie laitière et autres produits de la ferme y compris les animaux et le droit d'abattre dans les prémices de la compagnie;

Acheter et vendre les produits d'autres compagnies, soit à commission soit autrement;

Acquérir l'actif ou assumer le passif de toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies à fonds social exploitant tous ou quelques uns des objets de la présente compagnie;

the said property dispose of same and acquire other in lieu thereof.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5838 Deputy Provincial Secretary

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1914, to the McKenzie Trading Company changing its name to that of "International Mills Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,
5876 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of October, 1914, incorporating Joseph Léon Lachance, merchant, Oscar Alphonse Bériau, civil employee, René Couture, telegraphist, Henri Tancrede Bériau, civil employee, and Marie Bernadette Couture, wife of said J. L. Lachance, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell and deal in ice and supplies for ice merchants;

To acquire, construct, hold and exploit, sell and alienate fisheries, fishing rights, ice houses, cold storages, wharves and generally all things incidental to fishing and fisheries

To construct, hold, charter navigable vessels, either propelled by steam or otherwise, ships or boats for the transportation of passengers, goods and merchandise or for the hauling and towing of other vessels, and for such purposes to construct, hold or utilize docks, bassins and other premises which may be convenient or necessary for the company's purposes with the right to enter into any contract, transactions and agreements with any persons, associations of persons or companies engaged in the business of transporting passengers and goods or the hauling or towing of other vessels;

To acquire, hold and exploit ice houses, cold storages, carry on the cold storage business or the business of warehousemen in cold storage or other establishments;

To acquire, hold, construct or exploit wharves, sell or otherwise alienate the same;

To acquire, hold and exploit building lot, construct houses thereupon, sell or otherwise alienate the same and generally carry on the business of builders of houses and edifices, lease or sell or otherwise alienate the same, keep stores;

To obtain patents of invention, hold, exploit or sell the same;

To manufacture electricity and gas and to utilize the same for the company's purposes and deal therewith within the district of Quebec;

To deal in dairy produce and other farm produce including live stock and the right to slaughter the same in the company's premises;

To purchase and sell the products of other companies, on commission or otherwise;

To acquire the assets or assume the liabilities of any persons, firms or joint stock companies carrying on all or any of the objects of the present company;

Acquérir par achat, échange ou autrement et posséder des actions dans d'autres compagnies formées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Donner en paiement de biens meubles ou immeubles généralement, de services, de valeurs, de comptes, de dettes, des actions entièrement ou partiellement libérées de la compagnie;

Se départir, transférer par vente, échange ou autrement des actions de la présente compagnie à d'autres compagnies constituées pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Se fusionner avec une autre compagnie constituée pour l'un ou plusieurs des objets de la présente compagnie;

Se procurer de l'argent et pour cela emprunter, hypothéquer, émettre des bons, des débiteures sur les biens de la compagnie et engager généralement le crédit de la présente compagnie;

Et généralement faire toutes autres opérations permettant à la compagnie à atteindre les fins pour lesquelles elle est constituée sous le nom de "L'Artique Compagnie de Glace, Limitée" avec un capital social de cent mille (\$100,000.00) piastres, divisé en mille (1000) actions de cent (\$100.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente et unième jour d'octobre 1914.

C. J. SIMARD,

5695

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Pierre Bellavance, commerçant; E. Alexis Dufresne, étudiant; Adélar J. Rioux, voyageur de commerce; Arthur Chamberland, protonotaire; tous de la ville de Rimouski et Ernest Langelier, voiturier de Sainte-Angele de Méridi, comté de Matane; dans les buts suivants

Faire toutes les opérations de commerce en général, faire les affaires de marchands en gros et en détail, de toutes sortes d'articles, effets et marchandises quelconques, exercer l'industrie de confectionneurs et de magasin de mode en général, exporter et importer toutes sortes de marchandises, acquérir par voie d'achat ou autrement et vendre tous produits commerciaux, biens, effets, mobiliers, machines aratoires et instruments agricoles quelconques, acheter et vendre en gros et en détail le bois de commerce, bois de chauffage, chevaux, animaux, bestiaux, grains, foin, légumes et autres produits de la ferme, et tous autres produits d'une nature quelconque, manufacturer toutes sortes de marchandises quelconques;

Faire tous les actes et choses ci-dessus comme facteurs, agents et fondés de pouvoir;

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie et de les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, pourvu toutefois que chaque bon, obligation ou autre valeur ne soit pas pour une somme moindre que celle de dix (\$10.00) piastres;

Emprunter de l'argent à tel taux d'intérêt qui pourra être convenu avec plein pouvoir de garantir tels emprunts par toutes hypothèques, actions, obligations ou autres valeurs appartenant à la compagnie;

Prendre ou recevoir des hypothèques, obligations ou charges pour assurer le paiement de toutes créances dues à la compagnie, ou du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie, ou de tous argents avancés par la compagnie aux acheteurs ou autres pour des fins de constructions ou autres améliorations;

To acquire by purchase, exchange or otherwise and to hold shares in other companies formed for any or several of the objects of the present company;

To give fully or partly paid up shares of the company in payment of moveable or immovable property generally, services, securities, accounts, debts;

To hand over, transfer by sale, exchange or otherwise, shares of the present company to other companies constituted for any or several of the objects of the present company;

To amalgamate with any other company incorporated for one or several of the objects of this company;

To raise monies and for that purpose to borrow, hypothecate, issue bonds, debentures on the property of the company and generally pledge the credit of the present company;

And generally to carry on any other business permitting the company to attain the purposes of its incorporation, under the name of "L'Artique Compagnie de Glace Limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of October, 1914.

C. J. SIMARD,

5696

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Pierre Bellavance, trader, E. Alexis Dufresne, student; Adélar J. Rioux, commercial traveller; Arthur Chamberland protonotary, all of the town of Rimouski, and Ernest Langelier, carrier of Sainte-Angele de Méridi, county of Matane, for the following purposes:

To carry on business generally and especially the business of wholesale and retail merchants of all kinds of goods, wares and merchandise whatsoever, to carry on the business of garment makers and millinery stores generally, export and import all kinds of goods, to acquire by way of purchase or otherwise and to sell all kinds of commercial products, property, moveable effects, agricultural machines and implements whatever, to purchase and sell wholesale and retail lumber and wood, horses, animals, cattle, grain, hay, vegetables and other farm produce and any other products of any nature whatsoever, to manufacture all kinds of merchandise whatever;

To do all the above acts and things as factors, agents or attorneys;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to give as security or sell the same for the amounts and prices which may be deemed convenient, provided however that such bond, debenture or other security be not for an amount less than ten (\$10.00) dollars;

To borrow money upon such rate of interest as may be agreed upon with full power to guarantee such loans by any hypothecs, shares, bonds or other securities belonging to the company;

To take or receive any hypothecs, bonds or liens to secure the payment of any claims due to the company or the purchase price of any property sold by the company or any money advanced by the company to purchasers or others for building purposes or other improvements;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier et immobilier de toute personne ou autre corporation exerçant le même genre d'affaires;

Emettre et allouer comme actions acquittées, des actions de la compagnie en paiement parfait ou partiel de marchandises, effets ou autres articles de commerce, devant composer le fonds de commerce de la compagnie;

Signer et souscrire des billets promissoires, chèques et autres effets de commerce, accepter et souscrire des lettres de change et en général faire toutes autres opérations nécessaires pour le bon fonctionnement de la compagnie;

Faire tous les autres actes et choses qui seront propres à faire atteindre les fins et objets pour lesquels la compagnie est constituée sous le nom de "J. P. Bellavance, Limitée", avec un capital social de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en deux mille (2000) actions de dix (\$10.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5729

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Marie-Aimé Parent, comptable; Arthur Germain, commis; Paul Alfred Desgroseilliers, étudiant en droit; John Farrow, commis; Joseph Edmond Archambault, commis; tous de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Faire en général et dans toutes ses branches les affaires d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport ou accessoires à icelles, tel que chaises pour le cirage des chaussures, boutique de barbier, salle de billard et de pool, dépôts de journaux et de revues, magasins de cigares et de tabacs;

Acquérir par achat, échange bail ou autrement, de toute personne, société ou compagnie, comme une affaire en opération ou autrement, tout fonds de commerce, de restaurant ou d'hôtel et exploiter tel commerce avec ou sans les terrains et bâtisses employés ou destinés à son exploitation, et de les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou acquérir autrement, ou posséder par bail ou autre titre, tout immeuble qui peut être jugé nécessaire aux objets pour lesquels la compagnie est incorporée, et payer pour telles acquisitions ou possessions en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer tous ou aucun de ses meubles et immeubles ou en disposer autrement, hypothéquer ses immeubles, engager ses meubles et emprunter de l'argent sur la garantie d'iceux;

Construire, maintenir et exploiter, sur tous terrains acquis ou possédés par la compagnie, des hôtels, restaurants et autres bâtisses qui peuvent être jugés nécessaires pour l'exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder, vendre, céder et transporter des actions, débentures et toutes autres garanties d'aucune autre compagnie ou corporation engagée dans les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et objets

4

To acquire by purchase or otherwise the moveable and immoveable assets of any person or other corporation carrying on the same kind of business;

To issue and allot as fully, paid up, shares of the company in full or part payment of goods, wares or other articles of trade, entering into the stock in trade of the company;

To sign and subscribe promissory notes, cheques and other commercial instruments, accept and subscribe bills of exchange, and generally carry on any other business necessary for the due carrying on of the company's objects;

To do all such other acts and things as may be incidental to the attainment of the purposes and objects for which the company is incorporated, under the name of "J. P. Bellavance Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this tenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5730

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Marie Aimé Parent, accountant; Arthur Germain, clerk; Paul Albert Desgroseilliers, student at law; John Farrow, clerk; Joseph Edmond Archambault clerk; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith or accessory thereto, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any person, firm or company, as a going concern or otherwise any restaurant or hotel stock in trade and to exploit such business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To purchase or otherwise acquire or to hold by lease or other title any immoveable which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisitions or holdings in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise dispose of its moveables and immoveables, hypothecate its immoveables, pledge its moveables and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any land acquired or held by the company, hotels, restaurants and other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To purchase, acquire, hold, sell, convey and transfer any shares, debentures and any other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and execute all other acts and things as

qui peuvent être utiles ou paraître avantageux à l'exploitation des susdites entreprises, sous le nom de "Cosmopolitan Hotel Company, Limited" avec un capital social de vingt mille piastres, (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5741

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1914, constituant en corporation MM. Horace Chagnon, industriel; Jules Uldéric Mathieu, avocat; Thomas John Shallow, avocat; Joseph Henri Gérin Lajoie, avocat; Joseph Emile Côté, comptable tous de la cité de Montréal dans les buts suivants:

Exercer et poursuivre l'industrie générale de marchands de bois dans toutes ses spécialités y compris le flottage, le transport, sciage, le planage, la fabrication l'expédition, l'importation, l'exportation, l'achat et la vente de bois de construction et produits du bois et bois de toutes dimensions et qualités, et la fabrication et la vente de portes, de chassis, de fenêtres et d'articles en totalité ou en partie faits avec du bois, y compris la fabrication de pâte de bois et de tous les articles fabriqués avec ces produits, ainsi qu'un commerce général, en gros et en détail, et faire toutes les choses reliées à ces objets, avec pouvoir de construire, ériger, équiper, établir, entretenir et exploiter des moulins, bâtisses pour moulins, fabriques pour travailler le bois, maisons, magasins, entrepôts, boutique de forge et ateliers de construction des machines et tous les autres bâtiments et structures nécessaires ou convenables pour accomplir les diverses fins et objets de la compagnie projetée;

Construire, ériger, établir et exploiter des ateliers pour la construction, la vente, l'achat et la réparation d'engins à gazoline, d'automobiles et de réparations générales;

Acquérir par voie d'achat, d'échange ou de bail ou par tout autre titre légal et posséder, détenir, démolir, améliorer, exploiter, louer, engager, vendre et échanger des immeubles et des biens tant mobiliers qu'immobiliers ou autrement en disposer, ainsi que de droits en relevant ou en dépendant de toute sorte et de toute description et les payer en actions ou en d'autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Construire, soit pour la compagnie ou pour toute autre personne, des bâtisses devant servir à quelque usage que ce soit et entretenir, surveiller, exploiter, louer, vendre ou autrement disposer de toutes bâtisses ainsi construites et de toutes autres bâtisses possédées ou louées par la compagnie;

Construire, acquérir, équiper, céder, posséder, gérer, exploiter, prendre à bail et affréter des allèges, bateaux, navires, steamers, remorqueurs et vaisseaux de toute description et généralement faire toutes les choses nécessaires à ces fins ou s'y rapportant;

Etablir et entretenir des estacades, piles, quais et autres ouvrages convenables pour protéger ou expédier les billots de sciage, le bois de construction ou autres commodités et produits cédés par la compagnie, pourvu que ces dits ouvrages ne nuisent pas à la navigation et pourvu aussi que toutes les lois maintenant ou plus tard en vigueur au sujet de ces érections, ouvrages et améliorations soient observées et mises à exécution;

Acheter ou autrement acquérir, prendre à bail,

may appear suitable or seem advantageous for the carrying on of the above undertakings, under the name of "Cosmopolitan Hotel Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5742

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Horace Chagnon, manufacturer; Jules Uldéric Mathieu, advocate; Thomas John Shallow, advocate; Joseph Henri Gérin Lajoie, advocate; Joseph Emile Côté, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on and engage in the general business of lumber merchants in all branches thereof, including the floating, transporting, sawing, planing, manufacturing, shipping, importing, exporting, purchasing and selling of timber and lumber and wood products and wood of any dimension and quality, and the manufacturing and selling of doors, sashes, windows and articles in whole or in part made out of wood including the manufacturing of wood pulp and any other articles manufactured with such products, as well as a general business, wholesale and retail, and to do all things incidental to the above with power to construct, erect, equip, establish, maintain and operate mills, mill dependencies, lumber factories, houses, stores, warehouses, blacksmith shops, machine shops and any other buildings and constructions necessary or convenient for the attainment of the various purposes and objects of the projected company;

To construct, erect, establish and operate shops for the construction, sale, purchase and repair of gasoline engines, automobiles and general repairs;

To acquire by way of purchase exchange, lease or any other legal title and to own, hold, demolish, improve, exploit lease pledge, sell and exchange or otherwise dispose of real estate and property both moveable and immovable as well as rights of every sort and description relating or incidental thereto, and to pay for same in shares or other securities of the company or otherwise;

To construct, either for the company or for any other person, buildings to be utilized for any purposes whatever, and to maintain, superintend, exploit, lease, sell or otherwise dispose of any buildings thus constructed and of any other buildings held or leased by the company;

To construct, acquire, equip, assign, hold, manage, operate, take on lease and charter any lighters, boats, ships, steamers, tugs, and vessels of every description and generally to do all things necessary for or incidental to such purposes

To establish and maintain booms, piles, wharves and other works convenient for the protection of shipping of saw-logs, timber and lumber or other commodities and products conveyed by the company provided the said works do not in any interfere with navigation and provided also that any laws actually or hereafter coming into force respecting such erections, works and improvements be observed and put to execution;

To purchase or otherwise acquire, take on lease,

posséder et détenir des terrains, limites à bois, immunités, permis, licences, chutes d'eau, servitudes et privilèges et les utiliser, développer et exploiter et de temps à autre les vendre et en disposer en bloc ou séparément;

Produire, fournir, transmettre, distribuer et vendre de l'eau et de l'énergie électrique de la force motrice et de l'électricité pour toutes fins que ce soit, et faire les opérations d'entrepreneurs pour approvisionner, fournir, transmettre et distribuer de la force, de l'électricité et de l'énergie électrique dans le district de Montréal, pourvu toutefois que toute distribution ou transmission de force ou énergie électrique et hydraulique au-delà des terrains de la compagnie sera subordonnée aux règlements locaux et municipaux à ce sujet;

Acheter, acquérir, posséder et détenir ou autrement disposer de toutes valeurs, stocks, obligations, débetures ou actions de toute compagnie que ce soit et de quelque endroit que ce soit;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou une partie de l'industrie, la propriété et les engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer ou en possession de biens convenables aux fins de la présente compagnie

Acheter, acquérir ou autrement posséder ou non comme industrie active toute propriété ou entreprise ou totalité ou en partie semblable à celle de la présente compagnie maintenant ou plus tard appartenant à tout particulier ou compagnie constituée en corporation ou autres, et tous les biens et engagements de ce particulier ou compagnie constituée en corporation ou non, et payer à son propriétaire ou à ses propriétaires respectivement pour l'achat ou l'acquisition de cette entreprise, soit en deniers ou en actions ou autres valeurs de la présente compagnie;

Promouvoir d'autres compagnies pour des fins de nature à profiter de la présente compagnie;

Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, brevets d'invention, marque de commerce, dessins industriels, droits d'auteurs, licences, concessions et choses semblables conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de toute information secrète ou autre au sujet d'une invention capable d'être utilisée pour les fins de la compagnie, ou dont l'acquisition, serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer, ou permettre l'usage ou autrement faire valoir la propriété, les droits ou information ainsi acquises;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendues ou à rendre en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital actions de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Emettre la totalité ou une partie des actions de la compagnie comme acquittées et non sujettes à appel en paiement de toute propriété mobilière ou immobilière ou autres biens acquis par la compagnie, ou comme rémunération pour services rendus à la compagnie en plaçant les actions ou débetures de la compagnie ou pour toute autre considération que les directeurs jugeront convenables et dans l'intérêt de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie en totalité ou une partie de ses biens pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer entre les membres de la compagnie, en nature, toutes actions, débetures, valeurs ou propriétés appartenant à la compagnie;

own and hold lands, timber limits, immunities, permits, license, water falls, servitudes and privileges and to utilize, develop and exploit and from time to time to sell and dispose of same en bloc or separately;

To generate, supply, transmit, distribute and sell water, electric and motive power and electricity for any purposes whatsoever, and to carry on the business of contractors for the supplying, furnishing, transmitting and distributing of power, electricity and electrical energy within the district of Montreal, provided however that any distribution or transmission of power or electric and hydraulic energy beyond the lands of the company be subject to all local and municipal by-laws on that behalf;

To purchase, acquire, own and hold or otherwise dispose of any securities, stocks, bonds, debentures or shares of any company whatever and of any place whatsoever;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the present Company;

To purchase, acquire or otherwise take in its own name as a going concern any property or undertaking in whole or in part similar to that of the present company now or hereafter belonging to any individual or company incorporated or unincorporated and the assets and liabilities of such individual or incorporated or unincorporated company and to pay the owner or owners thereof respectively for the purchase or acquisition of such undertaking either in cash or in shares or other securities of the present company;

To promote other companies for purposes calculated to benefit the present company;

To apply for purchase or otherwise acquire any patents, brevets d'invention, trade marks, industrial designs, copy rights, licenses, concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use any secret or other information as to any invention capable of being utilized for the company's purposes, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the present company, and to utilize, exercise, develop, grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or informations thus acquired;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of shares of the capital stock of the company or any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To issue the whole or a part of the stock of the company as fully paid up and non assessable shares in payment of any moveable or immovable property or other assets, acquired by the company, or as the remuneration for services rendered to the company in placing the shares or debentures of the company or for any other consideration which the directors may deem convenient and in the interest of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole of the undertaking of the company, or a part of its assets for shares, debentures or securities of any other company;

To distribute among the members of the company in kind any shares, debentures, securities or property belonging to the company;

Agir en qualité d'agents pour toute compagnie, société ou personne exerçant une industrie semblable;

Sur résolution des directeurs, les assemblées des directeurs et les assemblées des actionnaires de la Compagnie pourront à l'occasion, être tenu à un endroit dans la province autre que celui du siège d'affaires de la compagnie, sous le nom de "H. Chagnon & Compagnie, Limitée", avec un capital social de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5829

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation MM. Joseph Emile Noel, médecin; Thomas Tremblay, ingénieur-civil; Trefflé T. Delisle, bourgeois; Marie Elise Gélinas, épouse contractuellement séparée de biens du dit Trefflé T. Delisle et dûment autorisée de son dit époux, et Isola Alberta Bérubé, épouse contractuellement séparée de biens du dit Joseph Emile Noel et dûment autorisée par son dit époux, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Faire le commerce d'immeubles dans toutes ses branches;

Acquérir des immeubles par voie d'achat, échange, bail, louage ou autrement, les posséder, cultiver, subdiviser en lots à bâtir, avec des rues, ruelles et parcs, développer, améliorer, louer, échanger, vendre, hypothéquer et en disposer d'une manière générale;

Construire ou faire construire sur les dits terrains et immeubles des constructions, des égoûts, rues, ruelles, chemins, maisons, moulins usines et manufactures et autres bâtisses, les louer, échanger, hypothéquer, vendre ou autrement disposer;

Emettre et accorder toute part ou actions acquittées dans le capital action de cette compagnie en paiement du prix d'aucune franchise entreprise, propriété mobilière ou immobilière, garantie, créance, droits, privilèges et hypothèque que cette compagnie pourra acquérir ou en paiement d'aucune dette ou obligations qu'elle pourra avoir;

Acheter des dits Joseph Emile Noel, Thomas Tremblay, et Trefflé T. Delisle, par bail ou autrement, les droits, titres, réclamations et intérêts qu'ils ont ou peuvent avoir dans le terrain du Plateau Laval et en payer le prix en argent ou au moyen d'actions acquittées de la dite compagnie, et en signer tous actes et contrats nécessaires à cette fin, sous le nom de "Plateau Laval, Limitée" avec un capital social de dix-neuf mille huit cent piastres (\$19,800.00) divisé en cent quatre-vingt-dix-huit (198) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sherbrooke.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5735

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seize novembre

To act as agents for any company, firm or person carrying on a similar business;

Upon resolution of the directors, the meetings of the directors and the meetings of the shareholders of the company may if opportune be held at any place in the province other than at the head office of the company, under the name of "H. Chagnon & Compagnie Limitée", with a capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of November, 1914.

J. C. SIMARD,

5830

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Joseph Emile Noel, physician; Thomas Tremblay, civil engineer; Trefflé T. Delisle, gentleman; Marie Elise Gélinas, wife contractually separated as to property of the said Trefflé T. Delisle, and duly authorized by her said husband and Isola Alberta Bérubé, wife contractually separated as to property of the said Joseph Emile Noel, and duly authorized by her said husband, all of the city of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a real estate business in all branches thereof;

To acquire real estate by way of purchase, exchange, lease, renting or otherwise, hold, cultivate, subdivide the same into building lots, with streets, lanes and parts, develop, improve, lease, exchange, sell, hypothecate and dispose of same generally;

To construct or cause to be constructed upon the said lands and immovables, works, sewers streets, lanes, roads, houses, mills, shops and manufactories and other buildings, to lease, exchange, hypothecate, sell or otherwise dispose of same;

To issue and hand over any paid up share or stock of the capital stock of this company in payment of the price of any franchise, undertaking, moveable or immovable property, guarantee, claim, rights, privileges and hypotheses which this company may acquire or in payment of any debt or obligation it may owe;

To purchase from the said Joseph Emile Noel, Thomas Tremblay and Trefflé T. Delisle, by lease or otherwise, the rights, titles, claims, and interests they have or may have in the land of the Plateau Laval, and to pay for the same in cash or by means of paid up shares of the said company and to sign and execute all deeds and contracts necessary to that effect, under the name of "Plateau Laval Limitée", with a capital stock of nineteen thousand eight hundred dollars (\$19,800.00), divided into one hundred and ninety eight (198) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sherbrooke.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5736

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth of

1914, constituant en corporation MM. J. T. Roland Gazelle, agent financier; J. Amédée Fournier, agent financier, de Montréal; Camille Courchesne, Paul Courchesne, Rémi Courchesne, cultivateurs, de Saint-Ignace de Loyola; dans les buts suivants:

Construire et exploiter un ou des aqueducs avec ou sans système de protection contre le feu et canaux d'égouts dans les limites de la paroisse de Saint-Ignace de Loyola, comté de Berthier;

Passer avec tout individu, compagnie, société ou corporation des contrats relatifs à un service d'aqueduc de protection contre le feu et canaux d'égouts;

Acquérir toute autre industrie identique à celle que la présente compagnie est autorisée ainsi que sa clientèle et son actif aux conditions taux et prix qui seront convenus par le bureau de direction;

Emprunter des deniers et faire des avances de deniers comptants ou les garantir par hypothèques ou débiteures, titres ou autres valeurs de la compagnie;

Payer pour tous meubles ou immeubles, droits, biens, franchises ou privilèges acquis par la compagnie, en argent ou en actions acquittées de cette compagnie ou partie dans l'un ou partie dans l'autre;

Payer tous frais ayant rapport à l'octroi de la lettre patente y compris les services de l'incorporation dans ou pour la formation de la compagnie, y compris les services rendus ou à rendre par les promoteurs ou les directeurs provisoires en tout ou en partie, en argent ou par l'émission d'actions acquittées;

Payer toutes rémunérations jugées convenables par le bureau de direction pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou à vendre ou en garantissant le placement d'actions, débiteures ou autres valeurs de la compagnie soit en argent ou par l'émission d'actions acquittées de cette compagnie;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires propres à atteindre les fins pour lesquelles la compagnie est constituée en corporation sous le nom de "La Compagnie d'Aqueduc de Saint-Ignace de Loyola Limitée", avec un capital social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cinquante (\$50.00) piastres chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Ignace de Loyola.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5737

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze novembre 1914, constituant en corporation MM. J. Donat Langelier, financier; J. Georges Langelier, courtier; J. Napoléon Langelier, ingénieur civil; J. Arthur Langelier, courtier; J.-Baptiste Langelier, voyageur de commerce; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement, des terrains ou intérêts en iceux avec toutes bâtisses ou constructions situées sur les dits terrains, vendre, louer, échanger et hypothéquer tous les terrains ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant situées sur iceux ou qui peuvent y être ériger à l'avenir et prendre toutes garanties qui peuvent être nécessaires;

November, 1914, incorporating Messrs. J. T. Roland Gazelle, financial agent; J. Amédée Fournier, financial agent, of Montreal; Camille Courchesne, Paul Courchesne, Rémi Courchesne, farmers, of Saint Ignace de Loyola, for the following purposes:

To construct and operate one or several waterworks with or without system of protection against fire and sewers within the limits of the parish of Saint Ignace de Loyola, county of Berthier;

To make contracts, relating to a waterworks service of protection against fire and sewers, with any individual, company, association or corporation;

To acquire any other business similar to that which the present company is authorized together with its good-will and assets upon such conditions, rates and prices as may be agreed by the board of directors;

To borrow monies and make cash advances or to guarantee the same by hypothecs or debentures, titles or other securities of the company;

To pay for any moveables or immoveables, rights, property, franchises or privileges acquired by the company, in cash or paid-up shares of this company or partly in one or partly in the other;

To pay all costs in connection with the granting of the Letters-Patents, including the services for the incorporation or the formation of the company including services rendered or to be rendered by the promoters or by the provisional directors wholly or partly in cash or by the issue of paid-up shares of the company;

To pay any remunerations deemed convenient by the board of directors for services rendered in placing or assisting to place or sell or guaranteeing the placing of shares, debentures or other securities of the company either in cash or by the issue of paid-up shares of this company;

To do all the acts, exercise all the powers, and to carry on any business necessary for or incidental to the attainment of the purpose for which the company is incorporated under the name of "La Compagnie d'Aqueduc de Saint Ignace de Loyola Limitée", with a capital stock of ten thousand (\$10,000.00) dollars, divided into two hundred (200) shares of fifty dollars (\$50.00) shares each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Ignace de Loyola.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5738

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1914, incorporating Messrs. J. Donat Langelier, financier; J. Georges Langelier, broker; J. Napoléon Langelier, civil engineer; J. Arthur Langelier, broker; J.-Baptiste Langelier, commercial traveller; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take in exchange or otherwise acquire lands or interests therein with any buildings or works erected thereon, sell, lease exchange and hypothecate or otherwise dispose of such lands or any portion thereof and all or any buildings or works now or which may be hereafter erected thereon and take such securities as may be necessary;

Prendre ou posséder des hypothèques pour toutes balances non payées du prix d'achat de toutes telles bâtisses ou constructions ainsi vendues; et vendre et transporter les dites hypothèques ou en disposer autrement;

Développer et diviser en lots des terres et installer et maintenir tous chemins, voies, parcs, places publiques, terrains de jeu, ronds à patiner, etc;

Payer pour toutes propriétés de toutes sortes et descriptions ou pour tous services rendus à la compagnie en obligations ou stocks de la compagnie, ou en argent;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ou qui peuvent être conduits avantageusement en rapport avec la présente compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des profits, concessions réciproques ou autrement avec toute personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire et qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie; prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capable d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et obtenir de toutes telles autorités, tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir et faire, exercer ou remplir avec icelle tous tels arrangements, les droits, privilèges et concessions;

Emprunter de l'argent, faire des règlements pour limiter ou accroître le pouvoir d'emprunt de la compagnie, pour l'autoriser à émettre des bons, débentures ou autres sécurités de la compagnie pour toutes sommes pourvu qu'elles ne soient pas moindre de dix piastres (\$10.00) chaque, et de vendre, transférer et transporter ces bons, débentures ou autres sécurités pour tel prix qu'il sera jugé à propos dans les meilleurs intérêts de la compagnie; d'engager les biens meubles et d'hypothéquer les immeubles de la compagnie pour garantir tous tels emprunts, bons, débentures ou autres sécurités ainsi émis par la compagnie;

Faire toutes transactions ou affaires qui peuvent directement ou indirectement être utiles aux affaires de la compagnie;

Agir comme agents et courtiers pour l'achat, la vente, l'échange, la location d'immeubles ou pour autres transactions de même nature;

Faire les opérations d'agents et de courtiers de toutes espèces d'assurances;

Faire en son nom corporatif des opérations de prêts et placements de toutes sortes, excepté le commerce de banque;

Prendre et posséder des hypothèques sur biens fonds ou autres sortes d'obligations sur la garantie desquelles elle veut prêter ses capitaux;

Posséder sous tous rapports, en ce qui regarde le prêt et le placement de ses capitaux et ses affaires, les mêmes pouvoirs et privilèges qu'un particulier peut avoir;

Pouvoir recevoir des argents ou toutes sommes de deniers de personne ou corporations qui désirent les prêter sur hypothèques et effectuer de tels prêts et placements;

Faire, émettre, donner, accepter, endosser, escompter des billets promissoires, traites ou autres effets négociables;

To take or hold hypothecs for any unpaid balances of the purchase price of any such buildings or works thus sold, and to sell and transfer or otherwise dispose of the said hypothecs.

To develop and divide such lands into lots, and to lay out and maintain any roads, ways, parks, public places, play grounds, skating rings, etc.;

To pay for any property of any kind and description or for services rendered to the company in bonds or stocks of the company, or in cash;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to the objects of the present company or capable of being advantageously carried on in connection with the present company

To enter into any arrangement for the sharing of profits, reciprocal concession or otherwise with any persons or companies carrying on or engaged in any business or transactions which this company is authorized to carry on and capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company; to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To make any arrangements with any authorities, municipal local or otherwise, which may appear suitable for the company's objects and to obtain from such authorities all the rights, privileges or concessions which the company may deem proper to obtain and to make, exercise or fulfill with such authorities any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To borrow money, pass by-laws limiting or increasing the borrowing power of the company, authorizing it to issue bonds, debentures or other securities of the company for any amount provided such bonds, debentures or other securities be not for an amount less than ten dollars (\$10.00) each, and to sell, convey and transfer such bonds, debentures or other securities for such price as may deem proper and in the best interests of the company; to pledge the moveables and hypothecate the immoveables of the company, to guarantee such loans, bonds, debentures or other securities thus issued by the company;

To do any transactions or business which may, directly or indirectly, be suitable for the company's business;

To act as agents and brokers for the purchase, sale, exchange, leasing of immoveables or for other transactions of a like nature;

To carry on the business of agents and brokers for all kinds of insurance;

To carry on in its corporate name loan and investment business of all kinds except banking business;

To take and hold hypothecs upon real estate or other sorts of obligations upon the security of which it may lend its funds;

To have in all respects as regards the loan and investment of its funds and its business the same powers and privileges any individual may enjoy;

To have the power to receive all sums of money from persons or corporations desiring to lend same upon hypothecs and to make such loans and investments;

To make, issue, give, accept, endorse, discount promissory notes, drafts and other negotiable instruments;

Acquérir par achat, en échange, bail ou autrement, fonds de stocks, fonds de banqueroute et de vendre, liquider, échanger ou disposer autrement de ces dits stocks comme dans le cours ordinaire des affaires;

Faire toutes sorte de transactions immobilières qui pourront être avantageuses pour le bénéfice de la compagnie, sous le nom de "J. Donat Langelier, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaire de la corporation, sera dans la cité de Montréal

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5739

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation MM. François Villeneuve, restaurateur; Emery LeBrun, bourgeois; Ephrem Monty, commis; Edmond Verdun, voyageur de commerce; Joseph Villeneuve, bourgeois, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et exercer l'industrie d'hôteliers, maîtres de pension et de logement, restaurateurs, cafetiers, buvetiers et débitants de liqueurs alcooliques ou de tempérance, tabacs, cigares, etc., ainsi que toutes autres industries du même genre; le tout sujet aux dispositions et prescriptions de la loi des licences et des règlements municipaux;

Acquérir toute industrie analogue ou tous intérêts dans des compagnies ou corporations faisant le même genre d'affaires et en effectuer le paiement en argent ou au moyen d'obligations ou de parts acquittées de la compagnie, sous le nom de "Café Villeneuve, Limitée" avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5693

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du onze novembre 1914, à la compagnie "Rocco Dauzi Company" par lesquelles son nom est celui de "Italian Model Market Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5689

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize novembre 1914, constituant en corporation MM. Georges Labonté, cultivateur; Camille Boulet, journalier; Antoine Mercier, cultivateur; Donat Proulx, marchand, tous de Sainte-Euphémie et Onésime Boulet, contre-maître, de Montmagny, dans les buts suivants:

Acheter, louer, exploiter, vendre des limites à bois, des cours d'eau, des moulins à scies;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise stock in trade, bankrupt stocks and to sell, liquidate, exchange or otherwise dispose of said stocks in the regular course of business;

To make all kinds of real estate transactions which may seem advantageous for the benefit of the company, under the name of "J. Donat Langelier, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1914

C. J. SIMARD,

5740

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. François Villeneuve, restaurant keeper, Emery LeBrun, gentleman; Ephrem Monty, clerk, Edmond Verdun, commercial traveler; Joseph Villeneuve, gentleman, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and trade of keepers of hotels, boarding and lodging houses, restaurants, cafes, bars, sellers of alcoholic or temperance liquors, tobaccos, cigars, etc., and any other business of a like nature, the whole subject to the provisions of the license act and municipal regulations;

To acquire any similar business or any interests in any company or corporation carrying on a business of a like nature, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company, under the name of "Café Villeneuve, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5694

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1914, changing the name of the "Rocco Dauzi Company" to that of "Italian Model Market Company".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5690

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of November, 1914, incorporating Messrs. Georges Labonté, farmer; Camille Boulet, laborer, Antoine Mercier, farmer; Donat Proulx, merchant all of Sainte Euphémie, and Onésime Boulet, foreman, of Montmagny, for the following purposes:

To purchase, lease, exploit, sell timber limits, water courses, saw-mills;

Préparer le bois et en faire le commerce sous toutes ses formes;

Faire le commerce de magasin général en gros et en détail;

Et pour tout objet se rapportant au commerce ci-dessus exprimé, sous le nom de "La Compagnie Forestière de Saint-Damase", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00), chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Euphémie.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5691

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par la lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingtième jour de novembre 1914, constituant en corporation MM. Abraham Bennie Green, marchand de diamants; Morris Berman, commis-marchand; Ozias Couperg, tailleur; William Chan, commis-marchand; Marcu Lobel, tailleur; de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire et promouvoir l'étude de toutes questions politiques et sociales importantes du jour;

Acquérir et entretenir une maison de club, en la cité de Montréal, pour fins de récréation, éducation, amusement social, et aussi pourvoir au logement dans la dite maison du club, et avoir le droit d'avoir un buffet, salle à manger, salle de billard, pour l'utilité des membres du club et pour telles fins, avoir une licence pour vendre toutes sortes de liqueurs alcooliques dans l'établissement du club, sujet aux règlements locaux et provinciaux et à la loi des licences de Québec;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, hypothéquer, aliéner, échanger et céder des propriétés mobilières et immobilières qui pourraient être nécessaires, de temps à autre, pour les fins du club;

Tirer, accepter, endosser, négocier, et émettre des billets promissoires, chèques et autres effets et valeurs négociables et transférables;

Faire toutes autres choses se rapportant ou tendant à atteindre la totalité ou aucun des objets pour lesquels le club est établi, sous le nom de "The International Political Club of Montreal, Limited", avec un capital-actions de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cent (500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de novembre 1914.

C. J. SIMARD,

5877

Sous-secrétaire de la province.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

RELATIVEMENT AUX BILLS PRIVÉS QUI SERONT PRÉSENTÉS PENDANT LA PROCHAÎNE SESSION.

Aux termes du règlement, les délais fixés pour le dépôt des bills privés expireront le 23 décembre 1914 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des pétitions introductives de bills privés expireront le 16 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la réception des pétitions introductives de bills privés expireront le 21 janvier 1915 inclusivement; les délais fixés pour la présentation des bills privés expireront le 27 janvier 1915 inclusivement; et les délais fixés pour la réception des rapports de comités élus chargés de

To prepare wood and deal herewith under all forms;

To carry on a general store business, wholesale and retail.

And for any other objects incidental to the above, under the name of "La Compagnie Forestière de Saint-Damase", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Euphémie.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5692

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twentieth day of November, 1914, incorporating Messrs. Abraham Bennie Green, diamond dealer; Morris Berman, salesman; Ozias Couperg, tailor; William Chan, salesman; Marcu Lobel, tailor; of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on the promotion of the study of all important political and social question of the day;

To acquire and maintain a club house in the city of Montreal, for the purposes of instruction recreation and social amusement for the benefit of its members, also the provision of lodging in the said club house and to have the right to have a buffet, dining room, billiard room and for such purposes to be licensed to sell alcoholic beverages on the premises of the said club house, subject to local and provincial regulations and the Quebec license Act;

To acquire, receive, hold, lease, mortgage, pledge, exchange, alienate and convey such moveable and immoveable property as shall be from time to time necessary for the purpose of the club;

To make, draw, accept, endorse, negotiate and issue bills, notes, cheques and other negotiable and transferable instruments and securities;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the objects for which the club is established, or any of them, under the name of "The International Political Club of Montreal, Limited", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary this twentieth day of November, 1914.

C. J. SIMARD,

5878

Deputy Provincial Secretary.

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

RELATING TO PRIVATE BILLS TO BE INTRODUCED DURING THE COMING SESSION.

Under the Rules and Standing Orders, the time limited for depositing private bills will expire on the 23rd December, 1914, inclusively; the time limited for presenting petitions for the introduction of private bills will expire on the 16th January, 1915, inclusively; the time limited for receiving petitions for the introduction of private bills will expire on the 21st January, 1915, inclusively; the time limited for introducing private bills will expire on the 27th January, 1915, inclusively; and the time limited for receiving

30 NOV 1914

l'examen des bills privés expireront le 10 février 1915 inclusivement.

Le greffier,
L.-P. GEOFFRION,
Québec, 25 novembre 1914. 5931

EXTRAITS DES REGLES ET REGLE
MENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés.

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoir ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir:

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54. Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non et les dimensions de ce pont tournant.

60. Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir des bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la

reports from select committees charged with the examining of private bills will expire on the 10th February, 1915, inclusively.

L.-P. GEOFFRION,
Clerk.
Quebec, 25th November, 1914. 5932

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53. All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works, the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock company, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessments, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of any common, the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or particular rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community, or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application to be published as follows, viz:

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there is but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54. Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60. The expenses and costs attending the private bills giving an exclusive privilege or for any object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars,

somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française pour le gouvernement.

Toute personne qui demande à présenter un bill privé doit déposer entre les mains du greffier huit jours avant l'ouverture de la session un exemplaire de ce bill en français ou en anglais et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de quatre cents exemplaires en anglais et cinq cents cinquante exemplaires en français, de plus \$2. par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la chambre et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. L.

5931

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse de signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donnée dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie quelconque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ses ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and five hundred copies in french for the government, has been paid him.

Any person asking to obtain any private bill shall deposit with the clerk of the House eight days before the opening of the session a copy of the bill in the English or French language and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in the English language and 550 copies in French and also \$2. per page of printed matter for the translation and 50c. per page for correction and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

5932

R. CAMPBELL,
C. L. G.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS.

All applications to Parliament for Private Bills shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit:

1. *Pour des lois de constitution en corporation:*

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service;

(c) ou d'une compagnie de banque; une compagnie d'assurance; une compagnie de garantie; une compagnie de prêt, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. *Pour des amendements à des lois de constitution en corporation:*

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession de nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives: et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adresser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la Chambre relativement aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,

5525-3 Greffier de la Chambre des Communes.

Avis est par le présent donné que L'Association du Pain des Pauvres, de Montréal, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée pour faire dans cette province les affaires d'une société charitable tel que mentionné dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, savoir: Dans le but d'aider les femmes et les enfants privés de moyens, en leur fournissant en argent et en objets, ce qui peut être nécessaire à leur subsistance et à leur entretien, comme pour améliorer leur condition.

Le bureau principal de l'Association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. P. Q., 1909, ce vingt-troisième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,
WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

5881

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows:

1. *For acts of Incorporation.*

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. *For amendments to acts of incorporation:*

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected;

(b) For the revival or continuation of charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for enlargement of any of the powers of a company (not involving additional powers)—at the head office of the company;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks; and in Quebec and Manitoba shall be published in both english and french; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the Clerk of the House of Commons. Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT.

5526 Clerk of the House of Commons.

Notice is hereby given that "L'Association du Pain des Pauvres", of Montreal, has been licensed and registered to transact in the Province, the business of a charitable association, as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely: for the purpose of assisting women and children deprived of means, by furnishing them in the form of money or material, with the necessities of sustenance and maintenance, and for the betterment of their condition.

The Head Office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to Article 6950 R. S. P. Q., 1909, this twenty third day of November, 1914.

For the treasurer of the province of Québec,
WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

5882

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-George de Beauce, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI, des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle d'assurance contre le feu formée en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relativement au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'Inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de fermes et de risques isolés, (tels risques étant ni des risques de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardeux), dans les limites du comté de Beauce, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce vingt-unième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Division des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 5883

AVIS

Avis est par le présent donné que "The Independent Order of Sons of Israel of Canada", a obtenu un permis et a été enregistré pour faire des affaires comme société de Secours mutuels, tel que contenu dans la déclaration qui a précédé l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, savoir: accorder à ses membres des secours en cas de maladie, d'incapacité, de revers de fortune et des bénéfices de décès et de funérailles.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce onzième jour de novembre 1914.

Pour le trésorier de la province de Québec,

WILLIAM CHUBB,
Surintendant des Assurances, P. Q.
Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec. 5697

Demandes à la Législature

Avis public est par le présent donné que la "Anglo-American Trust Company" demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session de passer une loi portant, en autant que la dite compagnie est intéressée, à cinq ans la période de deux ans tel que décrété par l'article 7096mm des Statuts refondus de la province de Québec et pour d'autres fins.

MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE, HOLDEN, SHAUGH-
NESSY & HEWARD,
Procureurs de "Anglo-American
Trust Company".
Montréal, 18 Novembre 1914. 5833

M. David Corbeil, rentier, de la ville du Sault-au-Récollet, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins d'être autorisé à vendre et céder de gré à gré et de façon définitive un immeuble portant les Nos. 128 et 129 des plan et livre de renvoi officiels

Notice is hereby given that "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Georges de Beauce", has been established in conformity with articles 6886 and following, sub-section VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said Company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said sub-section may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: "mutual insurance against fire and lightning on farm building and isolated risks (such risks being other than commercial or in buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Beauce, in the Province of Quebec."

Given pursuant to article 6950 of Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this twenty first day of November, 1914.

For the Provincial Treasurer,

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q., 5884

NOTICE.

Notice is hereby given that the Independent Order Sons of Israel of Canada, of Montreal, has been licensed and registered to carry on the business of a mutual benefit association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant-Governor in council, namely: providing for its members sickness, disability, reverse of fortune, funeral and death benefits.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this eleventh day of November, 1914.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB,
Superintendent of Insurance, P. Q.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec. 5698

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the Anglo-American Trust Company, will apply to the Legislature of the province of Quebec at the next session thereof for an act increasing, so far as the said Company is concerned, to five years the period of two years provided for in article 7096mm of the Revised Statutes of the province of Quebec, and for other purposes.

MEREDITH, MACPHERSON,
HAGUE, HOLDEN,
SHAUGHNESSY & HEWARD,
Attorneys for the Anglo-American
Trust Company.
Montreal, 18th November, 1914. 5834

Notice is hereby given by Mr. David Corbeil, gentleman, of the town of Sault-au-Récollet, district of Montreal, that he shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a special law authorizing him to sell and transfer by mutual consent and definitively a certain farm bearing Nos. 128

de la paroisse du Sault-au-Récollet, comme aus² aux fins de ratifier et valider tous actes de vente et cession se rapportant à l'immeuble sus-décri.

Montréal, 19 novembre 1914.

5893

Avis est présentement donné que demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la succession de feu John Henry Wilson, de la dite cité de Montréal, pour obtenir la passation d'une loi autorisant les exécuteurs testamentaires du dit feu John Henry Wilson, à augmenter la rente annuelle payable à chacun de ses enfants, aux termes de son testament, et de l'acte de la Législature de Québec, 9 Édouard VII, chap. 166.

RAINVILLE & RAINVILLE,

Procureurs pour la requérante.

Montréal, 18 novembre 1914.

5717-2

AVIS PUBLIC

Est donné que Maxwell Goldstein, conseil du Roi, de la cité de Montréal, en sa qualité de curateur à Harrison Stephens, de Saint-Lambert, et Lawrence de K. Stephens, avocat de la dite cité de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution dont le dit Harrison Stephens est grevé, s'adresseront à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'un acte ratifiant la vente par eux faite à l'honorable Georges A. Simard du même lieu par un acte devant M^{re} Henri Baby, notaire, le 4 septembre 1914, d'une terre en la paroisse de Longueuil connu comme lots numéros 268 et 275 et la partie sud-ouest des lots numéros 267 et 274 du cadastre de la paroisse de Longueuil tel que plus amplement décrite au dit acte de vente, et confirmant le titre du dit honorable Georges A. Simard à la dite ferme.

LOUIS BOYER,

Procureur des requérants.

Montréal, 5 novembre 1914.

5531-3

Avis est par les présentes donné que les commissaires d'écoles pour la municipalité du village de Saint-Pie, dans le comté de Bagot, demanderont à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi décrétant que l'ancien cimetière paroissial catholique romain de Saint-Pie, est et demeurera affecté aux destinations qui lui ont été données depuis 1901, et spécialement depuis le 22 septembre 1912, inclusivement,—et ratifiant, confirmant et déclarant légaux et valides, à toutes fins que de droit: 1. la résolution adoptée par les anciens et nouveaux marguilliers de l'Œuvre et Fabrique et les francs-tenanciers de la paroisse de St-Pie, le 22 décembre 1912, autorisant l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie à céder gratuitement en usufruit, à la commission scolaire du village de Saint-Pie, une certaine partie de l'ancien cimetière, à la charge par les dits commissaires d'écoles de construire sur le dit terrain, pour l'ouverture de l'année scolaire 1914-1915, une école académique commerciale catholique, approuvée par l'Ordinaire diocésain, et maintenir à perpétuité la dite école; 2. la donation entrevue de l'usufruit de cette partie de l'ancien cimetière catholique de la paroisse de Saint-Pie, par l'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Pie, aux commissaires d'écoles de la municipalité du village de Saint-Pie, par acte reçu devant M^{re} G. D. Morin, notaire, à Saint-Pie, le 22 avril 1913, sous le numéro 1034 des minutes du répertoire du dit notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Bagot.

WILFRID CHICOINE,

Procureur des pétitionnaires.

Saint-Hyacinthe, 9 novembre 1914.

5555-3

and 129 of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and also ratifying and validating all deeds of sale and transfer, relating to said farm.

Montreal, 19th November, 1914.

5894

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the estate of the late John Henry Wilson, of the city of Montreal, for the passing of a law authorizing the testamentary executors of said late John Henry Wilson, to increase the annual rent payable to each of the latter's children under the last will and the Act of the Legislature of Quebec, 9 Edward VII, chapter 166.

RAINVILLE & RAINVILLE.

Attorney for the Petitioner.

Montreal, 18th November, 1914.

5718

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that Maxwell Goldstein, King's Counsel, of the city of Montreal, in his quality of curator to Harrison Stephens, of Saint Lambert, and Lawrence de K. Stephens, advocate of the said city of Montreal, in his quality of curator to the substitution of which the said Harrison Stephens is the institute, will apply to the legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an act to ratify the sale by them made to the Honourable Georges A. Simard, of the same place, by deed before M^{re} Henri Baby, notary, on the 4th of September, 1914, of a farm in the parish of Longueuil, known as lots numbers 268 and 275 and the south westerly part of lots numbers 267 and 274 of the cadastre described in the said deed of sale, and to confirm the title thereto of the said honourable Georges A. Simard.

LOUIS BOYER,

Attorney for the applicants.

Montreal, 5th November, 1914.

5532

Notice is hereby given that the School Commissioners for the municipality of the village of Saint Pie, in the county of Bagot, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for an act enacting that the old Roman Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, be and shall remain affected to the purposes for which it has been set apart since 1901, and especially since the 22nd September, 1912, inclusively,—and ratifying, confirming and declaring legal and valid, for all legal purposes: 1. The resolution adopted by the old and new churchwardens of "L'Œuvre et Fabrique" and the property owners of the parish of Saint Pie, on the 22nd December, 1912, authorizing "L'Œuvre et Fabrique", of the parish of Saint Pie to convey gratuitously, in usufruct, to the School Commission of the village of Saint Pie, a certain part of the old cemetery, upon the obligation on the part of the said School Commissioners to build, upon the said land, for the opening of the school year 1914-1915, a Catholic Commercial Academy approved by the Bishop of the Diocese, and to maintain the same for ever; 2. The donation *inter vivos* of the usufruct of that part of the old Catholic Cemetery of the parish of Saint Pie, by "L'Œuvre et Fabrique" of the parish of Saint Pie to the School Commissioners of the municipality of the village of Saint Pie, by deed executed before G. D. Morin, Esq., notary of Saint Pie, on the 22nd April, 1913, under the number 1034 of the minutes of the repertory of the said notary, and registered at the registry office of the county of Bagot.

WILFRID CHICOINE,

Attorney for the Petitioners.

Saint-Hyacinthe, 9th November, 1914. 5556

Avis public est par le présent donné que le bureau des commissaires d'Ecoles Catholiques Romains de la cité de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender les loi qui le régissent, de manière à pourvoir à la nomination d'un nouveau commissaire comme représentant du quartier Belvédère, et relativement à ses pouvoirs d'emprunts.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
5319-4 Sec.-trésorier, C. S. C. R. Q.

Avis est par le présent donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, Mesdames Bertha Rose, épouse de Moses Rose, courtier d'immeubles; Fannie Adler, épouse de Michael Adler, négociant; Clara De La Penha, épouse de Isidore De La Penha, révérend; Miriam Bloomfield, épouse de Abraham Bloomfield, bijoutier; Ralla Ettenberg, épouse de Joseph Ettenberg, agent de change; Mary Wiseman, épouse de Maxwell Wiseman, médecin; Sarah Jacobs, épouse de Lyon W. Jacobs, avocat; Leah Usher, épouse de Max Usher, tailleur; Rachel Rabinovitch, épouse de Samuel Rabinovitch, courtier d'immeubles; Hannah Dubrofsky, épouse de Myer Dubrofsky, courtier d'immeubles; Hannah Sourkes, épouse de Israel Sourkes, industriel; Bessie Bailey, épouse de Moses Bailey, courtier d'immeubles; Régina Cohen, épouse de Max Cohen, marchand-tailleur; Fannie Vineberg, épouse de Joseph Vineberg, marchand; Mary Fainer, épouse de Charles Fainer, industriel; Mary Brainin, épouse de Reuben Brainin, éditeur; et les dits époux pour autoriser leurs épouses pour les fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, Ida Sigler, fille majeure; Jennie Schafer, fille majeure, Amelia Jacobson, veuve de Hugh Jacobson, en son vivant de Montréal, négociant; Annie Rost, veuve de Morris Rost, en son vivant, négociant; Maxwell Wiseman, médecin; Joseph H. Gross, médecin; Seymour Frederick Stein, médecin; Samuel Ortenberg, médecin; Simon Budyk, médecin; tous des cité et district de Montréal, demandant de passer une loi les constituant en corporation ainsi que toutes autres personnes actuellement associées avec eux ou qui pourront le devenir par la suite, sous le nom de "The East Side Day Nursery & Infants Home" pour l'établissement et l'entretien dans la cité de Montréal de crèches pour le soin le développement et l'éducation élémentaire des jeunes enfants des ouvrières pauvres et aussi pour l'établissement et l'entretien en rapport avec ce qui précède, d'un hospice dans le but d'assurer un foyer temporaire pour le soin des enfants de toutes races et croyances sans distinction, avec tous les pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour l'accomplissement satisfaisant de leur œuvre charitable y compris le droit d'acquiescer et de posséder des immeubles.

LYON W. JACOBS,
Procureur des requérants.
Montréal, 27 octobre 1914. 5297-4

AVIS

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Eugène Alfred Boisvert, étudiant, du village de Sweetsburg, district de Bedford, que, ayant obtenu la permission du conseil général du barreau de la province de Québec, il présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour qu'il soit admis à l'étude du droit sans examen préliminaire.

E. A. BOISVERT,
Sweetsburg, 27 octobre 1914. 5393-4

Public notice is hereby given that the Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the purpose of amending the acts which govern it so as to provide for the appointment of a new Commissioner as representative of Belvedere ward, and also in connection with its borrowing powers.

ANTOINE C. TASCHEREAU,
5320 Secretary-Treasurer, C. S. C. R. Q.

Notice is hereby given that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, Mesdames Bertha Rose, wife of Moses Rose, real estate broker; Fannie Adler, wife of Michael Adler, trader; Clara De La Penha, wife of Isidore De La Penha, reverend; Miriam Bloomfield, wife of Abraham Bloomfield, jeweller; Ralla Ettenberg, wife of Joseph Ettenberg, stock broker; Mary Wiseman, wife of Maxwell Wiseman, physician; Sarah Jacobs, wife of Lyon W. Jacobs, advocate; Leah Usher, wife of Max Usher, tailor; Rachel Rabinovitch, wife of Samuel Rabinovitch, real estate broker; Hannah Dubrofsky, wife of Myer Dubrofsky, real estate broker; Hannah Sourkes, wife of Israel Sourkes, manufacturer; Bessie Bailey, wife of Moses Bailey, Real estate broker; Regina Cohen, wife of Max Cohen, merchant tailor; Fannie Vineberg, wife of Joseph Vineberg, merchant; Mary Fainer, wife of Charles Fainer, manufacturer; Mary Brainin, wife of Reuben Brainin, editor; and the said husbands to authorise their wives for the purposes hereof, all of the city and district of Montreal; Ida Sigler, Spinster, Jennie Schafer, spinster, Amelia Jacobson, widow of Hugh Jacobson, in his lifetime of Montreal, trader; Annie Rost, widow of Morris Rost, in his lifetime, trader; Maxwell Wiseman, physician; Joseph H. Gross, physician; Seymour Frederick Stein, physician; Samuel Ortenberg, physician; Simon Budyk, physician, all of the city and district of Montreal, will apply for an act to incorporate them and all others who are now or may thereafter be associated with them under the names of The East Side Day Nursery & Infants Home, for the establishment and maintenance in the city of Montreal, of nurseries for the care, training and elementary education of young children of poor working women and also of establishing and maintaining in connection therewith of an infants home for the purpose of providing a temporary home for the care of infants of all races and creeds without distinction, with such powers as may be necessary for the satisfactory performance of their charitable work including the right to acquire and hold real estate.

LYON W. JACOBS,
Solicitor for Applicants.
Montreal, 27th October, 1914. 5298

NOTICE

Notice is hereby given by the undersigned, Eugène Alfred Boisvert, student, of the village of Sweetsburg, district of Bedford, that after having obtained permission, from the general council of the bar of the province of Quebec, he will present a bill to the legislature of the province of Quebec, at its next session, in order to be admitted to the study of law without preliminary examination.

E. A. BOISVERT,
Sweetsburg, 27th October, 1914. 5394

Avis public est par le présent donné que Dame Charlotte Smithers, veuve de feu Joseph Bowles Learmont en son vivant de la cité de Montréal, et "The Royal Trust Company", exécuteurs testamentaires du dit feu Joseph Bowles Learmont, demanderont à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi les autorisant à donner à la puissance du Canada ou à ses fidéi-commissaires, la maison de feu Major Général James Wolfe, connue sous le nom de "Quebec House", à Westerham dans le comté de Kent en Angleterre, avec les jardins, écuries et leurs appartenances.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Procureurs des requérants.

Montréal, 3 novembre 1914. 5459-4

Province de Québec,
District de Joliette.

Avis est par les présentes donné que la corporation de la ville de Joliette s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement sa charte la loi 27 Victoria, chapitre 23, et les lois qui l'amendent, dans le but d'obtenir des pouvoirs additionnels, et notamment pour les fins suivantes: annexion de nouveau territoire, confection d'une liste pour les élections municipales, confection d'un rôle de perception, annuel de la taxe de l'eau, amendements à l'article 5680 des S. R. P. Q., 1909, et divers autres objets généralement.

LADOUCEUR & GRENIER,
Procureurs de la corporation de la ville de Joliette.

Joliette, 2 novembre 1914. 5455-4

AVIS

Avis est par le présent donné que Dame Philomène Labrecque, en religion Sœur Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, en religion Sœur Marie-Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, en religion Sœur Henri Dominique; Dame Anna Blais, en religion Sœur Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, en religion Sœur Marie du Saint-Sacrement; Dame Marie Millet, en religion Sœur Saint-Jean de Gercum; et Dame Geneviève Trotter, en religion Sœur Marie de la Nativité, toutes présentement de la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi les incorporant en leur donnant les pouvoirs ordinaires d'incorporation sous le nom de les "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Procureurs.

Québec, 29 octobre 1914. 5597-3

Avis public est par les présentes donné que la Commission des écoles catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature à sa prochaine session, pour demander: 1. afin de mieux assurer la retraite des professeurs à son emploi, que le pouvoir lui soit donné de contribuer aux fonds de pension des instituteurs et institutrices, d'augmenter si possible le montant de leur retraite ou de leur payer des annuités et de faire tout règlement à ce sujet; 2. l'autorisation d'émettre des bons ou effets à court échéance; 3. l'autorisation de vendre de gré à gré à la cité de Montréal partie d'un emplacement d'école lui appartenant, situé sur les rues Saint-André et Saint-Christophe et la confirmation de l'entente intervenue entre la cité de Montréal et la Commission au sujet de la cession de cette partie de terrain et de plus

Public notice is hereby given that Dame Charlotte Smithers, widow of the late Joseph Bowles Learmont, in his lifetime of the city of Montreal and the Royal Trust Company, executors of the last will and testament of the said late Joseph Bowles Learmont, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act authorizing them to give to the Dominion of Canada or to trustees therefor, the home of the late Major General James Wolfe, known as "Quebec House", in Westerham in the county of Kent in England, together with the gardens, stables and appurtenances thereunto belonging.

FLEET, FALCONER,
PHELAN & BOVEY,
Attorneys for petitioners.

Montreal, 3rd November, 1914. 5460

Province of Quebec,
District of Joliette.

Notice is hereby given that the corporation of the town of Joliette will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session thereof, for the passing of an act amending its charter act 27 Victoria, chapter 23, and amendments thereto, for the purposes of being granted additional powers and especially the following annexion of new territories, preparation of a voters list for municipal elections, the making of a collection roll for water taxes, amendments to article 5680 R. S. P. Q., 1909, and various other objects generally.

LADOUCEUR & GRENIER,
Attorneys of the corporation of the town of

Joliette, 2nd November, 1914. 5456

NOTICE.

Notice is hereby given that Dame Philomène Labrecque, in religion Sister Marie de la Charité; Dame Marie Boucher, in religion, Sister Marie Joseph; Dame Rose-Anna Cantin, in religion, Sister Henri Dominique; Dame Anna Blais, in religion, Sister Thérèse de Jésus; Dame Praxède Dugré, in religion, Sister Marie du Saint Sacrement; Dame Marie Millet, in religion Sister Saint Jean de Gercum; Dame Geneviève Trotter, in religion Sister Marie de la Nativité; all presently of the city of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session and ask a bill incorporating them and giving them the ordinary powers of incorporate bodies under the name of the "Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus".

CASGRAIN, RIVARD,
CHAUVEAU & MARCHAND,
Attorneys.

Quebec, 29th October, 1914. 5598

Public notice is hereby given that the Montreal Catholic Board of School Commissioners will apply to the Legislature, at its next session: 1. for authority to ensure more fully the superannuation of the teachers in its employ, to contribute to the pension fund for teachers, to increase if possible the amount of their pension, or to pay them annuities, and to make all necessary rules to this effect; 2. for authority to issue short-term notes; 3. for authority to sell, by mutual agreement, to the city of Montreal part of a school site belonging to the board, situated on Saint Andrews and Saint-Christophe streets, and the ratification of the understanding made between the city of Montreal and said board regarding the cession of that part of the land, moreover, for authority to sell, by mutual agreement, to any one whoso-

l'autorisation de vendre de gré à gré, à qui que ce soit, le reste de cet emplacement d'école ou toute partie d'icelui.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
5599-3

ver, the remainder of this school lot, or any other part of the same.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary-treasurer.
5600

Avis Divers

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No 3134.

Dame Mary Crawford Cook, des cité et district de Montréal, épouse d'Alexandre Innes Mearns, du même lieu, entrepreneur, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Alexander Innes Mearns, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatorzième jour de novembre 1914.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 18 novembre 1914. 5835

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,

No 695.

Dame Annie Hershkovitz, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Moses Lax, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Moses Lax, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause, le 14 octobre 1914.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 20 novembre, 1914. 5873

Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 2014.

Henriette Métivier, épouse commune en biens de J. Léon Gosselin, commerçant, de la paroisse de Saint-Côme, district de Beauce, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph Beauce, 21 novembre 1914. 5891

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Sainte Hyacinthe,

No 230.

Dame Léa Gagnon, épouse commune en biens de Edmond Bousquet, forgeron, de la paroisse de Lapréntation, district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

FONTAINE & CHAGNON,
Avocats de la demanderesse.
Saint Hyacinthe, 6 novembre, 1914. 5911

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 2876.

Dame Eugénie Champagne, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Antoine Campeau, plombier, du même lieu, Demanderesse;

Miscellaneous Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 3134.

Dame Mary Crawford Cook, of the city and district of Montreal, wife of Alexander Innes Mearns, of the same place, contractor, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Alexander Innes Mearns, Defendant.

An action in separation as to property was entered in this cause on the 14th day of November instant.

McCORMICK & LEBOURVEAU,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 18th November, 1914. 5836

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,

No. 695.

Dame Annie Hershkovitz, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moses Lax, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Moses Lax, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant herein on October, 14th, 1914.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 20th November, 1914. 5874

Superior Court.—District of Beauce.

No. 2014.

Henriette Métivier, wife common as to property of J. Leon Gosselin, trader, of the parish of Saint Come, District of Beauce, has, this day instituted an action for separation as to property.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Joseph, 21st November, 1914. 5892

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe,

No. 230.

Dame Lea Gagnon, wife common as to property of Edmond Bousquet, blacksmith, of the parish of Lapresentation, district of Saint-Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON,
Attorneys for Plaintiff.
Saint Hyacinthe, 6th November, 1914. 5912

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2876.

Dame Eugénie Champagne, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Antoine Campeau, plumber, of the same place, Plaintiff;

vs.
Antoine Campeau, plombier, du même lieu,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 30ième jour d'octobre 1914.
CAMILLE TESSIER,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 12 novembre 1914. 5709-2

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 2007.
Dame Martha Delorme, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Beauregard, commerçant, du même lieu, et dûment autorisée par cette cour aux fins des présentes, Demanderesse;

vs.
Le dit Wilfrid Beauregard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 13ième jour de novembre 1914.
BROSSARD & PEPIN,
Procureurs de la demanderesse.
Vraie copie,
Brossard & Pepin,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 16 novembre 1914. 5713-2

Canada. Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-François. No 998. Dame Céline Thibodeau, de la ville de Mégantic, dans le district de Saint-François, épouse de Téléphore Lemay, commerçant de la dite ville de Mégantic, commune en biens avec son dit époux, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; vs le dit Téléphore Lemay, Défendeur. Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause.

L. C. BELANGER,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 16 novembre 1914. 5745-2

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure,
No 3013.
Dame Wilhelmine Desbiens, épouse commune en biens de William Henry, marchand, de Bonaventure-est, dans la paroisse de Saint-Bonaventure de Hamilton, dans les dits comté et district, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.
Le dit William Henry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause, le deux novembre 1914.

JAMES EDWARD MILL,
Procureur de la demanderesse.
New-Carlisle, 9 novembre 1914. 5551-3

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 3756.
Mary H. McArthur, de la cité et du district de Montréal, épouse de David Jérôme Spence, du même lieu dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs.
David Jérôme Spence, du même lieu, architecte, Défendeur.

vs.
Antoine Campeau, plumber, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, against the defendant, on the 30th day of October, 1914.
CAMILLE TESSIER,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 12th November, 1914. 5710

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 2007.
Dame Martha Delorme, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Beauregard, merchant, of the same place, and duly authorized by this honourable court for the purposes herein, Plaintiff;

vs.
The said Wilfrid Beauregard, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 13th day of November, 1914,
BROSSARD & PEPIN,
Attorneys for Plaintiff.
True copy.
Brossard & Pepin,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 16th November, 1914. 5714

Canada. Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Francis. No. 998. Dame Céline Thibodeau, of the town of Mégantic, in the district of Saint Francis, wife of Téléphore Lemay, trader of the said town of Mégantic, common as to property with her said husband, duly authorized to *ester en justice* for the ends hereof, plaintiff; vs the said Téléphore Lemay, Defendant. An action for separation as to property has been instituted in this cause.

L. C. BELANGER,
Attorney for plaintiff.
Sherbrooke, 16th November, 1914. 5746

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure,
No. 3013.
Dame Wilhelmine Desbiens, wife common as to property of William Henry, merchant, of Bonaventure east, in the parish of Saint Bonaventure of Hamilton, in the said county and district, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs.
The said William Henry, Defendant.
An action for separation as to property, has been instituted in this case the second day of November, 1914.

JAMES EDWARD MILL,
Attorney for Plaintiff.
New Carlisle, 9th November, 1914. 5552

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3756.
Mary H. McArthur, of the city and district of Montreal, wife of David Jerome Spence, of the same place, duly authorized a ester en justice, Plaintiff;

vs.
David Jerome Spence, of the same place, architect. Defendant.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée contre le défendeur.

GEORGE L. ALEXANDER,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 7 novembre 1914. 5553-3

Cour Supérieure.

District de Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, de la ville et du district de Joliette, épouse commune en biens de Maxime Forget dit Despathies, tailleur de pierre du même lieu, a, ce jour, institué contre son mari, une action en séparation de biens, portant le No 6981 des dossiers de cette cour.

TELLIER & LADOUCEUR,

Avocats et procureurs de la demanderesse.
Joliette, 4 novembre 1914. 5519-3

Cour Supérieure.—Roberval.

No 575.

Dame Marie-Louise Perron, de Saint-Félicien, épouse commune en biens de Adélarde Tremblay dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs

Le dit Adélarde Tremblay, journalier, de Saint-Félicien,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-neuvième jour de septembre 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,

Procureur de la demanderesse.
Roberval, 29 septembre 1914. 5269-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 3615.

Dame Valérie Poulin, des Cité et District de Montréal, femme commune en biens de Satrio Syrkos, du même endroit, Marchand, la dite Dame Valérie Poulin dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes.

Demanderesse;

vs

Satrio Syrkos des Cité et District de Montréal, Marchand,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été ce jour instituée contre le défendeur.

WEINFELD & LEDIEU,

Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 8 octobre 1914. 5249-5

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.—No 355.—Une action en séparation de biens a été instituée ce jour, par Violet Cox, du canton d'Inverness, dit district, contre son époux, Robert Raycraft, cultivateur et commerçant, du même lieu, la dite Violet Cox, dûment autorisée à ester en justice.—Arthabaska, ce 14 octobre 1914.—METHOT & GIROUARD, procureurs de la demanderesse. 5305-4

Cour Supérieure.—Saint-François.—No 963.—Aurélié Mofette, épouse commune en biens de Arthur Hamel, marchand, de Sainte-Claude, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux. Sherbrooke, 29 octobre 1914.

LIONEL FOREST, Procureur de la demanderesse. 5339-4

An action in separation of property has this day been instituted against the defendant.

GEORGE L. ALEXANDER,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 7th November, 1914. 5554

Superior Court.

District of Joliette.

Dame Domithilde Gougeon, of the town and district of Joliette, wife common as to property of Maxime Forget dit Despathies, stone cutter, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, said action bearing the number No. 6981 of the records of this court.

TELLIER & LADOUCEUR,

Advocates and attorneys for the plaintiff.
Joliette, 4th November, 1914. 5520

Superior Court.—Roberval.

No. 575.

Dame Marie-Louise Perron, of Saint Félicien, wife common as to property of Adélarde Tremblay, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff;

vs

The said Adélarde Tremblay, of Saint Félicien,
Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty ninth day of September, 1914.

J. D. PAMPHILE VALLEE,

Attorney for the Plaintiff.
Roberval, 29th September, 1914. 5270

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 3615.

Dame Valérie Poulin of the City and District of Montreal, wife common as to property of Satrio Syrkos of the same place, Merchant, said Dame Valérie Poulin duly authorized to ester en justice for the purposes of these presents,

Plaintiff;

vs

Satrio Syrkos of the City and District of Montreal, Merchant,
Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted against the Defendant herein.

WEINFELD & LEDIEU,

Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 8th October, 1914. 5250

Superior Court.—District of Arthabaska.—No. 355.—An action in separation as to property has been instituted this day, by Violet Cox, of the township of Inverness, in said district, against her husband, Robert Raycraft, trader and farmer, of the same place, the said Violet Cox, duly authorized to ester en justice.—Arthabaska, this 14th October, 1914.—METHOT & GIROUARD, attorneys for plaintiff. 5306

Superior Court.—Saint Francis.—No. 963.—Dame Aurélié Mofette, wife common as to property of Arthur Hamel, of Sainte Claude, merchant, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband. Sherbrooke, 29th October, 1914.

LIONEL FOREST, Attorney for Plaintiff. 5340

Cour Supérieure.—District de Beauce.

No 1978.

Odélie Nolet, épouse commune en biens de Eugène Nadeau, commerçant de la paroisse de Saint-Camille, district de Beauce, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari.

BOUFFARD & GODBOUT,
Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, 30 octobre 1914. 5351-4

Cour Supérieure, Montréal, No. 4072. Dame Mélanie Depairon, épouse de Alfred Dupré, des cité et district de Montréal, commerçant, a intenté une action en séparation de biens contre dit Alfred Dupré, le 22 Septembre 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Procureurs de la demanderesse.

5247-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No. 2339.

Dame Blanche Marcotte, épouse commune en biens de Léon Leblanc, boucher, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice. Demanderesse;

vs.

Le dit Léon Leblanc, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

ALBERT BERTHIAUME,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 26 octobre 1914. 5207-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dame Aglae Demers, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, épouse commune en biens de J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur, du même lieu, Demanderesse;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, entrepreneur du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingtième jour d'octobre 1914.

ADELARD LEDUC,
Procureur du demandeur.

Montréal, 27 octobre 1914. 5217-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

Avis est donné que le 5 octobre, 1914, Emile Gagnon cultivateur, de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, à Lacolle, district d'Iberville, a intenté contre son épouse, Catherine Brown, ci-devant du même lieu, et maintenant de lieux inconnus, une action en séparation de corps et de biens.

GIRARD & DEMERS,
Avocats du demandeur.

Saint-Jean, 5 octobre 1914. 5069-6

Cour supérieure, Beauce, No 1974. Zélia Pomerleau, épouse commune en biens de Ludger Bilodeau, charron, de Sainte-Marie de Beauce, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 28 octobre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 4 novembre 1914. 5403-4

Superior Court.—District of Beauce.

No. 1978.

Odélie Nolet, wife common as to property of Eugène Nadeau, trader, of parish of Saint Camille, district of Beauce, has, this day, instituted an action for separation as to property.

BOUFFARD & GODBOUT,
Attorneys for Plaintiff.

Saint Joseph, 30th October, 1914. 5352

Superior Court, Montreal, No. 4072. De. Melanle Depairon, wife of Alfred Dupré, of the City & District of Montreal, trader, has instituted an action for separation as to property, against the said Alfred Dupré, on September 22nd, 1914.

CINQ-MARS & CINQ-MARS,
Attorneys for Plaintiff.

5248

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No 2339.

Blanche Marcotte, wife common as to property of Léon Leblanc, butcher, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice. Plaintiff;

vs.

The said Léon Leblanc, Défendeur.
An action in separation has to property has been instituted in this case.

ALBERT BERTHIAUME,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 26th October, 1914. 5208

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Aglae Demers, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester in justice, wife common as to property of J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the same place, Plaintiff;

vs.

J. G. Napoléon Robillard, contractor, of the same place, Défendeur.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the twentieth day of October, 1914.

ADELARD LEDUC,
Attorney for the Plaintiff.

Montreal, 27th October, 1914. 5218

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville.

Notice is hereby given, that on the 5th of October, 1914, Emile Gagnon, farmer, of the parish of Notre-Dame du Mont-Carmel, at Lacolle, district of Iberville, has instituted an action en séparation de corps et de biens from his wife Catherine Brown, heretofore of the same place, and now of place unknown.

GIRARD & DEMERS,
Attorneys for plaintiff.

Saint Johns, 5th October, 1914. 5070

Superior Court, Beauce, No. 1974. Zelia Pomerleau, wife common as to property of Ludger Bilodeau, wheel-wright, of Sainte-Marie, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 28th October, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce 4th November, 1914. 5404,

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 141.

Dame Joséphine Trudel, de Québec, épouse de
François Plante, dûment autorisée à ester en
justice, Demanderesse;

vs.

François Plante, de Saint-Pierre, Isle d'Orléans,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée,
en cette cause, ce jour.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MAR-
CHAND,

Procs. demanderesse.

Québec, 3 novembre 1914. 5385-4

Dame Clarina Dauteuil a, le 24 octobre, 1914,
poursuivi son époux Charles Veilleux, ci-devant
de Saint-Clément, Témiscouata, en séparation
de biens.

LEON PARADIS,

5617-3 Procureur de la demanderesse.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 189.

Dame Sarah Feld, des cité et district de Montréal,
épouse commune en biens de Benjamin
Nathanson, marchand, du même lieu, et dû-
ment autorisée par cette honorable cour, aux fins
des présentes, Demanderesse;

vs.

Le dit Benjamin Nathanson, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le 11 novembre 1914.

I. POPLIGER,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 18 novembre 1914. 5787

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford,
No 9386.

Clara Gervais, du canton Dunham, dans le dis-
trict de Bedford, épouse commune en biens
de Philéas Pariseau, du même lieu, hôtelier
et commerçant, et dûment autorisée à ester
en justice, Demanderesse;

vs.

Le dit Philéas Pariseau, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause le onzième jour de novembre 1914.

C. A. NUTTING,

Procureur de la demanderesse.

Sweetsburg, 11 novembre 1914. 5785

Avis

Avis public est par le présent donné que les
syndics de la compagnie de cimetière "Woodside"
de Beebe Plains, dans le comté de Stanstead, P.Q.,
demanderont à Son Honneur le Lieutenant-Gou-
verneur de la province de Québec, de la constituer
en corporation en vertu des prescriptions de la loi
des cimetières.

CHAS. M. THOMAS,

Notaire.

Pour les pétitionnaires.

Stanstead Plain, P. Q., 20 octobre 1914. 5065-5

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 141.

Dame Joséphine Trudel, of Quebec, wife of
François Plante, duly authorized, Plaintiff;

vs.

François Plante, of Saint Peter of the Island of
Orleans, Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in the case, this day.

CASGRAIN, RIVARD, CHAUVEAU & MAR-
CHAND,

Plaintiff's Attorneys.

Quebec, 3rd November, 1914. 5386

Dame Clarina Dauteuil has, on the 24th Oc-
tober, 1914, instituted against her husband,
Charles Veilleux, heretofore of Saint Clement,
Temiscouata, an action for separation as to
property.

LEON PARADIS,

5618 Attorney for the Plaintiff.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 189.

Dame Sarah Feld, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of
Benjamin Nathanson, merchant, of the same
place, and duly authorized by this honourable
court, for the purposes therein, Plaintiff;

vs.

The said Benjamin Nathanson, Defendant.

An action for separation as to property has
been instituted in this cause on 11th November,
1914.

I. POPLIGER,

Attorney for Plaintiff.

Montreal, 18th November, 1914. 5788

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford,
No 9386.

Clara Gervais, of the township of Dunham, in the
district of Bedford, wife common as to property
of Philéas Pariseau, of the same place, hotel-
keeper and trader, and duly authorized to
ester en justice, Plaintiff;

vs.

The said Philéas Pariseau, Defendant.

An action in separation as to property, has
been instituted in this cause, on the 11th day of
November, 1914.

C. A. NUTTING,

Attorney for Plaintiff.

Sweetsburg, 11th November, 1914. 5786

Notice

Public notice is hereby given that the trustees
of the Woodside Cemetery Company of Beebe
Plain, in the county of Stanstead, P. Q., will
apply to His Honor the Lieutenant-Governor
of the province of Quebec, for incorporation,
under the provisions of the cemeteries act.

CHAS. M. THOMAS,

Notary Public,

For the petitioners.

Stanstead Plain, P. Q., 20th October, 1914.

5066

Province de Québec,
District de Beauharnois.

Avis est par le présent donné que deux mois après la publication des présentes, demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser et Gordon Davidson, cultivateurs et Dougald Stewart, charpentier, tous du canton Dundee, comté d'Huntingdon, dit district, pour la ratification d'un certain acte de donation en leur faveur passé devant J. A. Cameron, écuyer, notaire, le quinze janvier 1912, en leur qualité de pétitionnaires pour l'incorporation de "Isle of Skye Cemetery Company", avec son bureau principal dans le dit canton Dundee, d'un certain lot de terre décrit dans le dit acte pour être détenu, possédé et utilisé continuellement comme site de cimetière.

PATTERSON & LAVERY,
Procureurs des Pétitionnaires.
180, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 octobre 1914. 4937 5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de J. H. Watier, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-troisième jour de novembre, 1914, en vertu d'un ordre de la Cour, nous avons été nommés curateurs aux biens du susdit insolvable.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre nos mains dans trente jours de cette date.

A. TURCOTTE & SON,
Curateurs.
Bureau de Kent & Turcotte, Montréal. 5887

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de Philias Pigeon, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-troisième jour de novembre, 1914, en vertu d'un ordre de la Cour, nous avons été nommés curateurs aux biens du susdit insolvable.

Les réclamations dûment attestées doivent être produites entre nos mains dans trente jours de cette date.

A. TURCOTTE & SON,
Curateurs.
Bureau de Kent & Turcotte, Montréal. 5889

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District d'Iberville.

No 8.

Dans l'affaire de Henri Chagnon, Failli;
&

Charles E. Rameau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par ordre de cette Cour, j'ai été, le quatorzième jour de novembre courant, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations devront être produites à mon bureau dans les trente jours, attestées sous serment, afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

CHARLES E. RAMEAU,
Curateur.
No 25 Place du Marché, Saint-Jean, Qué.
Saint-Jean, 14 novembre, 1914. 5903

Province of Quebec,
District of Beauharnois.

Public notice is hereby given that two months after the publication of these presents, application will be made to the Lieutenant-Governor in council, by Duncan Murchison, Laughlin Stewart McPhee, William Hugh Fraser and Gordon Davidson, farmers, and Dougald Stewart, carpenter, all of the township of Dundee, county of Huntingdon, said district, for the confirmation of a certain deed of donation executed before J. A. Cameron, esq., N. P., on 15th January, 1912, to themselves, as applicants for the incorporation of Isle of Skye Cemetery Company, with head office in said township of Dundee, of a certain lot of land described in said deed, to be held, owned and used as a cemetery forever.

PATTERSON & LAVERY,
Attorneys for Applicants.
180, Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th October, 1914. 4938

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of J. H. Watier, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 23rd day of November 1914, by an order of the Court, we were appointed Curators of the above named insolvent.

Claims duly attested must be filed within thirty days from this date.

A. TURCOTTE & SON,
Curators.
Office of Kent & Turcotte, Montreal. 5888

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of Philias Pigeon, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 23rd day of November, 1914, by an order of the Court, we were appointed Curators of the above named insolvent.

Claims duly attested must be filed within thirty days from this date.

A. TURCOTTE & SON,
Curators.
Office of Kent & Turcotte, Montreal. 5890

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Iberville,

No. 8.

In the matter of Henri Chagnon, Insolvent,
&

Charles E. Rameau, Curator.

Notice is hereby given that, by order of the Court, I was, on the fourteenth day of November instant, appointed curator to the property of the said Insolvent.

Claims must be filed at my office within thirty days, sworn to, for collection on the dividend sheet.

CHARLES E. RAMEAU,
Curator.
25, Market Place, Saint John, Que.
Saint Johns, 14th November, 1914. 5904

District de Saint-François.

In re Henri Fontaine, Fontainebleau, Co. Wolfe, Failli.

En vertu d'un ordre de la Cour en date du 18 novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre nos mains dans les trente jours de cette date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Curateurs Conjoints.

155, rue Wellington.
Sherbrooke, 18 novembre, 1914. 5907

District de Saint François.

In re Dame Marie Fontaine, (Léon Fontaine Co.) Weedon, Que., Failli.

Avis est par le présent donné que le vingt-troisième jour de novembre, 1914, la dite insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers suivant la loi.

GEDEON E. BEGIN
Gardien Provisoire.

Bureau de Bélanger & Begin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 24 novembre, 1914. 5909

In re Donat Sanche, épicier, Hull, P. Q.

Avis est par le présent donné que, par ordre de la cour, j'ai été nommé, ce jour, curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées dans les trente jours de cet avis, si elles ne m'ont pas déjà été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur.

Hull, 19 novembre 1914. 5855

District de Québec.

Dans l'affaire de Charles Gastonguay, Jnr., restaurateur, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour en date du 19ème jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant nous dans les trente jours de cette date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs-conjoints.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 20 novembre 1914. 5859

District de Québec.

Dans l'affaire de Honoré Beaudet, marchand-général, Saint-Edouard, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 7 décembre 1914.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 9 décembre 1914.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs-conjoints.

Bureau: 101, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 19 novembre 1914. 5857

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Joliette,
No 6995.

In re Michel Salhani & Assad Salhani, "Salhani Cousins", L'Epiphanie, Que., Insolvable.

Avis est par le présent donné que les susdits

District of Saint Francis.

In re Henri Fontaine, Fontainebleau, Wolfe Co., Insolvent.

In virtue of an order of the Court, bearing date the 18th November, 1914, we were appointed joint curators to the property of the above insolvent.

All sworn claims must be filed with us within thirty days from date.

TELESPHORE BELANGER,
GEDEON E. BEGIN,
Joint Curators.

155, Wellington St.
Sherbrooke, 18th November, 1914. 5908

District of Saint Francis.

In re Dame Marie Fontaine, (Leon Fontaine Co.) Weedon, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that on the twenty third day of November, 1914, the said insolvent has made a judicial assignment of her property for the benefit of her creditors, according to law.

GEDEON E. BEGIN,
Provisional Guardian.

Office of Belanger & Begin,
155 Wellington Street.
Sherbrooke, 24th November, 1914. 5910

In re Donat Sanche, grocer, Hull, P. Q.

Notice is hereby given that, by order of the court, I have been appointed to-day, curator in this matter.

Sworn claims must be sent to me within thirty days from this notice, if they are not yet filed with me.

J. E. COUTURE,
Curator.

Hull, 19th November, 1914. 5856

District of Quebec.

In the matter of Charles Gastonguay, Jnr., Proprietor of Cafe, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that according to an order of the Court dated the 19th day of November, 1914, we have been appointed joint curators to this estate.

All parties having claims against this estate are requested to file them with us within thirty days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint-Curators.

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 20th November, 1914. 5860

District of Quebec.

In the matter of Honoré Beaudet, general merchant, Saint Edouard, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until December 7th, 1914.

This dividend will be payable at our office on or after the 9th December, 1914.

BEDARD & BELANGER,
Joint-Curators.

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 19th November, 1914. 5858

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Joliette,
No. 6995.

In re Michel Salhani & Assad Salhani, "Salhani Cousins", L'Epiphanie, Quebec, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named

insolvables ont, ce dix-septième jour de novembre, 1914, fait une cession judiciaire de tous leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure pour le district de Joliette.

H. H. BEAULIEU,
Gardien Provisoire.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3 rue Notre-Dame Est.

Montréal, 20 novembre, 1914. 5871

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Palace Bowling Alleys, Montréal,

Insolvent.

Avis est par le présent donné que le susdit insolvent a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire à Montréal.

ALEXANDER BURNETT,

Gardien provisoire subroge.

Bureau de Wilks & Burnett,

Montréal, 21 novembre, 1914. 5895

District de Québec.

Napoléon Ferland, plombier, de Québec, a, le 19ème jour de Novembre, 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Québec, 23 novembre, 1914. 5899

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re Saint Remi Dry Goods Store, Montréal,
Insolvent.

Avis est par le présent donné que le dix-neuvième jour de novembre 1914, nous avons été nommés curateurs conjoints aux biens de l'insolvent susdit.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre le dit insolvent sont requises de les produire dûment attestées sous serment dans trente jours de cette date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Curateurs conjoints.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
Chambre 24, 55 rue Saint François Xavier.

Montréal, 20 novembre, 1914. 5869

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dans l'affaire de "The Green Mountain Creamery Co", Montréal, Insolvent.

Avis est par le présent donné que vendredi le 20 novembre en vertu d'un jugement de la Cour, le soussigné a été nommé curateur aux biens de la dite insolvable, cédés par elle pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans trente jours de cet avis.

JOHN McD. HAINS,
Curateur.

412 Edifice Coristine.

Montréal, 20 novembre, 1914. 5867

Insolvents have this 17th day of November, 1914, made a judicial abandonment of all their property for the benefit of their creditors at the Office of the Prothonotary of the Superior Court for the district of Joliette.

H. H. BEAULIEU,
Provisional Guardian.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3 Notre Dame St. East.

Montreal, 20th November, 1914. 5872

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Palace Bowling Alleys, Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made in the Prothonotary's Office in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ALEXANDER BURNETT,

Deputy Provisional Guardian.

Office of Wilks & Burnett.

Montreal, 21st November, 1914. 5896

District of Quebec.

Napoleon Ferland, plumber, of Quebec, has, on the 19th day of November, 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the Prothonotary's office of the Superior Court for the District of Quebec, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint Peter St.

Quebec, 23rd November, 1914. 5900

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Saint Remi Dry Goods Store, Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the nineteenth day of November, 1914, we were appointed Joint Curators to the estate of said insolvent.

All parties having claims against said insolvent are requested to file same duly attested under oath, within 30 days from this date.

J. WILFRID MICHAUD,
HENRI DESROSIERS,
Joint Curators.

Office of Michaud & DesRosiers,
Room 24—55 Saint Francois Xavier St.

Montreal, 20th November, 1914. 5870

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of The Green Mountain Creamery Co, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on Friday, 20th November, by an order of the Court, the undersigned was appointed curator to the property of the said insolvent, abandoned by them for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

JOHN McD. HAINS,
Curator.

412 Coristine Building.

Montreal, 20th November, 1914. 5868

En liquidation

SOUS L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Bedford,
No. 239.
Roxton Concrete Limited, Roxton Falls,

En liquidation.

Aux créanciers, actionnaires, contributaires
ou membres de la dite Compagnie.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
jugement de l'honorable juge W.W. Lynch,
en date du 6ème jour de novembre, 1914, nous
avons été nommés liquidateurs permanents aux
biens de la dite Compagnie.

Avis est aussi donné qu'en vertu d'un autre
jugement de l'honorable juge W. W. Lynch,
en date du 18ème jour de Novembre, 1914,
toutes réclamations dûment attestées devront
être déposées au bureau des liquidateurs sous-
signés, le ou avant le 31 décembre, 1914.

J. E. BEDARD,
L. TRANCHEMONTAGNE,
Liquidateurs.

Bureau 101 rue Saint Pierre.
Quebec, le 21 novembre, 1914. 5897

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDA-
TIONS DES COMPAGNIES ET EN
VERTU DES ARTICLES 7552 et s.
S. R. Q., 1909.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.
No 177.

In re La Manufacture de Chaises et Jouets de
Wotton Ltée. (The Wotton Chair & Toy Ma-
nufacturing Company Limited)

En Liquidation;

&

Alphonse Turcotte et Joseph Alphonse Turcotte,

Liquidateurs.

Avis est par les présentes donné que les liqui-
dateurs des biens de la dite compagnie en liqui-
dation ont vendu, pour le prix de \$4,000.00 et
autres conditions, les propriétés ci-après décrites
à J. W. Fortier, de la Cité de Québec. District
de Québec, et Henri Levasseur, de la ville de
Victoriaville, District d'Arthabaska, suivant
offre faite par les dits Fortier et Levasseur, le
15 septembre 1914, et acceptée par les inspec-
teurs de la dite liquidation le 16 octobre 1914,
et aussi acceptée par les dits liquidateurs, le 20
octobre 1914, en vertu d'un jugement rendu par
la Cour Supérieure siégeant pour le District de
Saint-François (Honorable Juge Globensky) le
dit 20 octobre 1914 et autorisant les dits liqui-
dateurs à accepter la dite offre.

La dite offre et son acceptation, de même que
l'autorisation des dits inspecteurs, et copie du
dit jugement du 20 Octobre 1914, sont déposées
entre les mains des dits liquidateurs dont le
bureau est situé au No. 97 de la rue Saint-Jacques,
en la cité de Montréal; et le certificat du bureau
d'enregistrement préparé en la manière pres-
crite pour les certificats requis dans le cas de
vente d'immeubles par le shérif, est aussi déposé

In Liquidation

WINDING UP ACT.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 239.
Roxton Concrete Limited, Roxton Falls,

In Liquidation.

To the Creditors, Shareholders, Contributaries
or members of the said Company.

Notice is hereby given that pursuant to a
judgment of the Honorable Justice W. W. Lynch
dated the 6th day of November, 1914, we have
been appointed permanent liquidators to the
estate of said Company.

Notice is also given that pursuant to another
judgment of the Honourable Justice W. W.
Lynch dated the 18th day of November, 1914,
all claims duly attested must be filed to the
office of the undersigned liquidators on or before
the 31st day of December, 1914.

J. E. BEDARD,
L. TRANCHEMONTAGNE,
Liquidators.

Office 101 Saint Peter St.
Quebec, 21st November, 1914. 5898

UNDER THE WINDING-UP ACT AND
PURSUANT TO ARTICLES 7552
AND FOLLOWING OF THE
Q. R. S., 1909.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis,
No. 177.

In re "La Manufacture de Chaises et Jouets de
Wotton, Ltée". (The Wotton Chair & Toy
Manufacturing Company Limited),

In Liquidation;

&

Alphonse Turcotte and Joseph Alphonse Tur-
cotte,

Liquidators.

Notice is hereby given that the liquidators
of the assets of the said company, in liquidation,
have sold for the price of \$4,000.00 and other
conditions, the properties hereafter described
to J. W. Fortier, of the City of Quebec, District
of Quebec, and Henri Levasseur, of the Town
of Victoriaville, District of Arthabaska, accord-
ing to offer made by the said Fortier and Le-
vasseur, on the 15th September, 1914, and accep-
ted by the inspectors of the said liquidation on
the 16th October, 1914, and also accepted by
the said liquidators on the 20th October, 1914,
pursuant to a judgment rendered by the Supe-
rior Court sitting for the District of Saint Francis
(Honourable Judge Globensky) the said 20th
October, 1914, and authorizing the said liqui-
dateurs to accept the said offer.

The said offer and acceptance thereof, with
the authorization of the said inspectors and
copy of the said judgment of the 20th October,
1914, are deposited with the said liquidators,
at their office, No. 97 Saint James Street, in
the City of Montreal; the certificate of the Re-
gistry office prepared in the manner prescribed
for the certificates required in case of sale of
immoveables by the sheriff, is also deposited

30 NOV 1914

entre les mains des dits liquidateurs à leur dit bureau. with the said liquidators at their above address;

Description des propriétés.

Description of Properties.

(a) Un terrain à être pris et détaché et faisant partie du lot numéro Trente A (P. 30 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton, pour les lots du quatrième rang, de la contenance de cent quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur tenant en front au nord-est à une rue projetée, du côté nord-ouest partie à une rue projetée et partie au terrain de P. J. O'Bready, ou son représentant, et du côté sud-est au terrain ci-après décrit:

(a) A part of land to be taken and detached from and forming part of the lot number thirty A (P. 30 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front on the north-east by a projected street, on the north-west partly by a projected street and partly by the land of P. J. O'Bready or his representative, and on the south-east by the parcel of land described below:

(b) Un terrain à être pris et détaché du lot numéro trente-et-un A (P. 31 A) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du Canton de Wotton pour les lots du quatrième rang de la contenance de cent-quatre-vingt-dix pieds de front, par cinq cent quatre-vingt-huit pieds de profondeur, tenant en front une rue projetée du côté sud-est et en profondeur au sud-ouest par le terrain de Domino Bourque et de l'autre côté au nord-ouest le terrain ci-dessus décrit, avec la manufacture et les dépendances de ces terrains et tous les outils, agrès, machines et strappes, outillages, tournants et mouvants appartenant et installés dans les bâtisses de ces terrains

(b) A parcel of land to be taken and detached from the lot number thirty one A (P. 31 A) of the official cadastral plan and book of reference of the Township of Wotton, fourth range thereof, measuring one hundred and ninety feet in front by five hundred and eighty eight feet in depth, bounded in front by a projected street, on the south west by the land of Domino Bourque, and on the north-west by the parcel of land above described; with the manufactory and dependencies upon the above parcels of land, and all the tools, equipment, machines and belting, instruments and machinery belonging and installed, in the buildings upon the above lands.

Cet avis est donné afin que tout créancier de la compagnie en liquidation, et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les dits immeubles, puissent offrir une ou plusieurs surenchères entre les mains des dits liquidateurs suivant la loi, c'est-à-dire suivant les articles 7552 à 7557 des Statuts Refondus de Québec 1909, sur le prix d'achat porté dans la vente susdite, dans les quinze jours qui suivront la dernière insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, c'est-à-dire entre le 28 novembre 1914 et le 14 décembre 1914 à midi, et dans le but de donner aux acquéreurs un titre clair ayant l'effet du décret.

This notice is given so that any creditor of the company in liquidation and any person having hypothecary or real rights upon the said immovables may offer an increase over the purchase price mentioned in the above sale, according to law, that is according to articles 2552 to 7557 of the Quebec Revised Statutes, 1909, during the fifteen days following the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, that is between the 28th November, 1914 and the 14th December, 1914, at noon, so as to give to the purchasers a clear title having the effect of a sheriff's sale.

Les dits immeubles ont été possédés dans les trois dernières années par la dite Manufacture de chaises et jouets de Wotton Limitée.

The above immovables have been possessed during the last three years by the said Wotton Chair and Toy Manufacturing Limited.

Fait et signé à Montréal ce vingt-septième jour d'octobre 1914.

Made and signed at Montreal, this twenty seventh day of October, 1914.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Liquidateurs.

A. TURCOTTE,
J. A. TURCOTTE,
Liquidators.

5287-4

5288

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.

UNDER THE WINDING-UP ACT.
Superior Court.

District de Québec,
Province de Québec,
No 1178.

District of Quebec,
Province of Quebec.
No. 1178.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
En liquidation.

Re La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Ltée,
In liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux, Edifice Dominion, 126, rue Saint-Pierre, Québec, un certain acte de vente passé devant Louis Leclerc, notaire public, le 28ème jour d'octobre et portant le numéro 37099 des minutes du dit notaire, de LaRue et Trudel, liquidateurs de La Cie de l'Hôtel Saint-Roch, Limitée, en liquidation, à Jean-Baptiste Jinchereau, de Québec, entrepreneur, dans lequel acte de vente les propriétés vendues sont plus particulièrement décrites comme suit, à savoir:

Notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidators at their offices Dominion Building, 126, Saint Peter street, Quebec, a certain deed of sale, passed before Louis Leclerc, notary public, on the 28th day of October, 1914, and numbered 37099 of the minutes of said notary, from Larue & Trudel, liquidators of La Cie de l'Hôtel Saint Roch, Limitée, in liquidation, to Jean Baptiste Jinchereau, of Quebec, contractor, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows, to wit:

Toutes les propriétés immobilières de la compagnie en liquidation consistant en les lots (566-2) cinq cent soixante-six-deux, (567) cinq cent soixante-sept et partie de (P. 566-1) cinq cent soixante-six-un du cadastre de Saint-Roch

All the immoveable properties of the company in liquidation consisting of the lots (566-2) five hundred and sixty-six-two (567) five hundred and sixty seven and part of (P. 566-1) five hundred and sixty six-one, of the cadastre for Saint

de Québec—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances

Prenez aussi avis que les certificats de recherches du registrateur touchant les dites propriétés immobilières ont aussi été déposés entre les mains des liquidateurs soussignés, à leurs bureaux.

Les dites propriétés immobilières ont été détenues comme suit durant les trois dernières années.

Lot 567.—J. B. Rousseau du 9 déc. 1884 au 28 nov. 1911;

Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 sept. 1912;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau du 11 janvier 1888 au 28 nov. 1911;

Ant. Masson du 28 nov. 1911 au 26 septembre 1912;

Lot 566-1.—Ant. Masson du 5 avril 1909 au 26 septembre 1912.

Et ces trois immeubles ont été la propriété de la Compagnie en Liquidation depuis le 26 septembre 1912.

Les dits actes de vente et certificats du registrateur ont été ainsi déposés en vertu et conformément aux prescriptions des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et cet avis est donné conformément aux dits articles et afin de donner à la dite vente l'effet d'une vente par shérif.

LARUE & TRUDEL,
Liquidateurs.

Québec, ce vingt-neuvième jour d'octobre 1914. 5229-4

SOUS L'ACTE FEDERAL DES LIQUIDATIONS ET SES AMENDEMENTS.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

The Chrome & Asbestos Mines, Ltd.,
En liquidation;
and

J. H. Ostigny, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné par J. H. Ostigny, liquidateur dûment nommé à la compagnie sus-décrite, que copie de l'acte de vente d'immeubles par lui faite, en vertu de la section 34 du chapitre 144 des Statuts révisés du Canada, 1906, sur l'ordre de sa Seigneurie l'honorable Juge Guerin, en date du 27 juin 1914, et le certificat du registrateur ont été déposés entre les mains d'icelui liquidateur, au No 2574, Avenue du Parc, cité de Montréal. Les possesseurs de ces immeubles durant les trois dernières années, ont été la dite Chrome & Asbestos Mines, Ltd., et le présent liquidateur, pour les fins de la liquidation d'icelle.

J. H. OSTIGNY,
Liquidateur.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Procureurs du liquidateur.

Montréal, 6 octobre 1914. 5235-4

Ordre de Cour

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

No. 1513.

Le douzième jour de novembre, mil neuf cent quatorze.

Lamontagne Limitée, corps politique et incorporé, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, district de Montréal, Demandeur; vs Alfred Morin & Fils, société commerciale

Roch ward of the city of Quebec—with buildings thereon erected and dependencies.

And further take notice that the registrars' certificates of search against the said immoveable properties have also been deposited with the undersigned liquidators at their offices.

The said immoveable properties were owned and possessed for the past three years, as follows:

Lot 567.—J. B. Rousseau from December 9th, 1884 to Nov. 28th, 1911;

Antoine Masson from November 28th, 1911 to Sept. 26th, 1912;

Lot 566-2.—J. B. Rousseau from January 11th, 1888 to Nov. 28th, 1911;

Ant. Masson from Nov. 28th, 1911 to September 26th, 1912;

Lot P. 566-1.—Ant. Masson from April 5th, 1909 to Sept. 26th, 1912;

Since the 26th September 1912, those three immoveables, were owned and possessed by the company in liquidation.

The said deed of sale and registrar's certificates have been so deposited under and pursuant to the provisions of Articles 7552 and following of the Revised statutes of the province of Quebec, 1909, and this notice is given pursuant to the provisions of said articles, and for the purpose of giving said sale the effect of a sheriff's sale.

LARUE & TRUDEL,
Liquidators.

Dated at Quebec, this twenty ninth day of October, 1914. 5230

UNDER FEDERAL WINDING-UP ACT AND AMENDMENTS.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

The Chrome & Asbestos Mines Ltd.,
In liquidation;
and

J. H. Ostigny, Liquidator.

Notice is hereby given by J. H. Ostigny, liquidator duly appointed to the above described company, that copy of the deed of sale of immoveables, made by him in virtue of section 34, chapter 144, revised statutes of Canada, 1906, by order of his Lordship Honorable Judge Guerin, dated the 27th June, 1914, and certificate of search made by the registrar have been deposited in the hands of the said liquidator, at No. 2574 Park Avenue, in the city of Montreal. The owners of those immoveables during the last three years have been the Chrome & Asbestos Mines, Ltd., and the present liquidator for the purpose of its liquidation.

J. H. OSTIGNY,
Liquidator.

ELLIOTT, DAVID & MAILHIOT,
Attorneys for Liquidator.

Montreal, 6th October, 1914. 5236

Order of the Court

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

No. 1573.

The twelfth day of November, nineteen hundred and fourteen.

Lamontagne Limitée, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Montreal, district of Montreal, Plaintiff; vs. Alfred Morin & Fils, commercial

faisant affaires à l'Ange Gardien, Rouville, district de Saint-Hyacinthe, Défendeurs; et L. Chaput, Fils & Cie Limitée, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité et district de Montréal, Opposante.

Sur l'ordre de l'honorable Juge Charbonneau, de cette cour, donné le douzième jour de novembre, mil neuf cent quatorze, les créanciers des dits défendeurs, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

T. DEPATIE,
Dép. P. C. S.

5721

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No. 4194.

Farrell, Belisle & Company Limited, corps politique et incorporé, ayant sa place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demanderesse; vs Dame A. Samson, de Fraserville, district de Kamouraska, veuve de A. S. Ouellet, de son vivant du même endroit, la dite Dame A. Samson, faisant affaires seule comme marchande publique, à Fraserville susdit, Défenderesse.

Sur l'ordre de l'honorable juge Charbonneau, donné le neuvième jour de novembre, 1914, vu les allégations de l'insolvabilité de Dame A. Samson, de Fraserville, district de Kamouraska, la défenderesse, les créanciers de la dite défenderesse, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Montréal, à Montréal, dans les quinze jours de la première insertion dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles Nos 673-674 du code de procédure civile.

T. DEPATIE,
Dép. P. C. S.

Montréal, 14 novembre 1914.

5715

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

MUNICIPALITÉ DE LA VILLE DE TERREBONNE.

Avis public est par le présent donné que la ville de Terrebonne fera vendre, par son secrétaire-trésorier soussigné, à la porte de l'église catholique de la paroisse de Saint-Louis de Terrebonne, LUNDI, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi, les immeubles suivants, appartenant à Trefflé Lagarde et à Dame Sophie Lavigne pour défaut de paiement de taxes, savoir:

1. Un lot de terre connu et désigné comme étant le No officiel quinze (No 15) de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du côté de Terrebonne, avec la maison et les autres bâtisses dessus érigées.

2. Un autre lot de terre connu et désigné comme étant le No officiel seize (No 16) de la ville de Terrebonne, au cadastre hypothécaire du côté

society, doing business at L'Ange Gardien, Rouville, district of Saint Hyacinthe, Defendants; and L. Chaput, Fils & Cie Limitée, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Opposant.

Under the order of the honourable Justice Charbonneau, of this court, given on the twelfth November, nineteen hundred and fourteen, the creditors of the said defendants, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause in the office of the Prothonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,
Dép. P. S. C.

5722

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 4194.

Farrell, Belisle & Company Limited, a body politic and incorporate, having its place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Dame A. Samson, of Fraserville, district of Kamouraska, widow of S. A. Ouellet, in his lifetime of the same place, the said Dame A. Samson, doing business alone as public merchant, at the said Fraserville Defendant.

By order of the honourable Justice Charbonneau, given on the ninth of November, 1914, and seeing the allegations concerning the insolvency of Dame A. Samson, of Fraserville, district of Kamouraska, the defendant, the creditors of the said defendant, who have not yet produced their claims, are now called to file them in the office of the Prothonotary of the Superior Court, for the district of Montreal, at the city of Montreal, within fifteen days from the first insertion of the order in the *Quebec Official Gazette*, in conformity with articles 673-674 of the Code of Civil Procedure.

T. DEPATIE,
Dép. P. S. C.

Montreal, 14th November, 1914.

5716

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF THE TOWN OF TERREBONNE.

Public notice is hereby given that the town of Terrebonne, will sell, through its secretary-treasurer, the undersigned, at the Catholic church door of the parish of Saint Louis de Terrebonne, on MONDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon, the following immoveables, belonging to Trefflé Lagarde and to Dame Sophie Lavigne, in default of the payment of taxes, to wit:

1. A lot of land known and designated as being the official number fifteen (No. 15) of the town of Terrebonne, upon the hypothecary cadastre of the county of Terrebonne, with the house and other buildings erected thereon.

2. Another lot of land known and designated as being the official number sixteen (No. 16) of the town of Terrebonne—with the house and other

de Terrebonne—avec la maison et les autres
bâtisses dessus érigées.

Terrebonne, ce douze novembre, mil neuf cent
quatorze.

(Signé) AMEEDÉ JASMIN,
Secrétaire-trésorier.

Vraie copie,
AMEEDÉ JASMIN,
5707 Secrétaire-trésorier.

Ventes par le Shérif—Beauharnois

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauharnois.

Valleyfield, à savoir: } BENONI RHEAU-
No 7761. } ME, financier, des
cité et district de Montréal, Demandeur; vs
TREFFLE LEDUC, de la paroisse de Sainte-
Cécile, district de Beauharnois, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur:

"Un lot de terre sis et situé dans la paroisse
de Sainte-Cécile, faisant partie du lot numéro
vingt-neuf de la subdivision du lot cent cinquante-
deux aux plan et livre de renvoi officiels de la
dite paroisse, de la contenance de quarante-huit
pieds de largeur sur quatre-vingt-seize pieds de
profondeur et contenu dans les bornes suivantes:
au nord-est par le Chemin Larocque, en arrière
vers le sud-ouest et du côté sud-est, par le reste
du dit numéro 29 et du côté Nord-ouest par une
rue projetée—avec les bâtisses dessus construites."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de la paroisse de Sainte-Cécile, dans la cité de
Salaberry de Valleyfield, MERCREDI, le
TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain,
1914, à DEUX heures de l'après-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif. Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 21 novembre 1914.
5865

[Première publication, 28 novembre 1914.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.

Province de Québec.—District de Beauharnois.
Valleyfield, à savoir: } J. ALDERIC LEDUC
No 178. } ET JULES LEDUC
épiciers et bouchers, de la cité de Salaberry de
Valleyfield, et y faisant affaires ensemble, en
société, sous les nom et raison de "Leduc &
Frère", Débiteurs-Insolvables; vs G. E. MAR-
TIN, comptable, de la cité et district de Mont-
réal, Curateur.

Comme ayant appartenu aux faillis:

1. Un terrain ou emplacement portant le nu-
méro sept cent quatre-vingt-cinq a (785a) des
plan et livre de renvoi officiels de la ville de Sala-
berry de Valleyfield, dans le comté de Beauhar-
nois de la contenance de trente-deux pieds de
largeur sur quatre-vingt-dix-huit pieds de pro-
fondeur, plus ou moins—avec les bâtisses dessus
construites.

A distraire du dit lot un terrain vendu par
François Xavier Lebœuf, à son fils George
Lebœuf, de la contenance de trente-trois pieds de
longueur sur la largeur du dit lot, au bout sud-est
d'icelui.

2. Un lot de terre sis et situé dans la cité de
Salaberry de Valleyfield, connu et désigné sur le
plan et au livre de renvoi officiels de la ville de

buildings erected thereon.

Terrebonne, this twelfth day of November,
one thousand nine hundred and fourteen.

(Signed) AMEEDÉ JASMIN,
Secretary-treasurer.

True copy,]
AMEEDÉ JASMIN,
Secretary-treasurer.

5708

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauharnois.

Valleyfield, to wit: } BENONI RHEAU-
No 7761. } ME, financier, of
the city and district of Montreal, Plaintiff; vs
TREFFLE LEDUC, of the parish of Sainte
Cécile, district of Beauharnois, Defendant.

As belonging to the defendant:

"A lot of land lying and situate in the parish
of Sainte Cecile, forming part of the lot number
twenty-nine of the subdivision of the lot one
hundred and fifty two upon the official plan and
book of reference of the said parish, containing
forty eight feet in width by ninety six feet in
depth, and bounded as follows: on the north east
by Larocque road, in the rear, towards the south
west and on the south east side by the residue of
said lot No. 29, and on the north west by a pro-
jected street—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the
parish of Sainte Cécile, in the city of Salaberry
de Valleyfield, on WEDNESDAY, the THIR-
TIETH day of DECEMBER next, 1914, at
TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 21st November, 1914.

[First published, 28th November, 1914.]

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.

Province of Québec.—District of Beauharnois.
Valleyfield, to wit: } J. ALDERIC LEDUC
No. 178. } J. AND JULES LEDUC
grocers and butchers, of the city of Salaberry de
Valleyfield, and there carrying on business to-
gether in partnership under the firm name and
style of "Leduc & Frères", Insolvent-Debtors;
vs G. E. MARTIN, accountant of the city and
district of Montreal, Curator.

As having belonged to the above insolvents:

1. A lot of land or emplacement bearing the
number seven hundred and eighty five a (785a) of
the official plan and book of reference of the town
of Salaberry de Valleyfield, in the county of
Beauharnois, measuring thirty two feet in width
by ninety eight feet in depth, more or less—with
the buildings erected thereon.

To withdraw from said lot, a parcel of land
sold by François Xavier Lebœuf to his son
Georges Lebœuf, measuring thirty two feet in
depth by the width of said lot, at the south east
end thereof.

2. A lot of land lying and situate in the city of
Salaberry de Valleyfield, known and designated
upon the official plan and book of reference of the

Salaberry de Valleyfield comme partie du lot No 101, et bornée en front par la rue Sainte-Cécile, au nord-est par le No 102, au sud-est par le No 100 et au nord par le résidu du No 101 vendu à Besner & Chasle, le 18 avril 1913, par acte enregistré sous le No 42513 et sujet à un droit de passage en commun sur partie des Nos 101 et 102, pour communiquer de la rue Sainte-Cécile sur la profondeur du dit lot.

3. Un lot de terre sis au même lieu et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la dite ville de Salaberry de Valleyfield, comme partie du No 102, et bornée en front par la rue Sainte-Cécile au nord-est par le No 103, au sud-ouest par le No 101, au nord par le résidu du No 102, vendu à Besner & Chasle, par acte enregistré sous le No 41724 et sujet à un droit de passage en commun sur partie des Nos 101 et 102, pour communiquer de la rue Sainte-Cécile, sur la profondeur du dit lot.

Pour être vendus au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, JEUDI, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 24 novembre 1914.
5921

[Première publication, 28 novembre 1914.]

Cour Supérieure.

Province de Québec, } J. ARTHUR ME-
District de Beauharnois, } J. LOCHE, commer-
No 177. } çant, de la paroisse
de Saint-Timothé, Débiteur; et J. RAYMOND
LAPOINTE, comptable, de la cité de Salaberry
de Valleyfield, Curateur.

Comme ayant appartenu au débiteur:

1. Un terrain connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothé, comme faisant la partie nord-ouest du numéro deux cent quatre-vingt-trois (No 283) mesurant trois arpents de front sur quatorze arpents de profondeur, le tout plus ou moins, le plus ou le moins devant tourner au profit ou à la perte de l'acquéreur, et contenu, le terrain vendu, entre les bornes suivantes: au nord-est par le terrain No 284, appartenant à André Meloche, au nord-ouest par le terrain No 282, au dit A. Meloche, au sud-ouest, par le No 281 aux représentants A. Julien, et au sud-est, par le terrain pris par la Compagnie de Chemin de fer de Jonction de Beauharnois, pour sa voie ferrée, avec un droit de passage sur le résidu de la partie sud-est du dit No 283 et à prendre où il se trouve actuellement tracé.

2. Un emplacement situé au village de Saint-Timothé, étant la partie nord-est du numéro quatre-vingt-un (No 81), sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothé, contenant quatre-vingt-sept pieds de largeur, mesure anglaise, sur la profondeur qu'il peut y avoir du chemin au Fleuve Saint-Laurent; borné en front au sud-est par le chemin public, en profondeur au nord-ouest par le fleuve Saint-Laurent, d'un côté au sud-ouest par la partie sud-ouest du dit numéro quatre-vingt-un, et du côté nord-est par le numéro quatre-vingt des dits plan et livre de renvoi officiels—avec maison en pierre et autres bâtisses dessus construites.

3. Un emplacement étant la partie sud-ouest du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Timothé, sous le numéro quatre-vingt-un (No 81), mesurant

town of Salaberry de Valleyfield, as forming part of the lot No. 101, and bounded in front by Sainte Cecile street, on the north east by the No. 102 on the south west by the No. 100, and on the north by the residue of the No. 101, sold to Besner & Chasle, on the 18th April, 1913, by deed registered under the No. 42513 and subject to a common right of way upon part of the lots Nos. 101 and 102, to communicate from Sainte Cecile street upon the depth of said lot.

3. A lot of land lying and situate at the same place and known and designated upon the official plan and book of reference of the said town of Salaberry de Valleyfield, as forming part of the No. 102 and bounded in front by Sainte Cecile street, on the north east by the No. 103, or the south west by the No. 101, on the north by the residue of the No. 102 sold to Besner & Chasle by deed registered under the No. 41724, and subject to a common right of way upon part of the Nos. 101 and 102 to communicate from Sainte Cecile street upon the depth of said lot.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, on THURSDAY, the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN-BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 24th November, 1914.
5922

[First published, 28th November, 1914.]

Superior Court.

Province of Quebec, } J. ARTHUR ME-
District of Beauharnois, } J. LOCHE, trader,
No. 177. } of the parish of
Saint Timothe, Debtor; and J. EDMOND LA-
POINTE, accountant, of the city of Valleyfield,
Curator.

As belonging to the said debtor:

1. A lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothe, as forming the north west part of the lot number two hundred and eighty three (No. 283) measuring three arpents in front by fourteen arpents in depth, the whole more or less, the more or the less, to be to the profit or loss of the purchaser, and contained, the said north west part, within the following limits: on the north east by the lot of land No. 284, belonging to Andre Meloche, on the north west by the lot of land No. 282, belonging to the said A. Meloche, on the south west by the lot No. 281, belonging to the representatives of A. Julien, and on the south east by the land taken by the Beauharnois Junction Railroad Co., for its railway—with a right of way upon the residue of the south east part of the said lot No. 283, and to be taken where presently existing.

2. An emplacement situate in the village of Saint Timothe, being the north east part of the lot number eighty one (No. 81), upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothe, containing ninety seven feet in width english measurements, by whatever depth there may be from the road to the river Saint Lawrence; bounded in front on the south east by the public road, in depth on the north west by the river Saint Lawrence, on one side on the south west by the south west part of the said lot number eighty one, and on the north east by the lot number eighty of the said official plan and book of reference—with a stone house and other buildings erected thereon.

3. An emplacement being the south west part of the lot known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Timothe, under the number eighty one (No. 81),

5. Un terrain connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, dans le comté de Châteauguay, sous les numéros onze cent soixante-quatorze et onze cent soixante-quinze, (Nos 1174 et 1175), et situé dans le sixième rang de Jamestown, de la contenance des susdits lots de terre de dix arpents chacun en superficie, plus ou moins, et formant en totalité une superficie d'environ vingt arpents, plus ou moins,—sans bâtisses.

Pour être vendus: les lots No 1, No 2, No 3 et No 4 en premier lieu ci-dessus désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Timothé, district de Beauharnois, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi, et le lot No 5 en dernier lieu ci-dessus désigné, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Malachie d'Ormstown, comté de Châteauguay, dit district, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du shérif Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 21 novembre, 1914.

[Première publication, 28 novembre 1914.]

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Bedford.
 Province de Québec, } **DAME MARTHA**
 District de Bedford. } **MAXWELL, De-**
 No 8743. } manderesse; contre
THOMAS H. HOLLADAY, ET AL., Défendeurs;

the said emplacement, measuring about sixty seven feet in width, english measurements, more or less, by whatever depth there may be from the public road, being the front boundary of said emplacement, to the river Saint-Lawrence, the rear boundary thereof, and bounded on the north east by the residue of said lot No. 81, and on the south west by the lot No. 82, of said cadastre,—with the buildings erected thereon; as long as Adelard Monette, the seller to J. Arthur Meloche, shall be owner of its present hotel, he shall have a right to the bathing place as presently situate the purchaser only having the right to erect a fence in front thereof.

3. An emplacement known and designated as forming the north east part of the lot number twenty three of the subdivision of the lot number one hundred and forty four (144-23), upon the official plan and in the book of reference of the parish of Saint Timothe, the said emplacement, bounded as follows: on the north east and north west by a public road, on the south east partly by the lot number twenty two of the official subdivision of the number one hundred and forty four and partly by the residue of the number twenty three and on the south west by the residue of the number twenty three and as presently; bounded, measuring on the south east line about ninety three feet, including the small lot of land running along, for a distance of about nine feet, the south west line of the lot number twenty two; measuring on the north west line about one hundred feet and on the south west line of the present emplacement about fifty six feet, the whole more or less—with the buildings erected thereon.

5. A lot of land known and designated upon the official plan and book of reference of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, in the county of Châteauguay, under the numbers eleven hundred and seventy four and eleven hundred and seventy five (Nos. 1174 and 1175), and situated in the sixth range of Jamestown, containing, the aforesaid lots, ten arpents each in superficies, more or less, and forming a total superficies of about twenty arpents, more or less,—without buildings.

To be sold at the lots No. 1, No. 2, No. 3, and No. 4, hereinabove described at the parochial church door of the parish of Saint Timothé, district of Beauharnois, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot No. 5, lastly described at the parochial church door of the parish of Saint Malachie d'Ormstown, county of Chateauguay, said district, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's office,
Salaberry de Valleyfield, 21st November, 1914.

[First published, 28th November, 1914.]

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Bedford.
 Province of Quebec, } **DAME MARTHA**
 District of Bedford. } **MAXWELL,**
 No. 8743. } Plaintiff, against **THO-**
MAS H. HOLLOWAY ET AL, Defendants: AND

ET EGBERT W. WESTOVER ET AL., *Avocats-Distrayants*; contre les biens et effets, terres et tenements des défendeurs.

Saisis comme appartenant à Thomas H. Holladay, un des dits défendeurs.

Ce certain morceau de terre de forme irrégulière situé et faisant partie du lot numéro vingt-quatre (24) du quatrième rang de l'arpentage primitif du canton Dunham, district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du village de Cowansville, dit district comme étant le lot numéro cent soixante et dix (170), borné au nord par le lot numéro 171, au sud par le lot No 169, à l'est par le lot No 172 et à l'ouest par la rue South, contenant vingt mille cinq cents pieds carrés en superficie—avec toutes les améliorations faites dessus.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Rose de Lima de Sweetsburg, au village de Sweetsburg, district de Bedford, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 24 novembre, 1914. 5905
[Première publication, 28 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LEON E. DYER
District de Bedford. } ET AL., Deman-
No 9340. } deurs; vs WIL-
LIAM MASTERS, Défendeur; et ZEPHIRIN
BOUDREAU ET AL., Tiers-saisies.

Pris en exécution comme appartenant au dit défendeur William Masters:

Une certaine ferme située dans le canton Brôme, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Brôme, comme étant les lots du cadastre numéro quatre cent soixante (460) quatre cent soixante-sept (467), quatre cent soixante-huit (468), quatre cent soixante et quinze (475), quatre cent soixante-six (466) et quatre cent soixante et seize (476), contenant cent trente-deux (132) acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations faites dessus.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Edouard de Knowlton, dans le village de Knowlton, district de Bedford, le TRENTE ET UNIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à UNE heure de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsburg, 25 novembre 1914. 5959
[Première publication, 28 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, à savoir: } GESILAS LEPAGE,
No 4232 } Marchand, vs
EPHREM BOULIANE, de Sainte-Anne;

Les lots de terre connus et désignés d'après le cadastre officiel du canton Simard, comme étant les numéros trente et trente-et-un (30 et

EGBERT W. WESTOVER ET AL., *Advocates-Distrayants*; against the goods and chattels, lands and tenements of the Defendants.

Taken in execution as belonging to Thomas H. Holladay, one of the said Defendant:

That certain piece of land of irregular figure situated and forming part of lot number twenty four (24) of the 4th range of the primitive survey of the township of Dunham, district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the village of Cowansville, said district as cadastral number one hundred and seventy (170) bounded on the north by lot No. 171, on the south by lot No. 169, on the east by lot No. 172, and on the west by south street, containing in superficies twenty thousand and five hundred feet — with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Rose de Lima de Sweetsburg, at the village of Sweetsburg, district of Bedford, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, 1914, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 24th November, 1914. 5906
[First published, 28th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.

Province of Québec, } LEON E. DYER ET
District of Bedford. } AL., Plaintiff; vs
No. 9340. } WILLIAM MAS-
TERS, Defendant; and ZEPHIRIN BOU-
DREAU ET AL., Garnishees.

Taken in execution as belonging to the said Defendant, William Masters:

That certain farm situated in the township of Brôme, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Brôme as cadastral lots numbers, four hundred and sixty (460), four hundred and sixty seven (467) four hundred and sixty eight, (468), four hundred and seventy five (475), four hundred and sixty six (466), and four hundred and seventy six (476), containing one hundred and thirty two (132) acres more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Edouard de Knowlton, in the village of Knowlton, district of Bedford, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, 1914, at the hour of ONE of the clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsburg, 25th November, 1914. 5960
[First published, 28th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Chicoutimi, to wit: } GESILAS LEPAGE,
No. 4232. } Merchant, vs
EPHREM BOULIANE, of Sainte Anne.

The lots of land known and designated on the official cadastre of the township of Simard, as being the lots numbers thirty and thirty one

31) du quatrième rang du dit canton, contenant le premier, 104 acres, et le second 94 acres en superficie—avec bâtisses et toutes dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Sainte Anne, le VINGT-NEUVIÈME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif. Shérif.
Chicoutimi, 23 novembre, 1914. 5913
[Première publication, 28 novembre 1914.]

(30 and 31) of the fourth range of said township, the first lot containing 104 acres and the second 94 acres in superficies—with the buildings and all dependencies thereon.

To be sold at the church door of Sainte Anne, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office. Sheriff.
Chicoutimi, 23rd November, 1914. 5914
[First published 28th November 1914.]

Ventes par le Shérif—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } CLEMENT GIGUERE
No 6956. } et uxor, Demandeur;
contre DAME ALICE MILOT et vir, Défendeurs.

1. Une terre située dans la paroisse de Lavaltrie, dans le district de Joliette, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le numéro deux cent vingt (220), contenant 99 arpents en superficie—avec maison et autres dépendances dessus construites.

2. Une autre terre située dans la même paroisse de Lavaltrie, dans la concession sud-est de la rivière Saint-Jean, connue et désignée sur les dits plan et livre de renvoi officiels, comme faisant partie du No 150, contenant environ 50 arpents en superficie, tenant par un bout un trait-carré de terres de la grande côte, par l'autre bout à la rivière Saint-Jean, d'un côté au No 149, et de l'autre côté au résidu du No 150 des plan et livre de renvoi ci-dessus mentionnés;

3. Une autre terre située encore dans la dite paroisse de Lavaltrie, connue et désignée sur les dits plan et livre de renvoi officiels, sous le No 314, contenant 13 arpents, 28 perches en superficie;

4. Une autre terre située dans la dite paroisse de Lavaltrie, connue et désignée sur les plan livre de renvoi officiels ci-dessus mentionnés, sous le No 320; pour être saisis et vendus sous les réserves suivantes:

1. Sous la réserve en faveur de Clément Giguère et de son épouse, d'habiter leur vie durant, la moitié sud-ouest de la maison, avec l'usage du quart et de la laiterie érigées sur la terre décrite au No 1;

2. Sous la réserve de la propriété pleine et entière de toute le terrain en bois franc, sur la terre décrite en quatrième lieu, avec l'usage, la vie durant de Clément Giguère et de son épouse, des tonnes, des petites chaudières en fer blanc, des coulisses et autres choses servant à l'exploitation de la sucrerie de la dite terre, et sous la réserve d'un droit de passage, sur l'autre partie de la dite terre désignée en quatrième lieu, pour communiquer au terrain en bois franc, ci-dessus mentionnée, et encore sous la réserve en faveur du dit Clément Giguère et de son épouse, du droit de circuler comme ils le voudront sur la terre désignée en premier lieu et à la charge de la rente viagère en faveur du dit Clément Giguère et de son épouse, constituée par acte du 22 octobre

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } CLEMENT GIGUERE,
No. 6956. } et uxor, Plaintiff; against
DAME ALICE MILOT et vir, Defendant.

1. A land situate in the parish of Lavaltrie, in the district of Joliette, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish under the number two hundred and twenty (220), containing 99 arpents in superficies—with a house and other dependencies erected thereon;

2. Another land situate in the said parish of Lavaltrie, in the south east concession of the river Saint Jean, known and designated on the said official plan and book of reference, as forming part of lot No. 150, containing about 50 arpents in superficies, bounded at one end by the concession line of the lands of "la grande côte", at the other end by the river Saint Jean, on one side by the No. 149, and on the other side by the residue of the No. 150 of the aforesaid official plan and book of reference.

3. Another land situate in the said parish of Lavaltrie, known and designated upon the said official plan and book of reference under the No. 134, contracting 13 arpents 28 perches in superficies;

4. Another land situate in the said parish of Lavaltrie, known and designated upon the aforesaid official plan and book of reference under the No. 320; to be seized and sold under the following reserves;

1. Under the reserve in favor of Clément Giguère and his wife, to occupy during their lifetime, the south-west half of the house, with the use of one quarter of the milk-house erected upon the land described in paragraph No. 1;

2. Under the reserve of the full ownership of the hard timber land, in the land described in the fourth paragraph hereof, with the use during their lifetime by Clément Giguère and his wife, of casks, small tin cans, drains and other equipment used in the exploitation of the sugar house on the said land, and also under the reserve of a right-of-way, on the other part of the said land designated in the said fourth paragraph, to communicate with the aforesaid hard timber land and also under the reserve in favor of the said Clément Giguère and his wife, to communicate as they please on the land described in the first paragraph hereof and subject to an annual rent in favor of the said Clément Giguère and his wife, as constituted by deed dated the 22nd October,

1906, passé devant Mtre E. Lemire, N. P., et enregistré sous le No 33070 au bureau d'enregistrement du comté de Berthier—ainsi que des arriérés de cette rente échue depuis le premier octobre 1914.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Lavaltrie, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 23 novembre 1914. 5917
[Première publication, 28 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **UDGER BRAULT**,
No 2560. } marchand de la paroisse de Saint-Patrick de Rawdon, Demandeur; contre DAME GEORGIANA COURCHESNE et vir, Défendeurs.

Le lot de terre numéro cinq (5) du neuvième rang du canton Chertsey, d'après les plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton contenant environ cent acres de terre en superficie borné au sud-est par le huitième rang du dit canton, au nord-ouest par le dixième rang du dit canton, au nord-est par Pierre Pagé et au sud ouest par le lot de terre No 4—bâtie d'une maison, grange et autres dépendances et actuellement en la possession d'Emile Venne et de Dame Georgiana Courchesne son épouse, comme à eux appartenant.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Emile, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 23 novembre 1914. 5919
[Première publication, 28 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette, à savoir: } **ZEPHIRIN BEAU-**
No 6828. } **CHAMP**, bourgeois de la paroisse de l'Epiphanie, Demandeur; contre JOSEPH ARCHAMBAULT, du village de Charlemagne, Défendeur.

Une terre à bois (bois debout) située en la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, dans le district de Joliette, et connue et désignée sous le numéro soixante et quatorze (74) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Charles de Lachenaie.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Lachenaie, le DEUXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOSEPH GADOURY,
Bureau du shérif, Shérif.
Joliette, 27 octobre 1914. 5313
[Première publication, 7 Novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.

Joliette à savoir: } **EDMOND WODAN**,
No 6956. } marchand, de la ville de Joliette, Demandeur; contre JEAN-BTE ROBERGE, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon, Défendeur.

1. Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Charles-Borromée, dans le district de Joliette, connu et désigné comme faisant partie du lot deux cent seize (p. 216), des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Charles-Borromée, de la contenance de deux cent pieds de front sur une profondeur de cent cin-

1906, before E. Lemire, Esq., N. P., and registered under the No. 33070 in the registry office of the county of Berthier—together with the arrears of said rent due since the first October, 1914.

To be sold at the church door of the parish of Lavaltrie, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 23rd November, 1914. 5918
[First published, 28th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **UDGER BRAULT**, mer-
No. 2560. } chant, of the parish of Saint Patrick de Rawdon, Plaintiff; against DAME GEORGIANA COURCHESNE et vir, Defendants:

The lot of land number five (5) of the ninth range of the township of Chertsey, according to the official cadastral plan and book of reference of the said township, containing about one hundred acres in superficies and bounded on the south east by the eight range of said township, on the north west by the tenth range of said township, on the north east by Pierre Page, and on the south west by the lot of land No. 4—with a house, a barn and other dependencies thereon and now in the possession of Emile Venne and Dame Georgiana Courchesne, his wife, and to them belonging.

To be sold at the church door of the parish of Saint Emile, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 23rd November, 1914. 5920
[First published, 28th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **ZEPHIRIN BEAU-**
No. 6828. } **CHAMP**, gentleman, of the parish of L'Epiphanie, Plaintiff; against JOSEPH ARCHAMBAULT, of the village of Charlemagne, Defendant.

A timber land (standing timber) situate in the parish of Saint Charles de Lachenaie, in the district of Joliette, and known and designated under the number seventy four (74) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Charles de Lachenaie.

To be sold at the church door of the parish of Lachenaie, on the SECOND day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

JOSEPH GADOURY,
Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 27th October, 1914. 5314
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.

Joliette, to wit: } **EDMOND WODAN**,
No. 6956. } merchant, of the town of Joliette, Plaintiff; against JEAN BTE ROBERGE, of the parish of Saint Gabriel de Brandon, Defendant.

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Charles Borromée, in the district of Joliette, known and designated as forming part of the lot two hundred and sixteen (pt. 216), of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Charles Borromée, measuring two hundred feet in front by one hundred and fifty feet

quante pieds, mesure anglaise, plus ou moins, quand à la profondeur, tel que ci-après borné, et borné en front à une rue projetée, en profondeur au terrain de Léon et Joseph Boucher, et des deux côtés au terrain du bailleur, la ligne nord-est du terrain présentement désigné à son front devant être à une distance exacte de cinq cent cinquante pieds, mesure anglaise, du chemin public conduisant de la ville de Joliette à Saint-Ambroise de Kildare—avec bâtisses servant de manufacture, de porte et chassis, un boiler et engin, et toutes les machineries actuellement dans la dite bâtisse et servant à mettre la dite manufacture en opération.

2. Un terrain connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent trente-cinq-h (535-h), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon—avec bâtisse servant de moulin à scie, une scie ronde et accessoires servant à l'exploitation du dit moulin à scie; à distraire du dit lot No 535-h, un certain lopin de terre connu et désigné comme faisant partie du dit lot No 535-h, mesurant soixante pieds de long par un arpent de profondeur, appartenant à Ulric Roch, et borné le dit lopin de terre en front au chemin public, d'un côté et en profondeur au terrain de Théophile Forget, et de l'autre côté au résidu du dit lot No 535-h.

Pour être vendu comme suit, savoir: 1. le numéro (p. 216), à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles-Borromée, district de Joliette, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi; 2. et le numéro 535-h, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Brandon, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure d l'après-midi.

L. A. LAVALLEE,

Bureau du shérif, Député-Shérif.
Joliette, 2 novembre, 1914. 5369
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Kamoursaka

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.*

District de Kamouraska. } JEAN LAN-
No 5474. } GLOIS, De-
mandeur; vs GAUDIOSE GIGUERE, Défendeur.

1. Le lot de terre portant le numéro trente-quatre (No 34), dans le sixième rang du canton Escourt, dans le comté de Témiscouata.

2. Le lot de terre portant le numéro trente-trois (No 33) dans le cinquième rang du dit canton Escourt.

3. Le lot de terre portant le numéro trente-six (No 36), du même rang—avec maison, grange et moulin à scie, machineries et accessoires, le tout dessus construits, circonstances et dépendances, ainsi que tous les droits de possession et de préemption du gouvernement.

Pour être vendu en trois lots au bureau du registraire du comté de Témiscouata, le QUINZIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures du matin.

E. VALLIERE,

Bureau du shérif, Député-shérif.
Fraserville, 3 novembre 1914. 5365
[Première publication, 7 novembre 1914.]

in depth, english measurements and more or less, as to depth, and bounded as follows: in front by a projected street, in depth by the land of Leon and Joseph Boucher, and on both sides by the land of the lessor, the north east or front line of the land above described being at a correct distance, of five hundred and fifty feet, english measurements, from the public road leading from the town of Joliette to Saint Ambroise de Kildare—with the buildings used as a sash and door factory, boiler and engine and all machinery in the said building and used in the exploitation of the said factory.

2. A lot of land known and designated as being the lot number five hundred and thirty five-h (535-h), of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Gabriel de Brandon—with the building used as a saw-mill, a circular saw, and accessories used in the exploitation of the said lot No. 535-h, a certain parcel of land known and designated as forming part of the said lot No. 535-h, measuring sixty feet in width by one arpent in depth, belonging to Ulric Roch, and bounded, the said parcel of land, in front by the public road, on one side and in depth by the land of Theophile Forget, and on the other side by the residue of the said lot No. 535-h.

To be sold as follows, to wit: 1. the parcel of land number pt. 216, firstly described, at the church door of the parish of Saint Charles Borromée, district of Joliette, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon; 2. the lot number 535-h, secondly described, at the church door of the parish of Saint Gabriel de Brandon, on the TENTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

L. A. LAVALLEE,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Joliette, 2nd November, 1914. 5370
[First published, 7th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Superior Court.*

District of Kamouraska. } JEAN LAN-
No. 5474. } GLOIS, Plain-
tiff; vs GAUDIOSE GIGUERE, Defendant.

1. The lot of land bearing the number thirty four (No. 34), in the sixth range of the township of Escourt, in the county of Témiscouata.

2. The lot of land bearing the number thirty three (No. 33), in the fifth range of the said township of Escourt.

3. The lot of land bearing the number thirty six (No. 36) of the same range—with a house, barn and saw-mill, machineries and accessories, the whole erected thereon, circumstances and dependencies, together with all the government rights of possession and preemption.

To be sold in three lots at the Registrar's office of the county of Témiscouata, on the FIFTEENTH day of DECEMBER, 1914, at TEN o'clock in the forenoon.

E. VALLIERE,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Fraserville, 3rd November, 1914. 5366
[First published, 7th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **G**EOERGE RIVET,
No 384. } Demandeur; contre
JOSEPH ELZEAR ROBIN, Défendeur.

1. Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, quartier Rosemont, connu et désigné sous le numéro deux mille cent quatorze (2114) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et douze (172-2114) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant (25) pieds de largeur par soixante et dix-huit pieds (78) de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front par la neuvième avenue — avec les maisons et bâtiments dessus construits.

2. Un lot de terre situé au même lieu, connu et désigné sous le numéro quatre cent quarante-sept (447) de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante et douze (172-447), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation, contenant vingt-cinq pieds de largeur par soixante et dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et borné en front par la quatrième avenue — avec maisons et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 23 novembre 1914. 5885
[Première publication, 28 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **I**RAM MOSES
No 1638. } **H**LEVINOFF, De-
mandeur; contre **E**THAN J. HOLLAND, Dé-
fendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Sainte-Catherine, coin de l'Avenue Elgin, maintenant Avenue Melville, dans la cité de Montréal, contenant cent sept pieds et deux pouces de largeur en front par environ cent dix pieds de largeur en arrière entre la dite Avenue Elgin tel qu'élargie et le lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept, par cent quarante-sept pieds de profondeur, suivant la ligne de division de l'Avenue Elgin et par cent quarante-huit pieds de profondeur suivant la ligne de division entre le lot numéro deux cent cinquante-un et le dit lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept donnant une superficie de seize mille seize pieds, mesure anglaise et plus ou moins; le dit emplacement se composant de la partie sud-est du lot numéro deux cent cinquante-un (Ptie S-E. 251), des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, la dite partie du lot étant borné en front par la dite rue Sainte-Catherine, en arrière par une autre partie du lot numéro deux cent cinquante-un du dit plan, sur un côté par le lot numéro deux cent cinquante-deux de la subdivision numéro sept du dit plan et sur l'autre côté par une autre partie du dit lot numéro deux cent cinquante-un du même plan maintenant partie de la dite avenue Elgin, tel qu'élargie.

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **G**EOERGE RIVET, Plain-
No. 384. } tiff; against **J**OSEPH
ELZEAR ROBIN, Defendant.

1. A lot of land situate in the city of Montreal, Rosemont Ward, known and designated under the number two thousand one hundred and fourteen (2114) of the official subdivision of primitive lot number one hundred and seventy two (172-2114), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, containing twenty five (25) feet in width, by seventy eight (78) feet in depth, english measurements, more or less, and bounded in front by Ninth Avenue—with the houses and buildings erected thereon.

2. A lot of land situate at the same place, known and designated under the number four hundred and forty seven (447) of the official subdivision of the primitive lot number one hundred and seventy two (172-447), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte de la Visitation, containing twenty five feet in width by seventy eight feet in depth, english measurements, more or less, and bounded in front by Fourth Avenue—with the houses and other buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 23rd November, 1914. 5886
[First published, 28th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **I**RAM MOSES
No. 1638. } **H**LEVINOFF,
Plaintiff; against **E**THAN J. HOLLAND, De-
fendant.

An emplacement fronting on Sainte Catherine street, corner of Elgin Avenue, now Melville Avenue, in the city of Montreal, containing one hundred and seven feet and two inches in width in front, by about one hundred and ten feet in width in rear between said Elgin Avenue as widened and the lot number two hundred and fifty two subdivision seven, by one hundred and forty seven feet in depth, along the division of Elgin Avenue, and by one hundred and forty eight feet in depth along the division line between the lot number two hundred and fifty-one and the said lot number two hundred and fifty-two subdivision seven giving a superficial area of sixteen thousand sixteen feet, english measure and more or less; said emplacement being composed of the south easterly part of the lot number two hundred and fifty one (Pt. S-E. 251), on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, said part of lot being bounded in front by said Sainte Catherine street, in rear by another part of the said lot number two hundred and fifty one on said plan, on one side by the lot number two hundred and fifty two subdivision seven in the said plan and on the other side by another part of said lot number two hundred and fifty-one on the same plan now part of said Elgin Avenue, as widened.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 26 novembre 1914. 6003
[Première publication, 21 novembre 1914
est nulle.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **BERNARD BER-**
No 483. } **NARD,** Demandeur;
contre JAMES EDWARDS CONNOLLY, Dé-
fendeur.

Deux lots de terre connus et désignés sous les numéros cent trente-neuf et cent quarante de la subdivision officielle du lot No douze, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Visitation, à distraire de la profondeur des dits lots de terre, une lisière de terrain de six pieds de profondeur par toute la largeur des dits lots, pour servir à une ruelle commune—avec les bâtisses dessus érigées et portant les Nos 1450 à 1460 de la rue Messier.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. A la folle-enchère de Charles Marquette et à la charge par ce dernier de payer tous les dommages résultant de son défaut et parfaire sous toutes peines que de droit, même la contrainte par corps, le prix d'adjudication sur la dite folle-enchère dans le cas d'insuffisance d'icelui; suivant jugement de l'hon. juge S. Beaudin, en date du 16ième jour de novembre 1914.

Un dépôt de mille piastres (\$1,000.00) sera requis de chaque enchérisseur, au moment de son enchère, suivant jugement de l'hon. juge S. Beaudin, en date du 23 novembre 1914.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 25 novembre 1914. 6005
[Première publication, 28 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **LOUIS DUPUY,** De-
No 3221. } **mandeur;** contre,
LEON LEPINE, Défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sur le plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant le lot numéro trois cent quarante cinq de la subdivision officielle du lot numéro trente-six, (36-345) — avec bâtisses dessus érigées, borné en front par la rue Saint-Cyrille, dans la ville d'Outremont.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,
Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 10 novembre, 1914. 5557
[Première publication, 14 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } **JACQUES DORAIS,**
No 1852. } **Demandeur;** con-

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 26th November, 1914. 6004
[First published, 21st November, 1914 is null.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **BERNARD BER-**
No. 4483. } **NARD,** Plaintiff;
against JAMES EDWARDS CONNOLLY,
Defendant.

Two lots of land known and designated under the numbers one hundred and thirty nine and one hundred and forty of the official subdivision of the lot No. twelve, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Visitation, save and except a strip of land of six feet in depth by the whole width of the said lots, to be taken from the depth of said lots, to be used as a common lane—with the buildings erected thereon and bearing the Nos. 1450 to 1460 Messier street.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the THIRTY FIRST day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Upon the false bidding of Charles Marquette and subject to the latter paying, all damages resulting from his default and making up, under all lawful penalties, even imprisonment, the purchase price, on the said resale, in case of its insufficiency, pursuant to a judgment of honourable judge S. Beaudin, bearing date the 16th day of November, 1914.

A deposit of one thousand dollars (\$1,000.00), will be required from every bidder at the time of his bid pursuant to a judgment of honourable judge S. Beaudin, bearing date the 23rd November, 1914.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 25th November, 1914. 6006
[First published, 28th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **LOUIS DUPUY,** Plain-
No. 3221. } **tiff;** against, **LEON**
LEPINE, Defendant.

A lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as being the lot number three hundred and forty five of the official subdivision of the lot number thirty-six (36-345)—with the buildings erected thereon, bounded in front by Saint-Cyrille street, in the town of Outremont.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 10th November, 1914. 5558
[First published, 14th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } **JACQUES DORAIS,**
No. 1852. } **Plaintiff;** against the

tre les terres et tenements de ALFRED ANTROBUS, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Paul, en la cité de Montréal, faisant front sur la rue LeCaron, autrefois rue Lasalle, portant le numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre mille cent cinquante-trois (No 4153-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les constructions dessus érigées, dépendances et servitudes et spécialement avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement en commun avec ceux y ayant droit, sans pouvoir de l'obstruer et aux conditions ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 3 novembre 1914. 5389
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } SAMUEL MOSCO-
No 4451. } S VITCH, Deman-
deur; contre les terres et tenements de A. P. DE SAMBOR, Défendeur.

La moitié indivise de la subdivision officielle numéro un du lot officiel numéro cent quarante-huit des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, borné en front par la rue Sanguinet, en arrière vers le nord-est par le lot numéro 148-4, d'un côté vers le sud-est par le résidu du lot numéro 148-1 et d'un autre côté, vers le nord-ouest par le lot numéro 149-1, mesurant vingt-et-un pieds et quarante-deux centièmes de front par environ quarante-quatre pieds et trente-huit centièmes de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, ainsi que la moitié indivise de la subdivision officielle numéro un du lot officiel numéro cent quarante-neuf (149-1) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, borné en front par la rue Sanguinet, en arrière vers le nord-est par le lot numéro 149-2, d'un côté vers le sud-ouest par le lot numéro 148-1, vers le nord-ouest par le résidu du lot numéro 149-1, mesurant dix-neuf pieds de front par vingt-quatre pieds et soixante-quatre centièmes, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 novembre 1914. 5467
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } EON PELTIER, De-
No 2237. } mandeur; contre
DAME ADELE MARTIN, de la cité de Mont-
réal, veuve de feu Wilfrid Wilson, Défenderesse.

Six lots de terre sis et situés en la municipalité de la Rivière des Prairies, connus et désignés comme étant les numéros cinq cent quatre-vingt-deux, cinq cent quatre-vingt-trois, cinq cent quatre-vingt-quatre, cinq cent quatre-vingt-cinq, cinq cent quatre-vingt-six et cinq cent quatre-vingt-sept, de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-582, 583, 584, 585, 586 et 587) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Rivière des Prairies; tous ayant

lands and tenements of ALFRED ANTROBUS, Defendant.

An emplacement situate in Saint Paul ward, in the city of Montreal, fronting on LeCaron street, formerly Lasalle street, bearing the number two of the subdivision of the lot number four thousand one hundred and fifty three (No. 4153-2) upon the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the constructions erected thereon, dependencies and servitudes and especially a right-of-way in the lane at the rear of said emplacement in common with others having right thereto, without power to obstruct same, and subject to the ordinary charges of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 3rd November, 1914. 5390
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } SAMUEL MOSCO-
No. 4451. } S VITCH, Plaintiff;
against the lands and tenements of A. P. DE SAMBOR, Defendant.

The undivided half of the official subdivision number one of the official lot number one hundred and forty eight of the official plan and book of reference of Saint Louis ward of the city of Montreal, bounded in front by Sanguinet street, in the rear, towards the north east by the lot number 148-4, on one side, towards the south east, by the residue of the lot number 148-1, and on the other side, towards the north west by the lot No. 149-1, measuring twenty one feet and forty two hundredths in front by about forty four feet and thirty eight hundredths in depth, english measurements and more or less, together with the undivided half of the official subdivision number one of the official lot number one hundred and forty nine (149-1) of the official plan and book of reference of Saint Louis ward, of the city of Montreal, bounded in front by Sanguinet street, in the rear towards the north east by the lot number 149-2, on one side towards the south west by the number 148-1, towards the north west by the residue of the lot number 149-1, measuring nineteen feet in front by twenty four feet and sixty four hundredths, english measurements and more or less—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 4th November, 1914. 5468
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } EON PELTIER, Plain-
No. 2237. } tiff; against DAME
ADELE MARTIN, of the city of Montreal,
widow of the late Wilfrid Wilson, Defendant.

Six lots of land lying and situate in the municipality of Rivière des Prairies, known and designated as being the numbers five hundred and eighty two, five hundred and eighty three, five hundred and eighty four, five hundred and eighty five, five hundred and eighty six and five hundred and eighty seventh, of the official subdivision of the original lot number fifteen (15-582, 583, 584, 585, 586 and 587) of the official plan and book of reference of the

front sur une rue projetée, étant le numéro six cent quatre vingt-deux des mêmes plan et livre de renvoi officiels—et sans bâtisses.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 novembre 1914. 5473
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OUIS BOYER, De-
No 4464. } mandeur; contre
N. S. BRUNO, Défendeur.

Un emplacement ayant front sur le Boulevard Monk, dans le quartier Saint-Paul, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro 13 de la subdivision du lot numéro 3912 (3912-13) du cadastre de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses y érigées et droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 novembre, 1914. 5471
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } V. JOANNETTE,
No 2021. } Demandeur; contre
NICHOLAS BRUNO, l'un des Défendeurs

La partie nord-ouest du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq (4645) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de front par quatre vingt pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, ayant front sur la rue Wellington; borné en arrière par le résidu du lot numéro quatre mille six cent quarante-cinq (4645) à l'est, par le numéro quatre mille six cent quarante-cinq-a (4645-a) et à l'ouest, par le lot numéro quatre mille six cent quarante-quatre (4644).

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à TROIS heures de l'après-midi. A la folle enchère de Aaron Siminovitch et à la charge par ce dernier de payer tous dommages résultants de son défaut de parfaire, sous toutes peines que de droit, même la contrainte par corps le prix d'adjudication sur la dite folle-enchère, dans le cas d'insuffisance d'icelui; suivant jugement de l'honorable Juge S. Beaudin, en date du 28 octobre 1914.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 4 novembre 1914. 5475
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } DAME PHILOMENE
No 386. } LOISELLE, épouse
séparée quant aux biens de David Ruel, de la cité de Montréal, épiciier, et le dit David Ruel pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tenements de LEON JOLY, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur l'Avenue Châteaubriand, dans le quartier Saint-Denis, de la

cadastre of Rivière des Prairies; all said lots fronting on a projected street, being the number six hundred and eighty two of the same official plan and book of reference—and without building.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 4th November, 1914. 5474
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OUIS BOYER, Plain-
No. 4464. } tiff; against N. S.
BRUNO, Defendant.

An emplacement fronting on Monk Boulevard, in Saint Paul's ward, in the city of Montreal, known and designated under the number 13 of the subdivision of the lot number 3912 (3912-13) of the cadastre of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and the right of way in the lane at the rear of the said emplacement.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 4th November, 1914. 5472
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } V. JOANNETTE,
No. 2021. } Plaintiff; against
NICHOLAS BRUNO, one of the Defendants.

The north west part of the lot number four thousand six hundred and forty five (4645) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in front by eighty feet in depth, english measurements and more or less, fronting on Wellington street; bounded in the rear by the residue of the lot number four thousand six hundred and forty five (4645) on the east, by the lot number four thousand six hundred and forty five-a (4645-a) and on the west, by the lot number four thousand six hundred and forty four (4644).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at THREE o'clock in the afternoon. On the false bidding of Aaron Siminovitch, who is liable for all damages resulting from his failure to pay the first purchase price, and is bound, under all legal penalties and even coercive imprisonment to pay the difference, if any between the price of resale upon the said false bidding; and the amount of the first purchase with interest thereon and costs incurred, pursuant to a judgment of Honorable Judge S. Beaudin, bearing date the 28th October, 1914.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 4th November. 1914. 5475
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME PHILOMENE
No. 386. } LOISELLE, wife se-
parate as to property of David Ruel, of the city of Montreal, grocer, and the said David Ruel, to authorize his wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of LEON JOLY, Defendant.

A lot of land fronting on Châteaubriand Avenue in Saint Denis ward, of the city of

city de Montréal, connu et désigné sous les numéro cent huit (108) de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf (489) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à MIDI.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 5 novembre 1914. 5491
[Première publication, 31 octobre 1914 est nulle.]
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

District de Rimouski. } JERRE SAVARD,
No 4922. } Demandeur; vs
FERDINA MIGNAULT, Défendeur, savoir:

Un emplacement contenant un demi arpent en superficie, borné au nord au chemin public, à l'est et au sud à l'I. C. R., à l'ouest à T. Richard—avec bâtisses sus construites et dépendances, étant partie du lot numéro quatre cent vingt-neuf au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Octave de Métis, à charge du loyer du terrain.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Octave de Métis, le TRENTIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 25 novembre 1914. 5977
[Première publication, 28 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Roberval

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } NICHOLAS BE-
District de Roberval. } LANGER, ren-
No 467. } tier de Saint-Fran-
çois, comté de Montmagny; vs ROMUALD
MIGNAULT, de Saint-Cyrille de Normandin,
comté de Lac Saint-Jean, à savoir:

Les lots de terre situés en la paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, connus et désignés sous les numéros cinquante (50) du sixième rang, et cinquante (50) du septième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Normandin, dans le comté du Lac Saint-Jean.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, le

Montreal, known and designated under the number one hundred and eight (108) of the official subdivision of the lot number four hundred and eighty nine (489) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet—with the buildings erected thereon.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of DECEMBER next, at NOON.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 5th November, 1914. 5492
[First published, 31st October, 1914 is null.]
[First published, 7th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

District of Rimouski. } JERRE SAVARD,
No. 4922. } Plaintiff; vs FER-
DINA MIGNAULT, Defendant, to wit:

An emplacement containing one half arpent in superficies, bounded on the north by the public road, on the east and south by the I. C. R., on the west by T. Richard, — with the buildings erected thereon and dependencies, being part of lot number four hundred and twenty nine upon the official cadastre of the parish of Saint Octave de Métis, subject to the payment of the rent of said emplacement.

To be sold at the church door of Saint Octave de Métis, on the THIRTIETH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHAS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 25th November, 1914. 5978
[First published, 28th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Superior Court.

Province of Québec, } NICHOLAS BELAN-
District of Roberval. } GER, rentier, of
No. 467. } Saint François,
county of Montmagny; vs ROMUALD MI-
GNAULT, of Saint Cyrille de Normandin,
county of Lake Saint John, to wit:

The lots of land situate in the parish of Saint Cyrille de Normandin, known and designated under the numbers fifty (50) of the sixth range, and fifty (50) of the seventh range, upon the official plan and book of reference of the cadastre of the township Normandin, in the county of Lake Saint John.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille de Normandin, on the TWENTY

VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 25 novembre 1914. 5981
[Première publication, 28 novembre 1914.]

NINTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 25th November, 1914. 5982
[First published, 28th November, 1914.]

Ventes par le Shérif—St-François

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DU CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Saint-François.
Saint-François, à savoir: } JOSEPH AL-
No 181. } FRED LE-
BLANC, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocat, Demandeur; contre ELZEAR ROBERGE, du canton Chesham, dans le district de Saint-François, commerçant, Défendeur, et Joseph P. Royer, et John J. Griffith, tous deux de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, curateurs conjoints.

Saisis comme appartenant à la succession abandonnée du dit défendeur:

Ces certains lots ou morceaux de terre sis et étant situés dans le canton Chesham, dans le district de Saint-François, désignés comme suit:

1. Ce certain lot de terre connu aux plan et livre de renvoi du cadastre pour le dit canton, comme étant le lot numéro dix-huit E (18-E), dans le quatrième (4ième) rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées;

2. Le lot numéro trente-six (36), dans le deuxième (2ième) rang du dit canton;

3. Le lot numéro trente-sept (37), dans le troisième (3ième) rang du dit canton;

4. Le lot numéro trente-neuf (39), dans le troisième (3ième) rang du dit canton.

5. Le lot numéro douze (12), dans le quatrième (4ième) rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites dessus;

6. Le lot numéro vingt et un (21) dans le quatrième (4ième) rang du dit canton;

7. Le lot numéro vingt-deux (22) dans le cinquième (5ième) rang du dit canton;

8. Comme un seul lot, les moitiés nord des lots numéros vingt-quatre (24) et vingt-cinq (25), dans le cinquième (5ième) rang du dit canton, contenant cinquante acres et sept dixième (50—7.10) en superficie, plus ou moins; borné comme suit: au nord par la ligne de division entre les quatrième (4ième) et cinquième (5ième) rangs, à l'est par la ligne de division entre les lots numéros vingt-cinq (25) et vingt-six (26) dans le dit cinquième (5ième) rang, au sud par la demie sud des dits lots numéros vingt-quatre (24) et vingt-cinq (25), appartenant à Prosper Gibouleau ou représentants, et à l'ouest par la ligne de division entre les lots numéros vingt-quatre (24) et vingt-trois (23) dans le cinquième (5ième) rang;

9. Le lot numéro vingt et un A (21-A), dans le sixième (6ième) rang du dit canton;

10. Le lot numéro vingt et un B (21-B), dans le sixième (6ième) rang du dit canton;

11. Le lot numéro trente-trois (33), dans le sixième (6ième) rang du dit canton;

12. Le lot numéro trente-quatre (34), dans le sixième (6ième) rang du dit canton;

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATORS' WARRENT FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.
Saint Francis, to wit: } JOSEPH ALFRED
No. 181. } LEBLANC, of the
city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocate, Plaintiff; against ELZEAR ROBERGE, of the township of Chesham, in the district of Saint Francis, trader, Defendant and Joseph P. Royer and John J. Griffith, both of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, joint-curators.

Seized as belonging to said Defendant's abandoned estate:

Those certain lots and parcels of land lying and situate in the township of Chesham, in the district of Saint Francis, described as follows:

1. The certain lot of land known on the cadastral plan and book of reference for said township as lot number eighteen E (18-E), in the fourth (4th) range of the said township, together—with the buildings thereon erected and made.

2. Lot number thirty-six (36), in the second (2nd) range of the said township;

3. Lot number thirty seven (37), in the third (3rd) range of the said township;

4. Lot number thirty-nine (39) in the third (3rd) range of the said township;

5. Lot number twelve (12), in the fourth (4th) range of the said township—with the buildings and improvements thereon erected and made;

6. Lot number twenty one (21), in the fourth (4th) range of the said township;

7. Lot number twenty two (22) in the fifth (5th) range of the said township;

8. As a whole, the north halves of lots numbers twenty four (24) and twenty five (25) in the fifth (5th) range of said township, containing fifty and seven tenths acres (50—7.10) in superficies, more or less; bounded as follows: on the north by the division line between the fourth (4th) and fifth (5th) ranges, on the east by the division line between lots twenty five (25) and twenty six (26) in the said fifth (5th) range, on the south by the south half of said lots numbers twenty four (24) and twenty five (25) belonging to prosper Gibouleau or representatives, and on the west by the division line between lots twenty-four (24) and twenty three (23) in the said fifth (5th) range;

9. Lot number twenty one A (21-A), in the sixth (6th) range of the said township;

10. Lot number twenty one B (21-B), in the sixth (6th) of the said township;

11. Lot number thirty three (33), in the sixth (6th) range of the said township;

12. Lot number thirty four (34), in the sixth (6th) range of the said township;

20 NOV 1914

13. Le lot numéro trente-cinq (35), dans le sixième (6ième) rang du dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame des Bois de Chesham, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 24 novembre 1914. 5983
[Première publication, 28 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe
Cour Supérieure. } XISTE HUBERT DIT

No 138. } X LAGRENADE, Dem-
demandeur; contre DESIRE PELLETIER, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi en cette cause, étant un terrain situé en la paroisse de Saint-André d'Acton, faisant partie du lot No 317, du cadastre officiel de cette paroisse—avec fromagerie y érigée, qui devait avoir lieu, à dix heures a. m., le septième jour d'octobre dernier, à Actonvale, aura lieu à la porte de l'église d'Actonvale, le QUATORZIEME jour de DECEMBRE prochain, (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 23 novembre 1914. 5989
[Première publication, 28 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } A BANQUE

No 196. } DE MONT-
REAL, Demanderesse; contre EDMOND BOUS-
QUET, Défendeur.

Un emplacement sis en la paroisse de Lapré-
sentation, de deux cent quatre-vingt-sept pieds
et demi de front à partir du fossé longeant le
chemin de Sainte-Rose, mesure anglaise, sur
environ un demi arpent de profondeur, connu et
désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la
dite paroisse comme étant partie du lot numéro
quatre cent cinquante-neuf (459), renfermé dans
les bornes suivantes; en front le chemin public
conduisant à Salvail, en profondeur le terrain
de Vve Prudent Têtu, d'un côté le chemin de
Sainte-Rose, et de l'autre côté le résidu du dit
numéro 459, appartenant à Mde J. B. Plante—
avec bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Lapré-sentation, le NEUVIEME jour
de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de
l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 2 novembre 1914. 5353
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH ADOL-
No 3415. } PHE CHAU-
REST, Demandeur; contre SANDO NICHOLAS

BRUNO, Défendeur.

4

13. Lot number thirty five (35), in the sixth (6th), range of the said township.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame des Bois de Chesham, on the
TWENTY NINTH day of DECEMBER next,
1914, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 24th November, 1914. 5984
[First published, 28th November, 1914.]

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

District of Saint Hyacinth.

Superior Court. } XISTE HUBERT DIT

No. 138. } X LAGRENADE, Plain-
tiff; against DESIRE PELLETIER, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the
immoveable seized in this cause, being an emplac-
ement situate in the parish of Saint André d'Acton,
being a part of lot No. 317 of the official
cadastre of said parish, — with a cheese-dairy
thereon erected, formerly announced to take place
at ten oclock a. m., the seventh day of October
last, at Actonvale, will take place at the parochial
church door of Actonvale, on the FOURTEETH
day of DECEMBER next, (1914), at TEN
o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 23rd November, 1914. 5990
[First published, 28th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.

Saint Hyacinthe, to wit: } THE BANK

No. 196. } OF MON-
TREAL, Plaintiff; against EDMOND BOUS-
QUET, Defendant.

An emplacement situate in the parish of Lapré-
sentation, containing two hundred and eighty
seven feet and a half in front from a ditch going
along the Sainte Rose road, english measure, by
about half an arpent in depth, known and designa-
ted on the official plan and book of reference
of the parish of Lapré-sentation as being a part
of lot number four hundred and fifty nine (459),
bounded as follows: in front the public road going
to Salvail, in depth the land of Mde P. Têtu,
widow, on one side the Ste Rose road, and on
the other side the residue of said No. 459, belong-
ing to Mde J. B. Plante—with buildings thereon
erected.

To be sold at the parochial church door of
Lapré-sentation, on the NINTH day of DECEM-
BER next, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 2nd November, 1914. 5354
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit: } JOSEPH ADOL-
No. 3415. } PHE CHAU-
REST, Plaintiff; against SANDO NICHOLAS

BRUNO, Defendant.

Une terre située en la paroisse de Saint-Bernard, sur la cinquième concession, contenant trois arpents de large sur trente arpents de profondeur, sans garantie de mesure précise, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comme étant une partie des lots numéros six cent quatre-vingt (680) et six cent quatre-vingt-un (681)—avec bâtisses y érigées; tenant par un bout au chemin de la cinquième concession, à l'autre bout au cordon des terres de Salvail ou aux représentants de Jean-Baptiste Phaneuf, d'un côté Mathias Phaneuf, et du côté nord-est aux héritiers d'Antoine Labossière.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bernard, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, (1914), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 31 octobre 1914. 5355
[Première publication, 7 novembre 1914.]

A lot of land situate in the parish of Saint Bernard, on the fifth range, containing three arpents in width by thirty arpents in depth, without guarantee of exact measure, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Denis, as being a part of lots numbers six hundred and eighty (680) and six hundred and eighty one (681)—with building thereon erected; bounded by one end by the road of the fifth concession, on the other end by the line of lands of Salvail or by the representatives of J. B. Phaneuf, on one side Mathias Phaneuf and on the north east side by Antoine Labossière heirs.

To be sold at the parochial church door of Saint Bernard, on the NINTH day of DECEMBER next, (1914), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, 31st October, 1914. 5356
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } JOSEPH BURELLE, Demandeur; contre ADOLPHE CHARRON, Défendeur.

1. Une terre située au deuxième rang, en la paroisse de Saint-Denis, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse sous le lot numéro deux cent quatre-vingt-six (286)—avec bâtisses y érigées.

2. Une terre située sur le troisième rang, en la paroisse de Saint-Denis, étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-six (586) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse.

3. Une terre située sur le premier rang, en la paroisse de Saint-Denis, formant environ soixante arpents en superficie, connue et désignée comme étant la partie du lot numéro deux cent quatorze (P. 214) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, renfermée dans les bornes suivantes: du côté est par les terres de la fabrique, du côté ouest par Ephrem Gadbois, du côté sud par le ruisseau Amyot, et du côté nord par le résidu du dit numéro 214 du cadastre susdit.

4. Une terre située au village de Saint-Denis, comprenant environ trente arpents en superficie, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Denis, comme étant le résidu du dit numéro deux cent quatorze (P. 214), renfermée dans les bornes suivantes: du côté est par les terres de la fabrique, du côté ouest par Ephrem Gadbois, du côté sud par le résidu du dit lot No 214 du cadastre susdit, et du côté nord par Alphonse Pétrin,—avec maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendues les terres décrites aux paragraphes un et deux, *séparément*, et celles décrites aux paragraphes trois et quatre, *en bloc*, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Denis, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain (1914), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS.-L. CORMIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 31 octobre 1914. 5367
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinth, to wit: } JOSEPH BURELLE, Plaintiff; against ADOLPHE CHARRON, Defendant.

1. A lot of land situate in the second range, in the parish of Saint Denis, known and designated on the official plan and book of reference of said parish under lot number two hundred and eighty six (286)—with buildings thereon erected.

2. A lot of land situate in the third range, in the parish of Saint Denis, being lot number five hundred and eighty six (586) on the official plan and book of reference of said parish.

3. A lot of land situate on the first range, in the parish of Saint Denis, forming about sixty arpents in superficies, known and designated as being a part of lot No. two hundred and fourteen (P. 214) on the official plan and book of reference of said parish, bounded as follows; on the east side by the Fabric lands, on the west side by Ephrem Gadbois, on the south side by Amyot stream, and on the north side by the residue of said number 214.

4. A lot of land situate in the village of Saint Denis, containing about thirty arpents in superficies, known and designated on the official plan and book of reference of said parish of Saint Denis, as being the residue of lot No. 214, bounded as follows; on the east side by the Fabric lands, on the west side by Ephrem Gadbois, on the south side by the residue of said No. 214, and on the north side by Alphonse Petrin—with buildings thereon erected.

To be sold lots described in the first and second paragraphs, *separately*, and those described in the third and fourth paragraphs, *en bloc*, at the parochial church door of the parish of Saint Denis, on the ELEVENTH day of DECEMBER next (1914), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 31st October, 1914. 5368
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: } AUGUSTE MONAST, De-

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.
Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: } AUGUSTE MONAST, Plain-

mandeur; contre **HORMISDAS BENOIT**, Défendeur; tiff; against **HORMISDAS BENOIT**, Defendant;

et
Cour Supérieure.—District de Montréal.
Saint-Hyacinthe, à savoir: } **D** **ME ALICE**
No 3884. } **L** **EDUC**, De-
manderesse; contre **HORMISDAS BENOIT**,
Défendeur.

1. Une terre située en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, sur le rang de la Branche du Pin Rouge, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant le lot numéro cent (100)—avec bâtisses y érigées.

2. Un autre terrain, de forme irrégulière, situé à la profondeur du rang du ruisseau Saint-Louis, en la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, comme étant le lot numéro cent soixante-trois (163), ayant une superficie totale d'environ un arpent et vingt-trois perches.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Marie de Monnoir, ville de Marieville, JEUDI, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain (1914), à UNE heure de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 2 novembre 1914. 5405
[Première publication, 7 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.
Canada, } **C** **ANADIAN DAIRY**
Province de Québec, } **S** **UPPLY CO.**,
District de Montréal. } **L** **TD.**, Demande-
No 1012. } resse; vs **E** **XE-**
LUS LANTHIER, Défendeur, savoir:

1. Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Augustin, rang de la Côte Saint-Louis des Corbeils, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne, connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels, pour la dite paroisse de Saint-Augustin, comme formant partie du numéro quatorze, (No 14) de la contenance de cent quatorze pieds sur le chemin de la Côte Saint-Louis des Corbeils, et quatre-vingt-dix-pieds dans la ligne numéro quatorze et dix (14 et 10) du dit cadastre et soixante-six pieds dans la ligne qui sépare le dit emplacement du reste du numéro quatorzej borné d'un bout au chemin de la Côte Saint-Louis des Corbeils, derrière au reste du dit No quatorze, d'un côté au No dix et de l'autre côté par la pointe ou le sommet du triangle qui est la figure de l'emplacement et tombe sur la ligne du numéro quatorze, avec le chemin de la dite côte Saint-Louis—avec boutique de menuiserie et beurrerie dessus construites, et tout l'outillage servant à l'exploitation de la dite menuiserie et beurrerie, moins cependant les outils que la loi permet au défendeur de garder pour exploiter sa menuiserie.

2. Un autre emplacement situé au même lieu, connu et désigné aux mêmes plans et livre de renvoi officiels, comme étant partie du numéro quatorze (No 14), de la contenance de soixante-dix-sept pieds de profondeur dans la ligne nord-est et cinquante deux pieds de largeur au sud-est

and
Superior Court.—District of Montreal.
Saint Hyacinthe, to wit: } **D** **ME ALICE**
No. 3884. } **L** **EDUC**,
Plaintiff; against **HORMISDAS BENOIT**, De-
fendant.

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Marie de Monnoir, on the range of La Branche du Pin Rouge, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish as being lot number one hundred (100)—with buildings thereon erected.

2. A piece of ground, of irregular form, situate at the depth of range of Saint Louis stream, in the parish of Sainte Marie de Monnoir, known and designated on the official plan and book of reference of said parish, as being lot number one hundred and sixty three (163), being about an arpent and twenty three perches in superficies.

To be sold at the parochial church door of Sainte Marie de Monnoir, city of Marieville, THURSDAY, on the TENTH day of DECEMBER next, (1914), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Shérif
Saint Hyacinthe, 2nd November, 1914. 5406
[First published, 7th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.
Canada, } **C** **ANADIAN DAIRY**
Province of Québec, } **S** **UPPLY CO.**,
District of Montreal. } **L** **TD.**, Plaintiff;
No. 1012. } vs **E** **XE** **LUS**
LANTHIER, Defendant, to wit:

1. An emplacement situate in the parish of Saint Augustin, range of Côte Saint Louis des Corbeils, county of Two Mountains, district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said parish of Saint Augustin, as forming part of the lot number fourteen (No. 14), measuring one hundred and fourteen feet along Côte Saint Louis des Corbeils road and ninety feet along the line of numbers fourteen and ten (14 and 10) of said cadastre, and sixty six feet along the line separating the said emplacement from the remainder of the lot number fourteen; bounded at one end, by Côte Saint Louis des Corbeils road, in the rear by the residue of said lot number fourteen, on one side by the lot number ten and on the other side by apex of the triangle, which is the form of said emplacement and falls upon the line of the lot number fourteen with the said Côte Saint Louis road—with a carpenter ship and butter factory erected thereon, and all the equipment used in the exploitation of said carpenter shop and butter factory, less however the tools which the law permits the defendant to keep to carry on his trade.

2. Another emplacement situate at the same place, known and designated upon the same official plan and book of reference, as being part of the lot number fourteen (No. 14), measuring seventy seven feet in depth along the north east line, and fifty two feet in width to the south

et quatre-vingt-dix pieds de profondeur dans la ligne sud-ouest et cinquante-six pieds de largeur en front mesure anglaise; borné en front au chemin de la Côte Saint-Louis des Corbeils, en arrière au numéro dix, du côté sud-ouest, au reste du dit numéro quatorze, au nord-est, à Exélus Lanthier—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale du village de Saint-Augustin, district de Terrebonne, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, 1914, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & PROVOST,
Bureau du shérif, Shérif.
Sainte-Scholastique, 23 novembre 1914. 5979
[Première publication, 28 novembre 1914.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que es TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux espektifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } ROMUALD BE-
No 367. } R DARD, requé-
rant-cession; vs J. N. O. CLEMENT, Débiteur-
Insolvable et L. Georges Pellerin, Curateur.

1. Un terrain situé en la cité des Trois-Rivières, sur la troisième avenue du côté Saint-Louis—avec une maison en bois et boutique dessus construites et dépendances, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro quatre-vingt-neuf (89) de la subdivision du lot treize cent soixante et quatre (1364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières;

2. Un terrain situé sur le boulevard Saint-Louis dans la cité des Trois-Rivières—avec une maison à deux logements en bois lambrissée en briques et dépendances, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et six (66) de la subdivision du lot numéro treize cent soixante et quatre (1364), du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières;

3. La moitié indivise du terrain situé au coin du boulevard Saint-Louis et la troisième avenue en la cité des Trois-Rivières—avec la moitié indivise d'une maison en bois lambrissée en briques à six logements, actuellement en construction, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et huit (68) de la subdivision du lot treize cent soixante et quatre (1364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendus au bureau du Shérif du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 novembre 1914. 5477
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } JEAN-BAPTIS-
No 250. } TE LORAN-
GER, Demandeur; vs LUDGER DUHAIME,
Défendeur.

east and ninety feet in depth along the south west line, and fifty six feet in width in front, english measure; bounded in front by the Côte Saint Louis des Corbeils road, in the rear by the lot number ten, on the south west side by the residue of said lot number fourteen, on the north east by Exélus Lanthier,—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door of the village of Saint Augustin, district of Terrebonne, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, 1914, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's offices Sheriff.
Sainte Scholastique, 23rd November, 1914. 5980
[First published, 28th November, 1914.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } ROMUALD BE-
No. 367. } R DARD, Peti-
tioner for assignment; vs. J. N. O. CLEMENT,
Insolvent-Debtor and L. Georges Pellerin, Cura-
tor.

1. A lot of land situate in the city of Three Rivers, on the third avenue of Coteau Saint Louis—with a wooden house and shop erected thereon and dependencies, the said lot of land being known and designated as the lot number eighty nine (89) of the subdivision of the lot thirteen hundred and sixty four (1364), of the official cadastre of the city of Three Rivers;

2. A lot of land situate on Saint Louis Boulevard, in the city of Three Rivers—with a two tenement wooden house coated with bricks and dependencies, the said lot of land being known and designated as the lot number sixty six (66), of the subdivision of the lot number thirteen hundred and sixty four (1364), of the official cadastre of the city of Three Rivers;

3. The undivided half of the lot of land situate at the corner of Saint Louis Boulevard and Third Avenue, in the city of Three Rivers—together with the undivided half of a six tenement wooden house coated with brick, now under construction, the said lot of land being known and designated as the lot number sixty eight (68) of the subdivision of the lot thirteen hundred and sixty four (1364) of the official cadastre of the city of Three Rivers.

To be sold at the office of the sheriff of the district of Three Rivers, in the court house, of the city of Three Rivers, on Notre Dame street, on the NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd November, 1914. 5478
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } JEAN-BAPTIS-
No. 250. } TE LORAN-
GER, Plaintiff; vs LUDGER DUHAIME,
Defendant.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir:
Un emplacement situé sur la rue Sainte-Elizabeth, en la ville de Louiseville, connu et désigné par le numéro cinq cent quarante-quatre (544) des plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Louiseville, contenant deux perches et quatre pieds de largeur sur sept perches et douze pieds de profondeur—avec une maison et les dépendances y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Antoine de la Rivière du Loup, en la ville de Louiseville, le DIXIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 novembre 1914. 5479
[Première publication, 7 novembre 1914.]

**MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } J. BEAULIEU,
No 376. } Créancier-Requérant; vs MAURICE GARCEAU, Failli, et Sylviano Dugal, Curateur.

Comme appartenant au dit failli, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la paroisse du Sacré-Cœur, Baie de Shawinigan, étant la subdivision numéro onze, du lot numéro six (6-11), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

A la charge d'une servitude passive sur le dit lot No 6-11 pour garantir le droit aux propriétaires du lot No 6-10 de laisser la shed et la cuisine construite sur ce dernier lot là où elles sont actuellement tant que leur propriétaire ne les déplacera pas, bien que cette cuisine et cette shed empiètent de quelques pieds sur le dit lot 6-11.

Aussi à la charge d'un passage mitoyen pour l'utilité et avantage des propriétaires des dits lots Nos 6-10 et 6-11 dans l'espace de terrain vacant entre les magasin et bâtisses de M. Dessureault et les maisons et bâtisses du dit failli Maurice Garceau.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur, Baie de Shawinigan, le ONZIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 4 novembre 1914. 5483
[Première publication, 7 novembre 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir: } A. DRIEN DE MONTIGNY, Demandeur; vs J. N. OMER CLEMENT et XAVIER CLEMENT, conjointement et solidairement, Défendeurs.

Comme appartenant à Xavier Clement, conjointement et solidairement défendeur, savoir:

La moitié indivise d'un terrain situé aux coins du boulevard Saint-Louis, de la troisième avenue, en la cité des Trois-Rivières, avec la moitié indivise d'une maison en bois lambrissée en briques, à six logements, actuellement en construction, lequel terrain est connu et désigné comme étant le lot numéro soixante et huit (68) de la subdivision du lot numéro treize cent soixante et quatre (1364) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières.

Pour être vendu au bureau du shérif, du district des Trois-Rivières, dans le palais de justice,

As belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate on Sainte Elizabeth street, in the town of Louiseville, known and designated under the number five hundred and forty four (544), of the official plan and book of reference for the said town of Louiseville, containing two perches and four feet in width by seven perches and twelve feet in depth—with a house and dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Antoine de la Rivière du Loup, in the town of Louiseville, on the TENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd November, 1914. 5480
[First published, 7th November, 1914.]

**CURATOR'S WARRANT
FIERI FACIAS DE TERRIS.**

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } J. BEAULIEU,
No. 376. } Creditor Petitioner; vs MAURICE GARCEAU, Insolvent, and Sylviano Dugal, Curator.

As belonging to the said insolvent, the following immoveable, to wit:

An emplacement situate in the parish of Sacre Cœur, Bay of Shawinigan, being the subdivision number eleven of the lot number six (6-11), of the official cadastral plan and book of reference of the county of Saint Maurice, for the parish of Saint Boniface de Shawinigan—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

Subject to a passive servitude upon the said lot No. 6-11, to guarantee the right of the owners of the lot No 6-10 to leave the shed and kitchen erected upon this last lot in their actual place as long as the owner thereof shall not remove them, though the said shed and kitchen encroach for a few feet upon the said lot 6-11.

Subject also to a common passage for the use and advantage of the owners of the said lots 6-10 and 6-11 in the vacant space between the store and buildings of Mr. Dessureault and the house and buildings of the said insolvent Maurice Garceau.

To be sold at the church door of the parish of Sacre Cœur, Bay of Shawinigan, on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 4th November, 1914. 5484
[First published, 7th November, 1914.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit: } A. DRIEN DE MONTIGNY, Plaintiff; vs J. N. OMER CLEMENT and XAVIER CLEMENT, jointly and severally, Defendants.

As belonging to Xavier Clement, jointly and severally defendant, to wit:

The undivided half of a piece of land situate at the corner of Saint Louis Boulevard and Third Avenue, in the city of Three Rivers, together with the undivided half of a six tenement wooden house coated with bricks, now under construction, said piece of land known and designated as being the lot number sixty eight (68) of the subdivision of the lot number one thousand three hundred and sixty four (1364) of the official cadastre of the city of Three Rivers.

To be sold at the sheriff's office, of the district of Three Rivers, in the court house, of the city

en la cité des Trois-Rivières, sur la rue Notre-Dame, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,
Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 3 novembre 1914. 5481
[Première publication, 7 novembre 1914.]

of Three Rivers, on Notre Dame street, on the NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 3rd November, 1914. 5482
[First published, 7th November, 1914.]

Nomination

Québec, 26 novembre 1914.

Avis est par le présent donné que le 26 novembre 1914, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer MM. Charles Ladouceur, Albert Dumoulin, Calixte Lécuyer, Aldège Dumoulin, Exaudel Lauzon, Napoléon Robillard et Joseph Cataphord, conseillers de la "Municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac", comté de Deux-Montagnes, en vertu des dispositions de l'article 341 du code municipal.

6001

Appointment

Quebec, 26th November, 1914.

Notice is hereby given that on the 26th November, 1914, His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR, has been pleased to appoint Messrs. Charles Ladouceur, Albert Dumoulin, Calixte Lecuyer, Aldège Dumoulin, Exaudel Lauzon, Napoléon Robillard and Joseph Cataphord, councillors of the municipality of the municipality of the parish of Saint Joseph-du-Lac county of Two Mountains, pursuant to the provisions of article 341, of the Municipal Code.

6002

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que la cité de Westmount, demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de passer une loi amendant sa charte pour permettre à la cité d'imposer un taux de taxation sur les terrains différent de celui imposé sur les édifices et de prélever une partie du revenu requis par la cité par des impositions sur terrains et partie par des impositions sur édifices et d'exempter le gérant-général, le secrétaire-trésorier, l'ingénieur de la cité et autres officiers municipaux du service de jurys.

MACLENNAN & WELDON,
Procureurs de la cité de Westmount.
Montréal, 25 novembre 1914. 5993

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the city of Westmount will apply at the next session of the Legislature of the Province of Quebec, for an Act to amend its charter to enable the city to impose a different rate of taxation on land from that imposed on buildings and to raise part of the revenue required by the city from assessments on lands and part from assessments on buildings and to exempt the general manager, secretary treasurer, city engineer and other municipal officers from service as jurors.

MACLENNAN & WELDON,
Solicitors for city of Westmount.
Montreal, 25th November, 1914. 5994

Avis public est par le présent donné, que la cité de Lachine, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour faire amender sa charte la loi 9 Ed. VII, Chap. 86 aux fins de:

1. Changer les qualifications requises pour exercer les charges municipales;
2. Prolonger le terme des charges de maire et d'échevin, en réduire le nombre et changer le mode d'élection;
3. Modifier et changer les dispositions concernant les estimateurs, la saisie et la vente des immeubles pour taxes; l'imposition et le paiement des droits annuels et taxes d'affaires; les expropriations pour l'élargissement, le redressement et le prolongement des rues; pour faire ces expropriations en vertu de la loi des chemins de fer; les finances municipales; le placement et l'administration du fond d'amortissement.
4. Régulariser et ratifier les dépenses encourues par la cité à raison de l'état de guerre actuel.
5. Limiter et réduire le nombre des licences d'hôtels et restaurants licenciés, d'établissements d'embouteilleurs, et de magasins de liqueur de détail.
6. Déterminer le mode de vente des terrains appartenant à la cité.
7. Faire déclarer biens impossibles les tuyaux à gaz, conduits souterrains et lignes de téléphone, télégraphe et de transmission de pouvoir instal-

Public notice is hereby given that the city of Lachine, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at the next session, thereof for an Act amending its charter, the Act 9 Ed. VII, chap. 86, as follows:

1. Changing the qualifications required for holding municipal offices.
2. Extending the term of office of the mayor and aldermen, reducing their number and changing the mode of their election.
3. Modifying and changing the provisions respecting the valuers; the seizure and sale of immoveables for taxes; the imposition and payment of annual fees and business taxes; the expropriations for the widening, straightening, lengthening of streets, so as to make such expropriations in virtue of the Railway Act; municipal finances; the placing and management of sinking fund.
4. Regularizing and ratifying the expenses incurred on account of the present state of war.
5. Limiting and reducing the number of hotel licenses, licensed restaurants, bottlers establishments and retail liquor stores.
6. Determining the mode of the sale of lands belonging to the city.
7. Declaring taxable property the gaz pipes, underground conduits and telephone, telegraph and power transmission lines installed under or

lés sous ou sur les rues et places publiques ou propriétés privées.

8. Obtenir les pouvoirs: de construire maintenir, et exploiter des glaciers et des usines à gaz municipales; de construire des conduits souterrains pour les services d'utilités publiques municipaux et ceux des autres personnes ou compagnies exploitant ces services dans la cité; de forcer ces personnes ou compagnies à se servir de ces conduits en payant un loyer et faire enlever les poteaux et fils aériens leur appartenant et située sur les rues ou ces conduits sont installés; et pour autres fins municipales.

A. S. PELLETIER,
Avocat de la cité de Lachine.

Lachine, 26 novembre 1914. 5915

Avis Divers

Cour Supérieure. Arthabaska. No 404. Delphine Hélie, épouse commune en biens de Gédéon Houle, forgeron, de Victoriaville, a institué une action en séparation de biens contre son mari, le 24 novembre 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.

Arthabaska, 25 novembre 1914. 5987

Avis

CANADA GULF & TERMINAL RAILWAY IMPERIAL BANK CHAMBERS.

AVIS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DES
ACTIONNAIRES, AJOURNÉE.

Montréal, 23 novembre 1914.

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des actionnaires, ajournée, sera tenue au bureau de la compagnie dans la cité de Montréal, le quinzième jour de décembre, 1914, à 10.30 heures de l'avant-midi, aux fins de recevoir les rapports des opérations de la compagnie pour l'année écoulée, d'élire un bureau de directeurs pour l'an prochain, et pour toutes autres affaires qui pourront être présentées à l'assemblée.

Par ordre,

FRED. W. ROUS,
Sec.-Trés.

5925

Avis de Faillite

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
In re A. T. Roy & Cie, Sherbrooke,

Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 14 décembre 1914, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 25 novembre 1914.

5939

upon the streets and public places, or private property.

8. Obtaining the power: to construct, maintain and exploit ice houses and municipal gas works; to construct underground conduits for municipal public utilities or public utilities belonging to other persons or companies and exploited by them within the city to oblige such persons or companies to utilize such conduits by paying rent therefor and to take down the posts and overhead wires belonging to them and situated in the streets wherein such conduits are installed; and for other municipal purposes.

A. S. PELLETIER,
Attorney of the city of Lachine.

Lachine, 26th November, 1914. 5916

Miscellaneous Notices

Superior. Court. Arthabaska. No. 404. Delphine Hélie, wife common as to property of Gédéon Houle, blacksmith, of Victoriaville, has instituted an action in separation as to property against her husband, on the 24th November, 1914.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for Plaintiff.

Arthabaska, 25th November, 1914. 5988

Notice

CANADA GULF & TERMINAL RAILWAY IMPERIAL BANK CHAMBERS.

NOTICE OF ADJOURNED ANNUAL GENERAL MEETING
OF SHAREHOLDERS.

Montreal, 23rd November, 1914.

Notice is hereby given that the adjourned annual general meeting of the shareholders of the company, will be held at the office of the company, in the city of Montreal, on the 15th day of December, 1914, at 10.30 o'clock in the forenoon, for the purpose of receiving the reports of the company's operations for the past year, for the election of a board of directors for the ensuing year, and for all such other matters as may come before the meeting.

By order,

FRED. W. ROUS,
Sec.-Treas.

5926

Bankrupt Notices

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
In re A. T. Roy & Cie, Sherbrooke,

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 14th December, 1914, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 25th November, 1914. 5940

In re J. C. Bédard, de Québec, marchand.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de la Cour supérieure, pour le district de Québec, les soussignés ont été nommés curateurs.

Les créanciers du dit insolvable sont requis de nous produire leurs réclamations dans les trente jours de cette date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs Conjointes.

Bureau: 98, rue Saint-Pierre, Québec.

Québec, 24 novembre 1914.

5937

District d'Iberville.

Re Arthur Dubois, épiciier, Saint-Jean, P. Q.

En vertu d'un ordre de la cour en date du 20 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations sous serment devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cette date.

EUGENE PREVOST,
Curateur.

Bureau de Prévost & Bédard,
107, rue Saint-Jacques.

Montréal, 25 novembre 1914.

5949

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Pontiac,
No 1471.

In re Conn & Cie, Fort Coulonge, P. Q.,

Faillis.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 14 décembre 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 28 novembre 1914.

5947

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford,
No 233.

In re Poirier Chairs & Caskets Ltd., Roxton Falls, P. Q.

En liquidation.

Un 1er et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 14 décembre 1914.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Liquidateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.

Montréal, 28 novembre 1914.

5945

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 54-a-104.

In re Assad Salhany, "A. Saad & Co", Montréal,

Failli.

Avis est par le présent donné que par un jugement de la Cour supérieure en date du 23 novembre 1914, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du sus-dit failli.

In re J. C. Bédard, of Quebec, merchant.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the Superior Court for the district of Quebec, the undersigned have been appointed curators.

The creditors of the said insolvent are requested to file us their claims within thirty days from this date.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.

Office: 98 Saint Peter street, Quebec,

Quebec, 24th November, 1914.

5938

District of Iberville.

Re Arthur Dubois, grocer, Saint John, P. Q.,

In virtue of an order of the court dated 20th November, 1914, I have been appointed curator to the above estate.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this notice.

EUGENE PREVOST,
Curator.

Office of Prévost & Bédard,
107, Saint James street.

Montreal, 25th November, 1914.

5950

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Pontiac,
No. 1471.

In re Conn & Co., Fort Coulonge, P. Q.,

Insolvents.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 14th December, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.

Montreal, 28th November, 1914.

5948

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 233.

In re Poirier Chairs & Caskets Ltd., Roxton Falls, P. Q.

In liquidation.

A 1st and final dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 14th December, 1914.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Liquidators.

Banque Nationale building,
99, Saint James street.

Montreal, 28th November, 1914.

5946

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 54-a-404.

In re Assad Salhany, "A. Saad & Co", Montreal,

Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the superior court rendered this 23rd day of November, 1914, the undersigned have been appointed curators of the above named insolvent.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre nos mains sous trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curateurs.

Bureau de Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 3, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 24 novembre 1914. 5927

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François,
In re Adolphe Lacoudic, Weedon, Insolvable.
En vertu d'un ordre de la cour, en date du 20 novembre 1914, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44-46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 novembre 1914. 5943

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Saint-François.
In re Massad Kouri, Sherbrooke, Insolvable.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 14 décembre 1914, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau: 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 25 novembre 1914. 5941

Cour Supérieure

Province de Québec,
District de Montréal.
Re P. Panagokos & Co., marchands de Montréal, Insolubles.

Avis est par les présentes donné que les dits insolubles ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. gardiens provisoire.

55, Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 21 novembre 1914. 5933

Cour supérieure.

Province de Québec,
District de Bedford,
No 240.
In re Emile Labonté, manufacturier, du village de Granby, district de Bedford, Failli;

et
Pierre Amédée L'Ecuyer, notaire, du village de Granby, dit district de Bedford,
Gardien provisoire.

Aux créanciers du dit failli:

Avis vous est donné que le seizième jour du mois de novembre courant (1914), le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, gardien provisoire aux biens du dit Emile Labonté qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Que le dit failli a déposé son bilan, au Greffe de la cour supérieure, du district de Bedford, le

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from this date.

J. G. DUHAMEL,
H. H. BEAULIEU,
Curators.

Office of Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 3, Notre Dame East street, Montreal.
Montreal, 24th November, 1914. 5928

Superior Court.

Canada,
Province of Québec,
District of Saint Francis.
In re Adolphe Lacoudic, Weedon, Insolvent.
In virtue of an order of the court, dated 20th November, 1914, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44-46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 25th November, 1914. 5944

Superior Court

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis.
In re Massad Kouri, Sherbrooke, Insolvent.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 14th December, 1914, and after which that this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office: 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., building.
Quebec, 25th November, 1914. 5942

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
Re P. Panagokos & Co., marchands of Montreal, Insolvents.

Notice is hereby given that the above named insolvents have made a judicial assignment of all their property for the benefit of their creditors.

CHARTRAND & TURGEON,
Sub. Prov. Guardians

55, Saint François Xavier, Montreal.
Montreal, 21st november, 1914. 5934

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Bedford,
No. 240.
In re Emile Labonté, manufacturer, of the village of Granby, district of Bedford, Insolvent.

and
Pierre Amédée L'Ecuyer, notary, of the village of Granby, said district of Bedford,
Provisional guardian.

To the creditors of said insolvent:

Notice is hereby given that on the sixteenth day of the month of November instant, (1914), the undersigned was appointed by an order of the Court, provisional guardian to the property of the said Emile Labonté, who has made an assignment of his property for the benefit of his creditors.

That the said insolvent has filed a statement of his assets and liabilities with the Prothono-

dix-huitième jour du mois de novembre courant (1914).

P. A. L'ECUYER,
Gardien provisoire.

Granby, Qué., ce vingt-un novembre, mil neuf cent quatorze.

5975

Cour Supérieure de la province de Québec.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 58-a-408.

Dans l'affaire de William K. Percival, Régis J. Graveline & Victor J. Graveline, "Percival & Graveline", Faillis.

Les créanciers des dits faillis sont par ces présentes commandés de comparaître devant un des juges de cette cour, dans la salle d'audience No 31, au palais de justice, à Montréal, le 5 décembre 1914, à dix heures de l'avant-midi, aux fins de donner leur avis touchant la nomination d'un curateur et des inspecteurs aux biens des dits faillis.

N. Z. CORDEAU,
Député protonotaire, C. S.

Montréal, 21 novembre 1914. 5961

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec,
No 2987.

Re Louis Picard, commerçant, Québec, Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'une ordonnance de l'honorable Albert Malouin, un des juges de la cour supérieure, pour le district de Québec, il sera vendu par enchère publique, vendredi, le 11 décembre 1914, à 11 heures a. m., à mon bureau, 64, rue Saint-Joseph, Québec, le lot numéro treize cent quatre-vingt-douze (1392), du cadastre pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, avec les bâtisses dessus construites et dépendances, à la charge: 1. des cens, rentes et autres droits dont le dit immeuble peut être chargé; et 2. de payer à la communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le vingt-neuf de juin de chaque année une rente foncière et constituée de six piastres.

ARTHUR E. SIMARD,
Curateur.

Bureau: 64, rue Saint-Joseph, (Edifice Orkin.
Québec, 28 novembre 1914. 5999

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Joseph Telesphore Larochelle, "L'Epargne Enrg." de la cité de Lévis, marchand, a le 24 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 25 novembre 1914. 5997

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saguenay.

Napoléon Couture, Malbaie, comté Charlevoix, plombier, a, le 26 novembre 1914, fait cession

tary of the superior court, of the district of Bedford, on the eighteenth day of November instant (1914).

P. E. L'ECUYER,
Provisional Guardian.

Granby, Que., the twenty first day of November, one thousand nine hundred and fourteen.

5976

The Superior Court of the province of Quebec.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 58-a-408.

In the matter of William K. Percival, Régis J. Graveline & Victor J. Graveline, "Percival & Graveline", Insolvent.

The creditors of said insolvent are hereby ordered to appear before one of the judges of this Court, in the court room No. 31, in the court house, at Montreal, on the 5th, day of December, 1914, at ten of the clock in the forenoon, in order to give their advice touching the appointment of a curator and inspectors to the property of said insolvent.

N. Z. CORDEAU,
Deputy Prothonotary, S. C.

Montreal, 21st November, 1914. 5962

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec,
No. 2987.

Re Louis Picard, trader, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the honourable Albert Malouin, one of the judges of the superior court, for the district of Quebec, the undersigned will sell by public auction, on Friday, the 11th December, 1914, at 11 o'clock a. m., at his office, 64, Saint Joseph street, Québec, the lot number thirteen hundred and ninety two (1392) of the cadastre for the parish of Saint Sauveur de Québec, with the buildings erected thereon and dependencies, subject to: 1. the quitrents, rents and other encumbrances affecting the said immoveable; 2. the payment to the Religious Community of l'Hôtel-Dieu de Québec, on the twenty ninth day of June, of every year, of a constituted ground rent of six dollars.

ARTHUR E. SIMARD,
Curator.

Office: 64, Saint Joseph street (Orkin Building).
Québec, 28th November, 1914. 6000

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.

Joseph Telesphore Larochelle, "L'Epargne Enrg." of the city of Lévis, merchant, has, on the 24th November 1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 25th November, 1914. 5998

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saguenay.

Napoléon Couture, Murray Bay, Charlevoix county, plumber has, on the 26th of November,

judiciaire de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Saguenay, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau 44 et 46 rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 26 novembre 1914. 5995

District de Saint-François.

In re Dme. Moise Veronneau, Pharmacien, Coaticook, Que., Failli.

Avis est par le présent donné que le 25ème jour de novembre 1914, le dit insolvable a fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

GEDEON E. BEGIN,
Gardien provisoire.

Bureau de Belanger & Begin,
155 rue Wellington.
Sherbrooke, 25 novembre, 1914. 5991

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.
Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re A. P. Cimon Shoe Mfg. Co., Ltd., En liquidation; & Alexandre Desmarteau, Liquidateur.

Avis est par les présentes donné qu'un dividende final en cette affaire est préparé et sera ouvert à contestation, jusqu'au 22ème jour de décembre 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidateur.

No 60, rue Notre Dame Est, Montréal.
Montréal, 28 décembre 1914. 5967

Cour Supérieure.

District de Montréal,
Province de Québec.

In re George Zarbatany, "Zarbatany Bros", Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers et que j'ai été nommé gardien provisoire de ses biens.

TABAH COUSINS,
Gardien-provisoire.

Bureau de Michaud & DesRosiers,
55, rue Saint-François-Xavier, Montréal.
Montréal, 23 novembre 1914. 5923

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe,

In re Ludger Boucher, Saint-Hyacinthe, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 12 décembre, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureau: 820 Edifice "Power".
Montréal, 25 novembre 1914. 5953

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District des Trois-Rivières,

In re Hector Camirand, Trois-Rivières, Qué., Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 12 décembre 1914, après

1914, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors at the prthono-tary's office of the superior court for the district of Saguenay, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46 Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 26th November 1914. 5996

District of Saint Francis.

In re Dame Moise Veronneau, Druggist, Coaticook, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 25th day of November 1914, the said insolvent has made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, according to law.

GEDEON E. BEGIN,
Provisional Guardian.

Office of Belanger & Begin,
155 Wellington St.
Sherbrooke, 25th November, 1914. 5992

UNDER THE WINDING UP ACT.
Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re A. P. Cimon Shoe Mfg. Co., Ltd, In Liquidation & Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a final dividend sheet has been prepared in the avobe matter and will be open to objection until the 22nd day of December. 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Liquidator.

No. 60, Notre Dame East street, Montreal.
Montreal, 28th December, 1914. 5968

Superior Court.

District of Montreal.
Province of Quebec.

In re George Zarbatany, "Zarbatany Bros", Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named insolvent has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, and I have been appointed provisional guardian to the property of the aforesaid.

TABAH COUSINS,
Provisional Guardian.

Office of Michaud & DesRosiers,
55, Saint François Xavier street, Montreal.
Montreal, 23rd November, 1914. 5924

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint-Hyacinthe.

In re Ludger Boucher, Saint Hyacinthe, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 12th December, 1914, after which date this dividend will be payable at my office, 83 Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" building.
Montreal, 25th November, 1914. 5954

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Three Rivers.

In re Hector Camirand, Three Rivers, Que., Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objections until 12th December, 1914, after which date this

laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, 83, rue Craig ouest, Montréal.

VINCENT LAMARRE,
Curateur.

Bureaux: 820, Edifice "Power",
Montréal, 25 novembre 1914. 5955

District de Montréal.

Re "Park Concrete Block Co.", Montréal,
Failli.

Avis est par le présent donné que le 17e jour de Novembre 1914, la dite compagnie insolvable, a fait, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub. gardien provisoire.

Bureau de Prevost & Bédard,
107, rue Saint-Jacques.
Montréal, 25 novembre 1914. 5951

Avis est par le présent donné que Lucien Couture, marchand, de Lévis, a, le 24 novembre 1914, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

LEFAIVRE & GAGNON,
Gardiens provisoires.

Bureau: 98, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 25 novembre 1914. 5935

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re Marcus Wagner, et Failli;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, que par ordre de cette cour, j'ai été le 23ième jour de novembre courant, nommé curateur aux biens du dit failli.

Les réclamations assermentées devront être produites à mon bureau dans les 30 jours afin d'être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame est, Montréal.
Montréal, 25 novembre 1914. 5963

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
Dans l'affaire de D. P. Zacharacos & Cie., de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 15 décembre 1914, après lequel jour, le dividende sera payable à mon bureau.

ERNEST SAINT-AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 28 novembre 1914. 5969

Avis est par les présentes donné, que le 24 novembre courant, (1914), j'ai été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de Dame Alma de Saint-Aubin (Geo. Saint-Pierre & Cie), de Fraserville, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. OSCAR LEVESQUE, N. P.
Curateur.
Fraserville.

Fraserville, ce 24 novembre 1914. 5973

dividend will be payable at my office, 83, Craig street west, Montreal.

VINCENT LAMARRE,
Curator.

Office: 820, "Power" building.
Montreal, 25th November, 1914. 5956

District of Montreal.

Re Park Concrete Block Co., Montreal,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 17th day of November, 1914, the said company insolvent has made a judicial abandonment of its assets for the benefit of its creditors, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub. Provisional Guardian.

Office of Prevost & Bédard,
107, Saint James street.
Montreal, 25th November, 1914. 5952

Notice is hereby given that Lucien Couture, merchant, of Lévis, has, on 24th November, 1914, made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors.

LEFAIVRE & GAGNON,
Provisional Guardians.

Office: 98, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 25th November, 1914. 5936

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Marcus Wagner, and Insolvent;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Notice is hereby given that by an order of this court, I was, on the 23rd day of November instant, appointed curator to the property of the said insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within 30 days so as to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street east, Montreal.
Montreal, 25th November, 1914. 5964

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In the matter of D. P. Zacharacos & Co., of Montreal, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in the above matter, which will be open to objection until the 15th December, 1914, after which date the dividend will be payable at my office.

ERNEST SAINT AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 28th November, 1914. 5970

Notice is hereby given, that on the 24th November instant, (1914), I was appointed, by an order of the Court, curator to the property of Dame Alma de Saint Aubin, (Geo. Saint-Pierre & Cie), of Fraserville, who has made an assignment of her property for the benefit of her creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice

J. OSCAR LEVESQUE, N. P.
Curator.
Fraserville.

Fraserville, 24th November, 1914. 5974

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re "Dominion Dairy Lunch Company,
Failli;

et
Alexandre Desmarteau, Curateur.
Avis est par les présentes donné, qu'un premier
et dernier bordereau de dividende, est préparé
et sera ouvert à contestation, jusqu'au 15 décembre
1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame est, Montréal.
Montréal, 25 novembre 1914. 5965

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.
No 910.

Re Henri Beaulieu, marchand, Chandler,
Insolvent.
Avis est par le présent donné que vendredi, le
20 novembre 1914, nous avons été nommés
curateurs aux biens du dit insolvent.

Toutes personnes ayant des réclamations
contre le dit insolvent sont requises de les pro-
duire entre les mains des soussignés, dûment
attestées sous serment, dans les trente jours de
cette date.

LARUE & TRUDEL,
Curateurs.

Bureaux: "Edifice Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 25 novembre 1914. 5985

Licitation

Avis est par les présentes donné que, par et
en vertu d'un jugement rendu par la Cour supé-
rieure diégeant dans le district de Montréal, le
vingt-trois novembre 1914, dans une cause dans
laquelle Dame Antoinette Lacas épouse contrac-
tuellement séparée quant aux biens de Raoul
Saint-Jacques, des cité et district de Montréal,
et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux
fins des présentes, est demanderesse, et Mathilde
Labelle, épouse de Israel Forget et ce dernier
pour autoriser sa dite épouse aux fins des pré-
sentes, Méline Labelle, épouse de Jean-Baptiste
Dépatie, et ce dernier pour autoriser sa dite
épouse aux fins des présentes, Marie-Louise
Labelle épouse de François Boucher, et ce dernier
pour autoriser sa dite épouse aux fins des pré-
sentes, tous des cité et district de Montréal, Joseph
Alary, Marie Alary épouse de Thomas Char-
trand, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse
aux fins des présentes et Alphonse Alary, de
Saint-Janvier, district de Terrebonne, Urgèle
Lacas de Sainte-Scholastique, district de Terre-
bonne, Honorius Lacas, Henri Lacas, Cécilia
Lacas épouse de Hermas Ladouceur, et ce der-
nier pour autoriser sa dite épouse aux fins des
présentes, Joseph Lacas, Marie-Louise Lacas
épouse de Rodrigue Blair, et ce dernier pour
autoriser sa dite épouse aux fins des présentes,
Hélène Lacas épouse de Hormidas Prud'homme,
et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux
fins des présentes, des cité et district de Mont-
réal, Georgianna Lacas épouse de Louis Cham-
pagne, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse
aux fins des présentes, de Saint Janvier, district
de Terrebonne, François Lacas, des cité et dis-

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re Dominion Dairy Lunch Company,
Insolvent;

and
Alexandre Desmarteau, Curator.
Notice is hereby given, that a first and final
dividend sheet has been prepared and will be
open to objection until the 15th December, 1914.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame street east, Montreal.
Montreal, 25th November, 1914. 5966

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Quebec.
No 910.

Re Henri Beaulieu, merchant, Chandler,
Insolvent.
Notice is hereby given that on Friday, 20th
November, 1914, we have been appointed
curators of the assets of the said insolvent.

All parties having claims against the said
insolvent are requested to file same duly attested
under oath in the hands of the undersigned
within thirty days of this date.

LARUE & TRUDEL,
Curators.

Offices: "Dominion Building",
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 25th November, 1914. 5986

Licitation

Notice is hereby given that, by and in virtue
of a judgment rendered by the Superior Court,
sitting at Montreal, in the district of Montreal,
on the twenty-third day of November 1914, in
a cause in which Dame Antoinette Lacas, wife
separate as to property of Raoul Saint Jacques,
of the city and district of Montreal, and the said
Raoul Saint-Jacques for authorize his said wife
is plaintiff, and Mathilde Labelle, wife of Israel
Forget, and the said Israel Forget for authorize
his said wife, Méline Labelle, wife of Jean-Bap-
tiste Dépatie, and the said Jean-Baptiste Dépatie
for authorize his said wife, Marie-Louise Labelle,
wife of François Boucher, and the said François
Boucher for authorize his said wife, both of the
city and district of Montreal, Joseph Alary,
Marie Alary wife of Thomas Chartrand, and the
said Thomas Chartrand for authorize his said
wife and Alphonse Alary, of Saint-Janvier, dis-
trict of Terrebonne, Urgèle Lacas of Saint Scho-
lastique, district of Terrebonne, Honorius Lacas,
Henri Lacas, Cecilia Lacas wife of Hermas La-
douceur, and the said Hermas Ladouceur for
authorize his said wife, Joseph Lacas, Marie-
Louise Lacas wife of Rodrigue Blair, and the
said Rodrigue Blair for authorize his said wife,
Helene Lacas wife of Hormidas Prud'homme,
and the said Hormidas Prud'homme for autho-
rize his said wife, of the city and district of Mon-
treal, Georgianna Lacas wife of Louis Cham-
pagne, and the said Louis Champagne for au-
thorize his said wife, of Saint Janvier, district
of Terrebonne, François Lacas, of the city and
district of Montreal, Napoleon Robitaille,
Osias Robitaille, Anna Robitaille, wife of Al-

trict de Montréal, Napoléon Robitaille, Osias Robitaille, Anna Robitaille épouse de Alphonse Desjardins, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Amanda Robitaille épouse de Edmond Groulx, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de Saint-Laurent, district de Montréal et Pascal Desjardins en sa qualité de curateur nommé à Honoré Desjardins interdit, pour démence, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de l'immeuble suivant, savoir:

"La partie sud-est du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro soixante, sur les plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga (part. S. E. de 60) avec les bâtisses y érigées, contenant la dite partie de lot environ dix-huit pieds, mesure anglaise, de front, sur toute la profondeur du dit lot, plus ou moins : bornée en front par la rue Cadieux, en arrière par partie sud-est du lot numéro soixante-un sur le même plan, du côté sud-est par le numéro soixante-quatre, sur le même plan et du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro soixante sur le susdit plan, avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans le passage de sept pieds de large existant au côté nord-ouest du terrain sus-vendu et formant partie du dit lot numéro soixante, lequel passage se trouve couvert par une partie de la maison appartenant au dit William Watson O'Gilvie dans la ligne nord-ouest du terrain présentement vendu, le dit droit de passage prendra à la frontière de la dite rue Cadieux et se continuera jusqu'à une profondeur de cinquante-cinq pieds, mesure anglaise".

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE 1914, à DIX heures ET DEMIE de l'avant midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice à Montréal, chambre No 31; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forecloses du droit de le faire.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 23 novembre, 1914.

5957

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

Ceux qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions.

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIEE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

phonse Desjardins, and the said Alphonse Desjardins for authorize his said wife, Amanda Robitaille, wife of Edmond Groulx, and the said Edmond Groulx for authorize his said wife, of Saint Laurent, district of Montreal, and Pascal Desjardins, in his quality as curator to Honoré Desjardins interdicted for insanity, of the city and district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of the immoveable property as follows, to wit:

"The part South-East of lot known and designated as number sixty, on the official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga (part. S. E. 60) with the buildings thereon erected, containing, the said part of lot, about eighteen feet, english measure, in front, on all the depth of the said lot, more or less : bounded in front by Cadieux Street, in rear by part South East of lot number sixty-one, on the said official plan, on the South-East side by lot number sixty-four, of the said official plan, and on the North West side by remaining part of said lot number sixty of the said official plan, with the right of way in common with others having right of use therein in the passage of seven feet wide existing on North-West side of said lot and forming part of said lot number sixty, which passage is cover by part of the house belonging at Mr. William Watson O'Gilvie on the north-west line of lot presently sold, the said right of way will take at the frontier of the said Cadieux Street and will continued to a depth of fifty-five feet, english measure.

The immoveable hereinabove described will be put up at auction and adjuged to the highest and last bidder, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1914, at HALF PAST TEN o'clock of the forenoon sitting the court, in room No. 31, on the Court house of the city of Montreal; subject to the conditions of the judgment herein authorizing the sale, and subject to the charges and conditions mentioned in the specifications deposited in the prothonotary office of the said court; and the opposition to annul, to secure charges and to withdraw to said licitation, must be deposited in the prothonotary office of said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and opposition for payment shall be filed during the six days after the adjudication and being the parties in default of filing said opposition in the delay mentioned in those presents, they will be foreclosed from so doing.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for Plaintiff.

Montreal, 23rd November, 1914.

5958

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required.

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSEREE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

5347

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 48.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Champagne vs Campeau	3000
" Cox vs Raycraft.....	3002
" Cook vs Mearns.....	3000
" Demers vs Robillard.....	3003
" Delorme vs Beauregard.....	3001
" Dautheil vs Veilleux.....	3004
" Desbiens vs Henry.....	3001
" Depairon vs Dupré.....	3003
" Feld vs Nathanson.....	3004
" Gagnon vs Bousquet.....	3002
" Gervais vs Pariseau.....	3004
" Gougeon vs Despathie.....	3002

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Gagnon vs Dme Brown.....	3003
--------------------------	------

ANNONCEURS, avis aux:—3038.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE:—Canada
Gulf & Terminal Railway, 3031.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Georges de Beauce, 2996; L'Association du Pain des Pauvres, 2995.

AVIS:—Skye Cemetery Co., 3005; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd, 3010; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 3004.

BILLS PRIVÉS, PARLEMENT FÉDÉRAL:—Avis au sujet des—Chambre des Communes, 2994.

BILLS PRIVÉS, P. Q.,—Avis au sujet des—Conseil Législatif, 2993; Assemblée législative, 2992.

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.

Québec, 4th April, 1914.

5348

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Hélie vs Houle.....	3031
" Hershkovitz vs Lax.....	3000
" Marcotte vs Leblanc.....	3003
" McArthur vs Spence.....	3001
" Métivier vs Gosselin.....	3000
" Mofette vs Hamel.....	3002
" Nolet vs Nadeau.....	3003
" Perron vs Tremblay.....	3002
" Pomerleau vs Bilodeau.....	3003
" Poulin vs Syrkos.....	3002
" Thibaudeau vs Lemay.....	3001
" Trudel vs Plante.....	3004

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Gagnon vs Dme Brown.....	3000
--------------------------	------

ADVERTISERS, notice to:—3038.

ANNUAL GENERAL MEETING:—Canada Gulf & Terminal Railway, 3031.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Georges de Beauce, 2996; L'Association du Pain des Pauvres, 2995.

NOTICE:—Skye Cemetery Co., 3005; The Chrome and Asbestos Mines, Ltd, 3010; Woodside Cemetery Corporation of Beebe-Plain, 3004.

PRIVATE BILLS, FEDERAL PARLIAMENT:—Notices respecting the—House of Commons, 2994.

PRIVATE BILLS, P. Q.—Notices respecting the—Legislative Council, 2993; Legislative Assembly, 2992.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:—

Anglo-American Trust Coy.....	2996
Boisvert, Eug. Alf.....	2998
Bureau des Commissaires d'Ecoles Catho- liques romains de la cité de Québec,— Board of Roman Catholic School Commissioners of the city of Quebec,	2998
Cité de—City of Lachine.....	2030
Cité de—City of Westmount.....	3050
Commissaires d'écoles pour la municipalité du village Saint-Pie.—School Commis- sioners for the municipality of the village Saint Pie.....	2997

DÉPUTÉ ÉLU:—L'honorable Walter-George-Mit-
chell, collège électoral de Richmond, 3977.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

A. P. Cimon Shoe Mfg Coy, Ltd.....	3035
Beaulieu.....	3037
Beaudet.....	3006
Bedard.....	3032
Boucher.....	3056
Camirand.....	3035
Chagnon.....	3005
Couture.....	3036
Couture.....	3034
Cowen & Cie.....	3032
Dominion Dairy Lunch Coy.....	3037
Dubois.....	3032
Ferland.....	3007
Fontaine (Dme).....	3006
Fontainebleau.....	3006
Gastonguay.....	3006
Kouri.....	3033
Labonté.....	3033
Lacoudie.....	3033
Larochelle.....	3034
Palace Bowling Alleys.....	3007

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Café Roy, Ltée.....	2979
Café Villeneuve, Ltée.....	2991
Calkins-Leete, Ltd.....	2981
Cosmopolitan Hotel Coy, Ltd.....	2985
H. Hagnon, Ltée.....	2986
International Mills, Ltd.....	2983
J. Donat Langelier, Ltée.....	2989
J. P. Bellavance, Ltée.....	2984
La Cie d'Aqueduc de Saint-Ignace de Loyala	2988
La Cie Forestière de Saint-Damas.....	2988

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—SUP-
PLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Italian Model Market Coy.....	2991
International Mills Ltd.....	2982

NOMINATIONS:—

Agent des Terres et des Bois, pour la division
de Chaudière, 2977.

Commissaire pour l'érection civile des paroisses
du diocèse de Saint-Hyacinthe, 2977.

Cour des Commissaires, ville de Grand'Mère,
2977.

Conseillers, Municipalité de la paroisse de Saint-
Joseph du Lac, 3030.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—APPLICATIONS
TO THE LEGISLATURE:—

Commission des Ecoles Catholiques de Montréal.—Catholic Board of School Commission of Montreal.....	3999
Corbeil, David.....	3000
Corporation de la ville de Joliette.—Corpo- ration of the town of Joliette.....	2999
Golstein, Maxwell & Co. gl.....	2997
La ville de Châteauguay.—The town of Châteauguay.....	3000
Learmont, J. D. Succession—Estate.....	3000
Sœurs Dominicaines de l'Enfant-Jésus.....	2999
The East Side Nursery and Infants Home..	2998
Wilson, John-Henry (Succession—Estate)..	2997

MEMBER ELECTED:—The Honourable Walter-
George-Mitchell, électoral division of Rich-
mond, 3977.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Parc Concrete Block Co.....	3036
Percival & Graveline.....	3034
Pigeon.....	3005
Price.....	3000
Picard.....	3034
Poirier Chairs & Caskets Ltd.....	3032
Pomagokos & Co.....	3035
Roxton Concrete Ltd.....	3008
Roy & Cie.....	3031
Salhany Cousins.....	3006
Salhany.....	3032
Sanche.....	3006
St-Aubin (Dme).....	3036
St. Remi Dry Goods Store.....	3007
The Green Mountain Creamery Co.....	3007
Veronneau.....	3035
Wagner.....	3036
Watier.....	3005
Zarbatany.....	3035
Zocharacos & Cie.....	3036

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

La Conférence Saint-Vincent-de-Paul de l'Immaculée-Conception, Ltée.....	2980
Lancôt, Ltée.....	2981
La Cie Forestière de Saint-Damas.....	2991
L'Artique Cie de Glace, Ltée.....	2983
M. Lefkowitz & Sons, Ltd.....	2980
Plateau Laval, Ltée.....	2988
The Independent Order of sons of Israel of Canada.....	2996
The International Political Club of Mon- treal, Ltd.....	2992

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—SUP-
PLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Lithuanion Methot Independent Club Ltd.....	3000
--	------

APPOINTMENTS:

Land & Forest Agent for the division of
Chaudière, 2977.

Commissioner for the civil erection of the
parish of the diocèse of Saint Hyacinth, 2977.

Commissioners' Court:—Town of Grand-Mère,
3977.

Councillors, Municipality of the parish of Saint
Joseph du Lac..... 3030

30 NOV 1914

Juges de paix:—District de:—Kamouraska, 2978; Québec, 2978; Arthabaska, 2978; Montréal, 2978; Terrebonne, 2978.

ORDRES DE COUR:—Farrell *et al* vs Dame Samson, 3011; Lamontagne vs Morin & Fils, 3010.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 2978.

VENTE PAR LICITATION:—Lacas vs Labelle, 3037.

VENTES PAR LIQUIDATEUR:—La Cie de l'Hôtel Saint Roch, Ltée, 3009; La Manufacture de chaises et jouets de Wotton, Ltée, 3008.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Ville de Terrebonne, 3011.

VENTES PAR LES SHERIFS:—

BEAUHARNOIS:—Brault vs Dme Courchesne *et vir*, 3012; Meloche, Failli, 3013; Rhéaume vs Leduc, 3012

BEDFORD:—Dyer *et al* vs Masters, 3015; Maxwell (Dme) vs Holladay *et al*, 3014.

CHICOUTIMI:—Lepage vs Bouliane, 3015.

JOLIETTE:—Beauchamp vs Archambault, 3017; Giguère *et uxor* vs Dme Milot *et vir*, 3016; Wodan vs Roberge, 3017.

KAMOURASKA:—Langlois vs Giguère, 3018.

MONTREAL:—Bernard vs Connolly, 3020; Boyer vs Bruno, 3022; Charpentier vs Bertrand, 3000; Dorais vs Antrobus, 3020. Joannette vs Bruno, 3022; Levinoff vs Holland, 3010; Loiselle vs Joly, 3022; Moscovitch vs Sambor, 3021; Pelletier vs Martin, 3021; Rivet vs Robin, 3019.

RIMOUSKI:—Savard vs Mignault, 3023.

Roberval:—Belanger vs Mignault, 3023.

SAINT-FRANCOIS:—Leblanc vs Roberge, 3024.

SAINT-HYACINTHE:—Burelle vs Charron, 3026; Chaurest vs Bruno, 3025; Hubert dit Lagrenade vs Pelletier, 3025; La Banque de Montréal vs Bousquet, 3025; Leduc vs Benoit, 3026.

TERREBONNE:—Canadian Dairy Supply Coy, Ltd vs Lanthier, 3027.

TROIS-RIVIERES:—Beaulieu vs Garceau, 3029; Bédard vs Clément, 3028; Loranger vs Duhaine, 3028; Montigny vs Clément, 3029.

Justices of the Peace:—District of:—Kamouraska, 2978; Quebec, 2978; Arthabaska, 2978; Montreal, 2978; Terrebonne, 2978.

ORDERS OF COURT:—Farrell *et al* vs Dame Samson, 3011; Lamontagne vs Morin & Fils, 3010.

PROCLAMATION:—Parliament convoked for the despatch of business, 2978.

SALE BY LICITATION:—Lacas vs Labelle, 3037.

SALES BY LIQUIDATOR:—La Cie de l'Hôtel Saint Roch, Ltée, 3009; Wotton Chair & Toy Manufacturing Coy, Ltd., 3008.

SALE FOR MUNICIPAL TAXES:—Town of Terrebonne, 3011.

SHERIFF'S SALES:—

BEAUHARNOIS:—Brault vs Dme Courchesne *et vir*, 3012; Meloche, Insolvent, 3013; Rhéaume vs Leduc, 3012.

BEDFORD:—Dyer *et al* vs Masters, 3015; Maxwell (Dme) vs Holladay *et al*, 3014.

CHICOUTIMI:—Lepage vs Bouliane, 3015.

JOLIETTE:—Beauchamp vs Archambault, 3017; Giguère *et uxor* vs Dme Milot *et vir*, 3016; Wodan vs Roberge, 3017.

KAMOURASKA:—Langlois vs Giguère, 3018.

MONTREAL:—Bernard vs Connolly, 3020; Boyer vs Bruno, 3022; Charpentier vs Bertrand, 3000; Dorais vs Antrobus, 3020. Joannette vs Bruno, 3022; Levinoff vs Holland, 3019; Loiselle vs Joly, 3022; Moscovitch vs Sambor, 3021; Pelletier vs Martin, 3021; Rivet vs Robin, 3019.

RIMOUSKI:—Savard vs Mignault, 3023.

Roberval:—Belanger vs Mignault, 3023.

SAINT FRANCIS:—Leblanc vs Roberge, 3023.

SAINT HYACINTH:—Burelle vs Charron, 3026; Chaurest vs Bruno, 3025; Hubert dit Lagrenade vs Pelletier, 3025; La Banque de Montréal vs Bousquet, 3025; Leduc vs Benoit, 3026.

TERREBONNE:—Canadian Dairy Supply Coy, Ltd vs Lanthier, 3027.

THREE RIVERS:—Beaulieu vs Garceau, 3029; Bédard vs Clément, 3028; Loranger vs Duhaine, 3028; Montigny vs Clément, 3029.

NOV 19 1914